

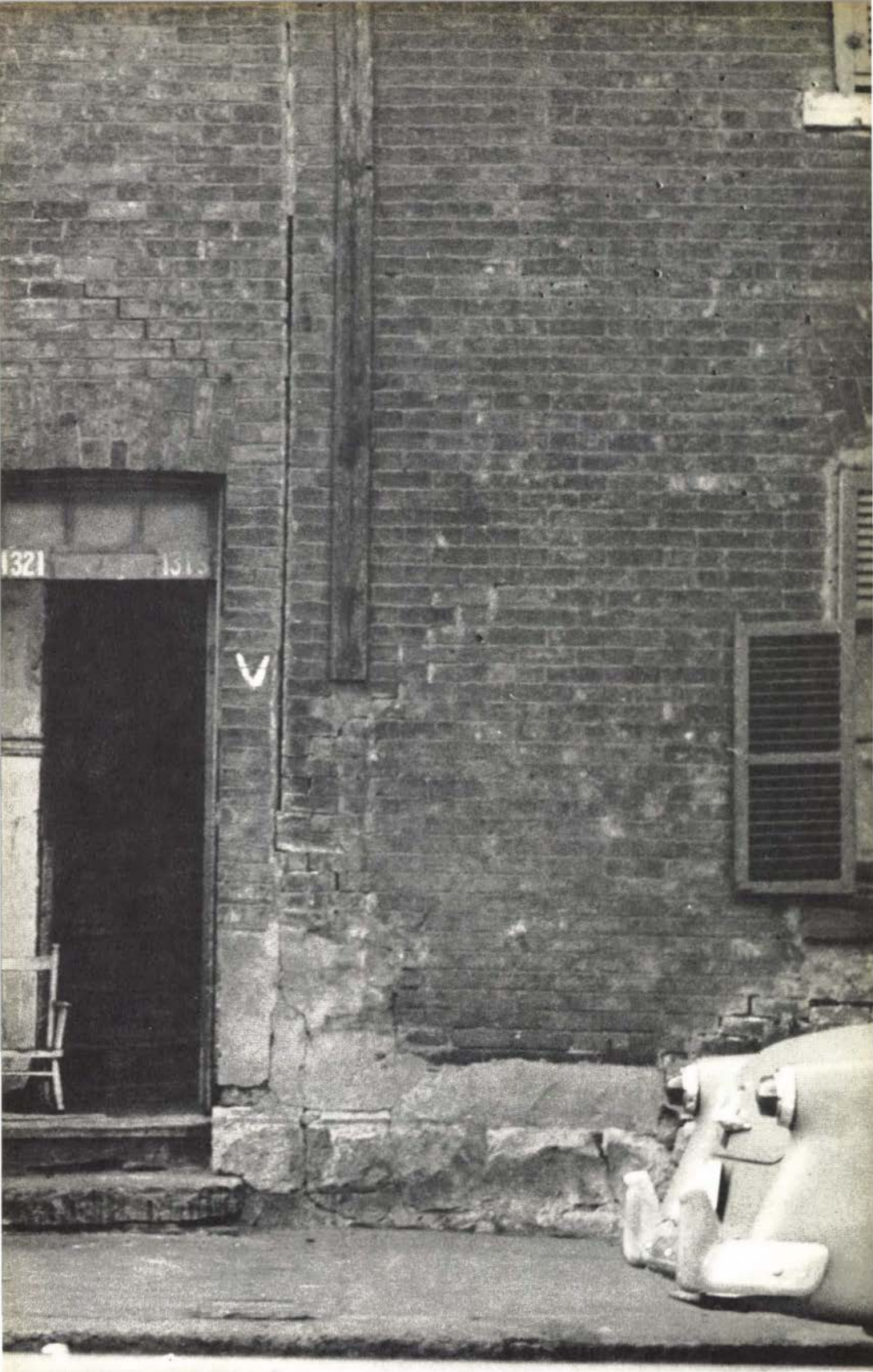
# le clan des Dubois

**Richard Desmarais**









# PROLOGUE



La réalité parfois dépasse largement ce que nous offre la fiction, même sous la plume d'un écrivain de grand talent. Pour s'en convaincre, il suffit de porter attention à la chronique quotidienne des faits et gestes des humbles et des sans gloire qui se méritent quelques lignes dans les pages des journaux.

Mais qui aurait pu deviner à la lecture d'un entrefilet consacré à l'arrestation de Jean-Guy Dubois en 1951, ce que l'avenir réservait à ce jeune inconnu et aux membres de sa famille ? Dès lors pourtant le décor était en place ; les principaux personnages de l'épopée, qui allait défrayer la première page des journaux, faisaient leurs premières armes dans Saint-Henri, un quartier populaire de Montréal.

Leurs noms et surnoms semblent sortir tout droit de l'imagination furibonde d'un Dickens ou d'un Steinbeck : *Sardine*. Champagne ; les « *Moineau* », le *Moineau* des frères Dubois et celui de la bande à McSween ; *Ti-cul* Ratté, cet ex-boxeur sans victoire qui n'a connu que des déboires jusqu'à sa mort survenue dans des circonstances mystérieuses peu de temps après celle de Réal Lépine, dit *le Bonhomme*. Cet assassinat allait d'ailleurs déclencher ce que d'aucuns ont appelé *la guerre de l'ouest*, lutte farouche pour la mainmise des rackets de la drogue, du prêt usuraire, de la prostitution et de la protection dans les tavernes et les cabarets du sud-ouest de Montréal.

Pendant plus de vingt ans, des gangs rivaux et, pour d'autres motifs, les services policiers tenteront de mettre fin au présumé règne sur *le milieu* des frères Dubois. Les neuf frères seront victimes d'attentats ; ils seront dénoncés ; ils seront traduits devant les tribunaux, tout cela vainement.

Mais l'arrestation de Jean-Guy Dubois en octobre 1975 pour le meurtre d'un ex-employé de l'hôtel Iroquois, dans le Vieux Montréal, et le dévoilement des résultats des travaux de la Commission d'enquête sur le crime organisé semblent marquer un tournant dans l'ascension devenue légendaire de cette famille désignée sous le nom du clan des Dubois.

Quoi que réserve l'avenir à ces hommes, leur épopée méritait de faire l'objet d'un ouvrage puisque, à plus d'un titre, elle dépasse largement les cadres étroits du « fait divers ».

Richard Desmarais

PREMIÈRE PARTIE

# LA FAMILLE





Raymond  
20 juin 1931



Jean-Guy  
1er juillet 1933



Normand  
27 décembre 1934



Claude  
15 novembre 1936



René  
20 juillet 1938



Rolland  
26 avril 1940



Jean-Paul  
18 janvier 1943



Adrien  
18 janvier 1946



Maurice  
15 novembre 1948

« . . . ils étaient les maîtres à l'ouest de la rue Atwater et puis, ils ont envahi d'autres secteurs. Ils se sont appropriés de nouveaux territoires, augmentant ainsi leur puissance qu'ils tirent de l'argent. L'argent est leur véritable force ; ils opèrent à coups de \$100 000. Aujourd'hui, leur territoire est vaste ; il englobe le Vieux Montréal et tout l'ouest de la ville ; presque tout leur appartient désormais . . . »

Extrait du témoignage de Pierre McSween,  
devant les membres de la Commission  
d'enquête sur le crime organisé<sup>1</sup>.

---

1. En respectant rigoureusement la pensée du témoin, nous avons apporté des corrections à sa déclaration afin d'en faciliter la lecture (Voir l'annexe 1).





## 1. « Enlevez-lui les menottes »

10 décembre 1951

Depuis longtemps déjà, les passants ont déserté les rues ternes et sales. De hautes murailles de neige noircie bordant les trottoirs forment de nombreux couloirs où seules des ombres glissent à pas feutrés. Un instant captives des pâles rayons d'un lampadaire, elles s'évanouissent aussitôt pour échapper à la curiosité de ceux qui, à la fenêtre de maisons lugubres, cherchent désespérément le sommeil.

Une porte, située au deuxième étage d'un immeuble formant un angle avec la ruelle, s'entrouvre. Soudain, jaillit un flot de lumière ; la rue s'émeut au son d'un boogie<sup>2</sup> endiablé. Livré à lui-même sur le seuil de la maison close, il n'a plus d'autres ressources que de chercher sa route à travers la bourrasque qui se lève avec le matin.

Dissimulée dans la ruelle, comme un fauve à l'affût, une Plymouth de couleur noire est stationnée tous feux éteints. Deux hommes, dont l'obscurité voile les traits, assistent au départ de l'inconnu. Depuis minuit, maugréant contre le froid, l'agent Walter Murdoch tente de trouver le sommeil. Pour sa part, Steve Olynik, son compagnon de ronde, n'a de pensées que pour le geste de son chef à qui il avait remis, plus tôt dans la journée, un rapport dénonçant les activités d'une barbotte<sup>3</sup>. Sans même en terminer la lecture, l'officier de police avait jeté le document au panier.

2. Danse populaire des années de l'après-guerre.

3. Maison de jeux clandestine.

— Mêlé-toi de ce qui te regarde ; compris, Olynik ? Je ne te le dirai pas deux fois !

En dépit de la menace à peine voilée, la leçon n'a guère porté fruits puisque le jeune agent épie depuis la fin du jour les faits et gestes d'un tenancier de maison close, personnage en vue dans le quartier. Bien que depuis peu de temps au service de la police, son franc-parler lui vaut déjà la défaveur de ses chefs soucieux de plaire aux édiles locaux. Mais il n'a cure des brimades et des semonces.

— J'aurai la peau de celui-là, se dit-il.

Un appel du central des communications vient interrompre le cours de ses réflexions.

— Walter, c'est pour nous ! Il n'en faut guère plus à son compagnon pour qu'il lance le moteur de la puissante voiture. Les roues patinent sur la neige, puis mordent enfin le sol gelé de la ruelle. L'auto-patrouille bondit de sa retraite en faisant hurler sa sirène.



Steve Olynik

L'opérateur radio qui n'a point encore obtenu de réponse répète son message :

— Voiture 324 . . . bagarre au café Pam . . . faites diligence !

— Je leur dis que nous y allons, annonce Olynik.

— Nous sommes beaucoup trop loin. Les gars auront quitté les lieux bien avant notre arrivée ou bien ils seront tous crevés.

— Peu importe ! ça va nous changer les idées. Il ne se passe jamais rien ici.

Évitant le piège des rues étroites, encombrées de neige, l'agent Murdoch emprunte la Dame<sup>4</sup> qu'illuminent les panneaux-réclame des nombreuses boutiques bordant l'artère. La voie est libre de voitures et les tramways ont regagné, à cette heure du jour, le dépôt. La Plymouth file à vive allure en direction du quartier Saint-Henri, tout proche maintenant. Par la fenêtre entrouverte, l'air froid s'insinue dans l'habitacle, chassant les derniers miasmes de la fiévreuse attente. Lentement, au fur et à mesure que se rapproche le théâtre du drame, leurs muscles se tendent ; leur front se ride tandis qu'ils libèrent l'arme placée à portée de main. La peur est là, tapie dans les replis de la conscience. Mais elle n'a point encore de nom ni de visage. Le contact familier avec le métal du revolver rassérène Olynik, bien qu'il répugne à s'en servir, préférant le combat corps à corps. À armes égales.

— Je vais descendre devant le restaurant, dit-il à Murdoch. Prends le temps de stationner l'auto.

— Regarde, il y a un gars qui sort. Attends . . . j'arrête !

Olynik, croyant avoir affaire à un témoin, se précipite au devant de l'inconnu. Un coup de pied l'atteint au bas-ventre, sans qu'il ait pu parer l'attaque. Un instant, il croit perdre connaissance ; les lumières vacillent, les maisons s'engouffrent dans un flot tourbillonnant. Il s'agrippe à sa proie qui frappe à

---

4. Nom familier donné à la rue Notre-Dame, artère principale du secteur sud-ouest de Montréal où se déroulent les événements rapportés dans cet ouvrage.



nouveau, mais la douleur le tire de sa léthargie. Son adversaire se confond aux ombres qui accourent, sans qu'il puisse déterminer s'il s'agit d'amis ou d'ennemis. Craignant pour sa vie, dans un ultime sursaut de vigueur, il décoche un premier coup. Un visage familier se profile à ses côtés. Murdoch. Un regard suffit. D'autres policiers arrivent en renforts, mais Olynik ne lâche pas prise. La colère a désormais fait place à la stupeur. Il frappe, frappe encore, sans égard pour le sang qui gicle, la chair des poings qui se déchire. D'épuisement, il s'effondre enfin, entraînant dans sa chute l'inconnu dont il n'a pas encore vu les traits.

En dépit du sang qui maquille son visage et du désordre de ses vêtements, le suspect a peu en commun avec les voyous du quartier, pâture quotidienne des équipes de nuit. Vêtements de bonne coupe, cravate de soie, cheveux gominés. Un monsieur, s'il n'y avait pas eu cette attaque par surprise.

Menottes aux poignets, l'homme est conduit à la voiture, mais au moment où il va pénétrer par la portière arrière, il oppose une ultime résistance. Vaine tentative, quatre policiers se précipitent pour empêcher toute fuite ; les coups pleuvent à nouveau, réduisant le suspect à la docilité.

À l'intérieur du café Pam, une scène de désolation attend les enquêteurs. Les tables et les chaises ont été renversées ; des tessons de bouteille, des verres et de la vaisselle brisés jonchent le sol. Georges Kallas, 19 ans, se tord de douleur, tandis qu'un second employé de l'établissement, Steve Paulas, âgé de 28 ans, gît sans connaissance à proximité du bar. Un coup de couteau l'a atteint au dos. Sa tête a été plongée à plusieurs reprises dans les toilettes. Du sang et de fines gouttelettes d'eau perlent à son front. Sous son corps, une tache sombre va sans cesse s'élargissant.

Pendant que les ambulanciers s'empressent auprès des blessés, les policiers conduisent le suspect au poste de police. À la vue de son état, l'officier ordonne qu'il soit conduit sans tarder dans un hôpital du secteur, le *General Hospital*. Le médecin de service, fraîchement

émoulu de l'université, s'élève contre la brutalité des agents ; son indignation est à son comble quand il découvre les menottes aux poignets du prisonnier.

— Enlevez-lui ça, dit-il à l'agent Olynik. C'est un être humain !

À peine le suspect est-il débarrassé de ses entraves qu'il empoigne les bras de métal installés de chaque côté de la chaise, faisant voler les fioles, les rouleaux de gaze et les instruments chirurgicaux. Il brandit ces armes improvisées au-dessus de la tête des policiers comme s'il voulait les en frapper, mais son escorte ne lui donne guère le temps de passer à l'action. Le suspect, retenu de peine et de misère, a juste le temps de cracher à la figure du médecin avant d'être entraîné vers la sortie.

La surprise, puis l'indignation se lisent sur les traits du jeune interne, mais sa colère est sans objet. Les agents font déjà route vers le quartier de détention.

En fouillant ses papiers, le gardien chargé de l'écrou découvrira l'identité du suspect, un certain Jean-Guy Dubois.

photo : Allo police



Jean-Guy Dubois





## 2. « Nous n'avons jamais eu de chance »

Un article relatant l'événement paraît le jour même dans les pages des grands quotidiens de la métropole :

« Un homme a été poignardé tandis que deux autres, dont un policier, ont été blessés au cours d'une bagarre qui s'est déroulée aux premières heures de la journée dans un restaurant de l'ouest de la ville.

« Steve Paulas, âgé de 28 ans, employé de l'établissement, a reçu plusieurs coups de couteau au dos et à différentes parties du corps. Il a été transporté à la *Western Division* du *General Hospital* où son état serait jugé satisfaisant.

« Parmi les autres blessés figurent les noms du constable Steve Olynik et d'un autre employé du restaurant, Georges Kallas, âgé de 19 ans. Ils ont pu regagner leur domicile après avoir reçu des soins au service de l'urgence.

« Les policiers ont appréhendé sur les lieux Jean-Guy Dubois, domicilié au 611, rue de Courcelles, pour assaut et dommages à la propriété. En Cour municipale, le suspect a plaidé non coupable à l'accusation d'assaut contre un policier. Il comparaitra à nouveau le 11 décembre pour subir son procès.<sup>5</sup> »

Si l'entrefilet présente peu d'intérêt pour la plupart des lecteurs du journal, à Saint-Henri, les hommes en

---

5. *Man Stabbed In Brawl*, le *Montreal Star*, 10 décembre 1951.

← La famille

parlent à mots couverts dans des lieux où ils se rencontrent entre amis.

Dans ce quartier, situé au sud-ouest de Montréal, nul n'échappe à la curiosité de ses voisins ou à celle des habitants des paroisses des alentours ; tout le monde se connaît, un peu comme dans un village. La vie s'y déroule en vase clos, à l'abri d'invisibles frontières, obstacles naturels ou créés de toutes pièces par l'essor industriel : au nord, une immense falaise interdit toute communication avec le quartier bourgeois de Notre-Dame-de-Grâce ; à l'ouest, la gare de triage du Canadien Pacifique protège les abords de « Montreal West », un bastion anglophone ; le canal Lachine forme une troisième frontière au-delà de Ville-Emard et de Côte-Saint-Paul.

Venues depuis peu de la campagne environnante, les familles ouvrières qui peuplent ce quartier ont recréé les conditions de vie de leur village natal, se refusant encore à adopter le comportement des gens de la ville. À la taverne



Alain Stanké

du coin, qui a succédé au magasin général, les hommes recueillent et colportent les drames du quotidien où chacun tient à tour de rôle la vedette. Certaines familles toutefois retiennent davantage l'attention.

Le nom des Dubois, par exemple, évoque l'image d'une famille nombreuse dont le chef, Napoléon, surnommé Paulo par ses intimes, a quelques relations utiles dans les cercles politiques.

L'homme a peu d'amis parmi les gens du quartier qui le craignent, bien que sans raisons précises. Rarement le voit-on sourire, même en compagnie de ses proches, tous des durs à cuire, qui tiennent conseil à la quincaillerie Moquin, rue Saint-Jacques. On ne lui connaît pas d'emploi précis, mais rares sont ceux qui oseraient lui demander des comptes. D'une main vigoureuse, il veille à la destinée de dix garçons et d'une fille, nés à peu de mois d'intervalles ; la plupart se sont illustrés dès leur plus jeune âge en rossant des gamins du voisinage. Avec les années, la Famille s'est mérité une réputation peu enviable qui a dépassé bientôt les limites étroites du quartier.

L'écho des faits d'armes des frères Dubois attire à Saint-Henri les journalistes des grands hebdomadaires dont un jeune premier, fort bien connu dans le métier, Alain Stanké. Il obtient d'eux la seule entrevue accordée aux journaux.

« Quels événements vous ont valu cette réputation de « bagarreurs » ? demande-il aux aînés, à l'occasion d'une visite au domicile de la famille.

« Aussitôt leurs yeux se sont allumés, leurs dents se sont serrées et l'un d'eux me dit d'une voix qui prenait des intonations troublantes :

« J'avoue que nous ne sommes pas tous des anges. Nous avons tous nos défauts. Beaucoup de défauts. On nous dit susceptibles... et de tempérament chaud. Comme nous sommes onze dans la famille, les voisins ont tendance à nous remarquer plus que les autres. On sait que nous sommes forts, d'ailleurs certains d'entre nous ont même fait de la boxe professionnelle.



« Dès notre plus jeune âge, même si nous n'avions rien fait, lorsque nous passions dans la rue, on nous montrait du doigt. « Regardez, disait-on, ce sont les frères Dubois . . . » On nous prenait pour des phénomènes, des spécimens rares . . . pensez donc, on était dix gars et tous bien musclés.

« Comme tous les garçons, nous avons eu des bagarres ( . . . ) Étant les plus forts, et nous soutenant tous, nous avons presque toujours gagné et, petit à petit, certaines personnes se sont élevées contre nous et c'est ainsi que naquit cette réputation qui nous colle à la peau. Si bien que maintenant, lorsqu'un individu fait un mauvais coup à Saint-Henri, on dit que c'est un Dubois. Il y a même des individus qui, pour faire peur, se réclament des Dubois. Ils utilisent leurs poings, puis ensuite, ça passe sur notre dos. D'autres sont tellement furieux qu'ils nous attaquent ( . . . ) « Ceux qui ont des ennuis avec nous, ce sont ceux qui cherchent des histoires . . . qu'on nous fiche la paix !

( . . . )

« Nous n'avons jamais eu de chance. Dans la famille, on se suivait de très près . . . C'était d'ailleurs notre seul avantage car ainsi, le deuxième pouvait porter les vêtements du premier. Nos vêtements étaient percés, rapiécés, usés à la corde. À l'école, on nous traitait de quêtoux<sup>6</sup>, de vauriens. On disait que nos parents étaient des robineux<sup>7</sup>. C'était pas vrai ! Nous, on pleurait souvent. Parfois, pour nous défendre, on se servait de nos poings. C'est tout ce qu'on avait pour les faire taire.

« Quand on rentrait à la maison et qu'on avait faim, on nous donnait un sandwich à la moutarde ou à la mélasse. Parfois on passait un repas, par économie. Parfois on ne mangeait même pas trois repas par jour . . . Et quand c'était trois repas par jour, les jours de fête y compris, on mangeait des beurrées de sucre, de la mélasse et puis encore des beurrées . . . Quand on est pauvre, vous savez . . .

---

6. Expression populaire désignant des citoyens démunis.

7. Clochards.



« On n'avait pas d'argent non plus pour apprendre un métier et comme on ne voulait pas nous donner de chance nulle part, on a laissé l'école à l'âge de dix ans pour aller travailler comme messenger. Je vous jure qu'on en a porté des paquets dans notre vie et qu'on en a reçu des coups de pieds au c . . . quand on était petits ! Et jamais la moindre chance, jamais de repos pour les Dubois. »<sup>8</sup>

D'autres individus, pourtant, occupent l'avant-scène ; les frères Joannette, Conrad Bouchard, le boxeur Ti-Mine Gauthier qui font la loi dans les bars et les tavernes du quartier ; Paolo Léger, Dominique di Francisco et son frère Orlando, tenanciers de maisons de jeux et de maisons closes où truands, politiciens et policiers véreux se donnent rendez-vous.

Les frères Dubois, à l'exception de Jean-Guy qui rumine d'ambitieux projets, font figure d'hommes de main. Loin de nuire aux activités de leur père, cette réputation sert les intérêts de Paulo qui, à l'occasion d'élections, fait appel à leurs services.

20 juin 1956

Le 20 juin 1956, Saint-Henri fête la victoire du candidat libéral Philippe Lalonde<sup>9</sup>. En dépit de l'heure tardive, les enfants errent encore dans les rues. Les parents sur le pas de leur porte, à la fenêtre d'une chambre ou sur leur balcon guettent le carrefour où doit apparaître le défilé. Les cris des plus jeunes postés en éclaireurs au coin de la rue annoncent bientôt l'arrivée du cortège de voitures luxueuses où prennent place les « amis » du parti. Aux bruits des klaxons, se confond la musique tonitruante d'une fanfare paroissiale dont les services ont été retenus à la dernière minute pour donner quelque importance à ce défilé improvisé dans les rues du quartier. Une cohorte de bambins se précipite au-devant des musiciens en acclamant le nom du vainqueur.

8. Alain Stanké, *Un reporter passe une soirée avec les frères Dubois*, le *Petit Journal*, 14 juin 1959, p. 53.

9. Philippe Lalonde a été député provincial du comté de Saint-Henri, de 1952 à 1968, sous l'étiquette libérale. En 1960, il a été adjoint parlementaire du Premier ministre Jean Lesage. Il est décédé en 1974, à l'âge de 74 ans.

D'une voiture décapotable qui suit de près la fanfare, un homme rondouillard, à la mine réjouie, salue la foule qui forme une haie de chaque côté de la rue. Un reporter-photographe s'approche de l'automobile pour fixer sur la pellicule le souvenir de cette victoire. Le nouveau député proteste ; soucieux de se conserver l'appui de ses collaborateurs, il commande à ceux qui ont pris place dans l'automobile de quitter le confort moelleux de la banquette pour venir à ses côtés.

Le flash illumine, l'instant d'un éclair, les traits des hommes placés dans l'ombre ; au premier plan : Philippe Lalonde, le héros de la fête, et Pit Lessard<sup>10</sup> qui sera député fédéral de Saint-Henri deux ans plus tard. Albert Hamel, Henri Ouimet et Ralph Vichira, des organisateurs du parti, ont pris place à l'arrière ; deux autres hommes se tiennent à l'extrême gauche de ce groupe : Normand Dubois et Alfred Quenneville, dit Toto,<sup>11</sup> ex-officier de la Sûreté du Québec, soupçonné durant son mandat d'avoir participé à l'établissement d'un réseau de fabrication et de vente de faux billets de la loterie irlandaise.

10. H.-P. Lessard a été député fédéral du comté de Saint-Henri, de 1958 à 1968.

11. Né le 4 août 1905, ce policier a été congédié le 1er février 1950, à la suite d'une enquête qui a révélé sa participation à l'impression de 60 000 faux billets du *Irish Sweepstake*, pour le tirage du mois de septembre 1949.

Toto Quenneville      Normand Dubois



3. « Apporte-moi la hache, je vais le débiter en morceaux. »

14 février 1957

À l'épicerie-boucherie Chevalier, située au 4815 ouest, rue Notre-Dame, les premiers clients n'ont pas encore fait leur apparition, mais ce n'est que partie remise. En ce jour de paie, il y aura bientôt foule dans l'établissement où les comptoirs surchargés laissent peu de place pour circuler. Tandis que le commis s'affaire dans la chambre froide, Rodrigue Chevalier, le propriétaire des lieux, fait ses comptes ; sa fille Francine âgée d'une vingtaine d'années, travaille à ses côtés en fredonnant le dernier refrain à la mode.

— Arrête, avec ta chanson, lui dit-il d'un ton irrité. Tu me fais faire des erreurs dans mes calculs.

Un sourire se dessine sur les traits de la jeune femme que les manières bourruées du vieil homme n'affectent plus.

— Pauvre papa, c'est chaque jour la même histoire.

Mais Rodrigue Chevalier n'a pas entendu la réplique de sa fille. Maugréant contre l'infortune qui lui a fait quitter tôt la « petite école », il s'est replongé dans ses calculs. Les chiffres vont et viennent devant ses yeux, refusant de se plier à ses caprices. « Ça doit être ma vue, se dit-il, je vieillis. »

L'arrivée de Normand Dubois qui emprunte la seconde entrée de l'épicerie, au 4825 rue Notre-Dame, passe inaperçue aux yeux du propriétaire. L'homme s'em-

pare d'une orange avant de se diriger vers le comptoir des viandes où le commis a déjà pris son poste. Après quelques mots échangés avec l'adolescent, il se plante en bombant le torse devant Monsieur Chevalier.

— C'est toi le patron ?

— Oui, dit le vieil homme sans dissimuler son mécontentement. Mais la colère succède à son mouvement d'humeur à la suite de la demande de Normand Dubois qui ne veut rien de moins que l'argent de la caisse.

— Tu vas prendre la porte et puis vite, rétorque Monsieur Chevalier qui ne prend pas la chose au sérieux. Ça fait 25 ans que je tiens boutique à cet endroit. Des individus comme toi, j'en vois tous les jours.

Sur ces mots, il marche résolument vers Normand Dubois pour le mettre à la porte. L'adversaire est coriace ; il met son poing sous le nez de l'épicier que ce soudain déploiement de force ne trouble point.

— Sors d'ici ! ordonne-t-il à nouveau.

Normand Dubois empoigne sa victime à la gorge et la frappe à deux reprises. Une mêlée s'ensuit ; même ébranlé par les coups, Monsieur Chevalier a encore la force de crier à sa fille :

photo : Allo police



Rodrigue Chevalier



— Apporte-moi la hache, je vais le débiter en morceaux ; ça va faire un cochon de plus . . .

Le commis se précipite vers l'avant du magasin armé d'un coutelas pour se porter au secours de son patron. Il en porte un coup au poignet de Dubois qui échappe l'orange prise à son arrivée. Las de tant de résistance, il décide finalement de fuir les lieux sans demander son reste.

Alertés par Francine Chevalier, les policiers surviennent quelques minutes après la fuite du suspect ; ils conduisent Monsieur Chevalier à l'hôpital de Verdun avant de se lancer sur les traces de son assaillant.

Moins d'une heure plus tard, alors que le quartier a retrouvé son calme, la jeune femme entend un bruit à la porte du magasin ; par l'une des vitrines, elle aperçoit Normand Dubois qui vient de faire tomber la bicyclette du livreur. Donnant l'alerte à son frère venu remplacer Monsieur Chevalier, elle sort sur le seuil de la porte d'où elle voit le suspect disparaître à l'intérieur d'une salle de billard située près de l'épicerie.

Les agents interviennent à nouveau pour appréhender, non sans mal, l'individu dont l'haleine est empuantie par l'alcool.

20 février 1957

Accusé de vol avec violence, Normand Dubois comparaît une semaine plus tard devant le juge T.-A. Fontaine qui préside l'enquête préliminaire.

« Arborant un œil au beurre noir, rapporte un journaliste de l'hebdomadaire *Allo police*<sup>12</sup>, Rodrigue Chevalier vient raconter avec clarté et intelligence l'attaque dont il a été victime ». Par la suite, sa fille corroborera point par point son témoignage, en réponse aux questions du juge Fontaine et du procureur du service de la police, Me Louis-Philippe Mercure.

« Me Paul Papineau est le procureur de l'accusé. Dès

12. Un « *boulé* » de Saint-Henri menacé d'avoir le fouet, *Allo Police*, 3 mars 1957, p. 13.

ses premières questions, il tente de rejeter sur Monsieur Chevalier la responsabilité de ce sauvage attentat ».

— N'est-il pas vrai que vous auriez d'abord frappé le prévenu qui n'aurait agi par la suite que pour se défendre ?

— Je puis vous affirmer que je n'ai pas frappé le premier. Je peux l'avoir frappé après son premier coup de poing, alors qu'il me tenait à la gorge, mais avant cela, je me suis contenté de l'inviter à sortir. Habituellement, les individus de cet acabit n'hésitent pas à partir.

L'avocat lui demande alors si le suspect sentait la boisson.

— Monsieur, rétorque le bouillant vieillard, laissez-moi vous dire qu'un homme ivre n'aurait pas pu frapper aussi juste et aussi fort que lui.

L'un des policiers qui ont effectué l'arrestation de Normand Dubois, l'agent Roland Boudreau, contredit cette partie du témoignage de la victime. Cette dernière bondit littéralement sur ses pieds et lance d'une voix forte :

— Il n'était pas dans mon magasin quand il a été arrêté. Entre l'attentat et l'arrestation, il s'est déroulé une heure au moins. Il a eu amplement le temps d'aller boire.

Le juge Fontaine rappelle à l'ordre Rodrigue Chevalier avant de remercier le policier pour son témoignage. Cet interrogatoire met fin à l'audition des témoins dans cette cause. Avant de rendre sa décision, le président du tribunal prend la parole pour dénoncer les bandes de durs à cuire qui se moquent de plus en plus ouvertement des lois.

— Il faut que ces individus sachent une fois pour toutes que les tribunaux vont sévir davantage dans ces causes de vol avec violence. Il faut qu'ils sachent que la peine maximum d'emprisonnement pour une telle offense, en vertu du nouveau Code pénal, est l'internement à vie et l'application du fouet. S'il faut des exemples, il y en aura.

Normand Dubois sera cité à son examen volontaire le 27 février en vue de la tenue de son procès. Dans une

ultime manœuvre pour éviter à son client un séjour en prison, Me Papineau soulève la question du cautionnement. Sa demande provoque l'ire du procureur du service de la police qui s'oppose avec véhémence à toutes mesures de clémence.

« L'homme, rappelle-t-il, a un dossier judiciaire. De plus, il a été mêlé tout récemment à un attentat au cours duquel des jeunes gens du quartier Saint-Henri ont rasé la tête d'une adolescente avant de l'exposer nue et solidement ligotée sur le parvis d'une église. »

Cette affaire qui fit peu de bruit hors des limites étroites du quartier, s'était terminée par un non-lieu, un des principaux témoins ayant jugé bon de disparaître. Pour éviter la répétition d'un tel scénario, Me Mercure préfère qu'on garde Normand Dubois à vue. Mais Rodrigue Chevalier n'est pas de cette sorte d'homme qui ploie sous la menace. Une première tentative de corruption échoue ; l'épicier refuse les \$1 500 qu'on lui offre pour retirer sa plainte. En second lieu, il reçoit la visite de la mère de Normand Dubois qui vient plaider la cause de son fils en compagnie d'un vicaire de la paroisse. Devant l'opiniâtreté de Monsieur Chevalier qui maintient sa décision de traîner son agresseur devant les tribunaux, Madame Dubois s'exclame qu'elle ne craint pas leur décision<sup>13</sup>.

— Nous, les juges et les politiciens, dit-elle, nous les avons dans notre poche.

---

13. Le 7 novembre 1957, Normand Dubois, âgé alors de 22 ans, écopait d'une sentence de \$200 d'amende ou, à défaut, d'un mois de prison.



SALON  
BAR

4357

DES  
COPAINS

TAVERNE  
CAR COTTAGE

FER





#### 4. « Nous allons te massacrer. »

27 mai 1959

Robert Miron, garçon de table au cabaret Hale Hakala, est un homme marqué : tous les gars du quartier savent qu'il s'est mérité récemment la défaveur des frères Dubois et que l'offense faite ne restera pas longtemps impunie.

En cette fin d'après-midi, son entrée à la taverne Chez Maurice située au 4570 ouest, rue Notre-Dame ne passe guère inaperçue des quelques clients venus prendre un verre avec les copains. Claude Dubois, présent dans l'établissement, croise Miron à la sortie :

— Nous allons te massacrer, lui glisse-t-il à l'oreille avant de poursuivre son chemin.

Les buveurs ne quittent pas des yeux les deux hommes ; l'atmosphère est à l'orage. Contrairement à toute attente, Miron s'abstient de répondre à la menace proférée en sourdine. Il va s'accouder au bar après avoir salué son ami Rosaire Tremblay, assis à une table en compagnie de son père

À deux pas de là, Claude Dubois fait son entrée à la taverne Les Copains, château fort de la Famille qui loge au troisième étage de l'immeuble.

— Miron est Chez Maurice, s'écrie-t-il.

Derrière la caisse, Napoléon sourit à la cantonade, fier de la réaction de ses fils. Les lieux se vident en un

instant ; Jean-Guy a pris la tête du commando qui s'en-  
gouffre dans des voitures stationnées à proximité de la  
taverne. Des « amis qui ne veulent pas manquer le spec-  
tacle, » Marcel Boily, René Sénécal et Marcel Bélanger,  
prennent place aux côtés de René, Normand, Claude et  
Jean-Guy Dubois. Les autos démarrent en trombe sous  
les yeux éberlués des passants qui assistent au départ pré-  
cipité de la troupe.

Chez Maurice, Robert Miron sirote une bière en  
causant de choses et d'autres avec le barman Léopold  
Bezeau, âgé d'une vingtaine d'années. Les deux hommes  
sont souvent interrompus par le garçon de table sur-  
chargé de travail en raison de l'heure. Le bruit des verres  
qui s'entrechoquent, des chaises qu'on déplace, les éclats  
de voix et les rires gênent leur conversation.

Puis soudain, le silence.

Miron se tourne pour connaître la cause de la peur  
qu'il lit dans le regard de Bezeau.

Jean-Guy Dubois, suivi de ses frères et de leurs amis,  
marche en sa direction. Ses yeux brillent d'une lueur  
maléfique. Il se sent capturé par ce regard, pris au piège  
de la volonté de son adversaire, bâti en force. Les pre-

**LE PETIT JOURNAL** CHRONIQUE  
No. 28 15 PIERRE REPARE ET TOUT LES JOURNÉS PUBLIÉS DANS LE MONDE  
*Chantage, menaces, corruption, extorsions, vols... et mort*

# LA MAFIA DE SAINT-HENRI

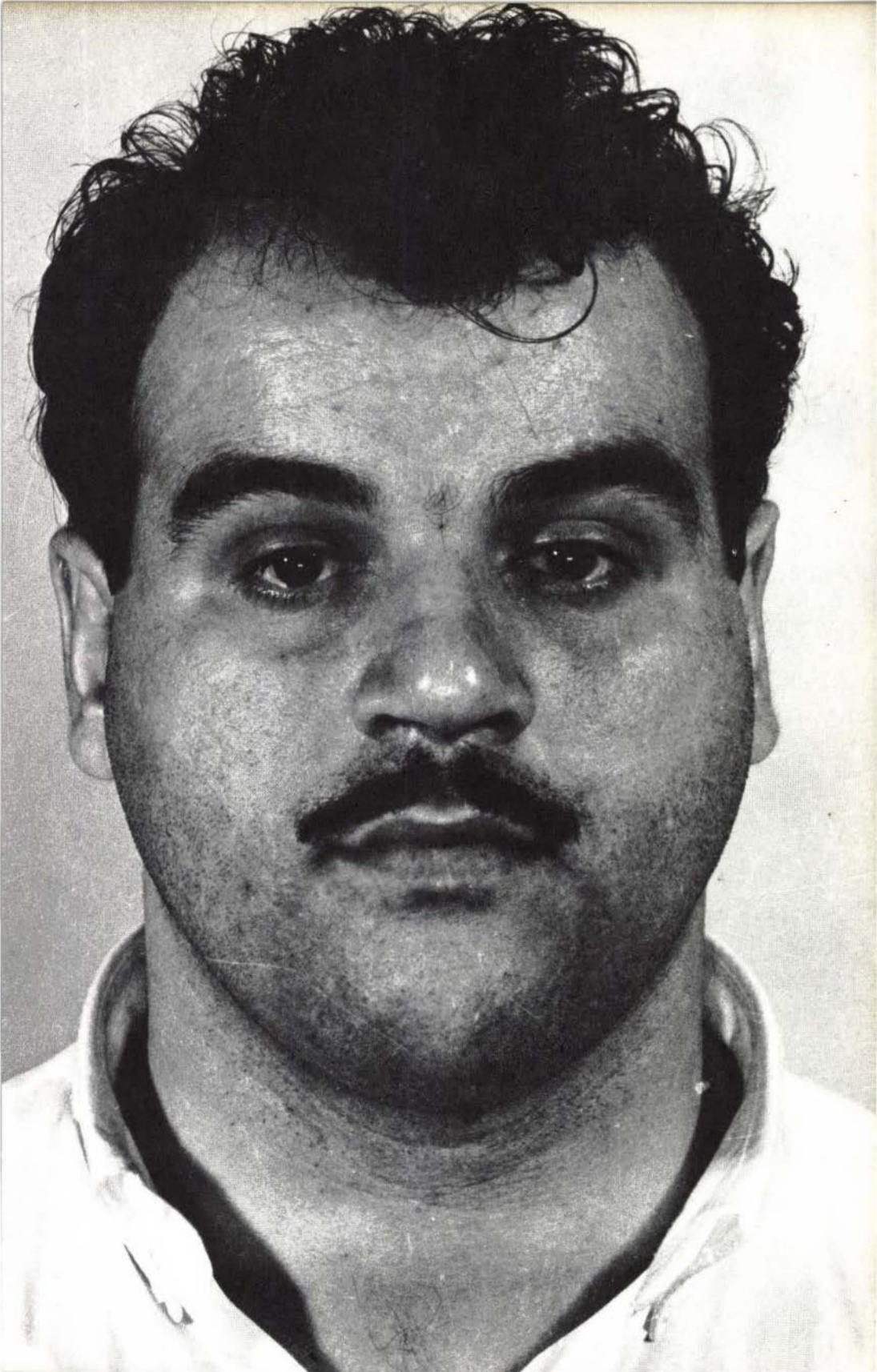
LA LIRE EN PAGES 20, 21, 22, 23, 24 ET 25

 **Chez les Petit, n'entre pas l'argent des Dubois**  
LA LIRE EN PAGE 20

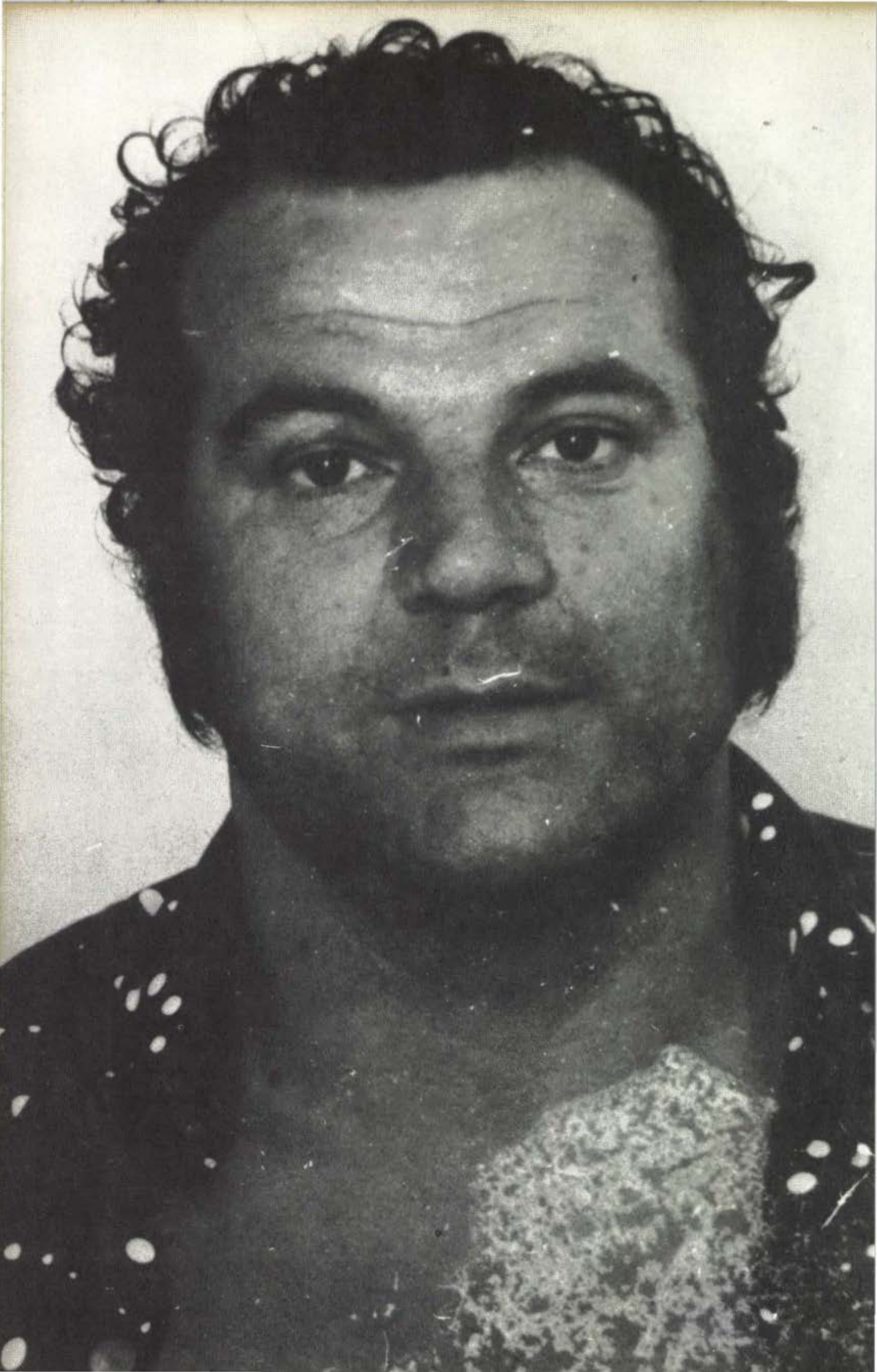
**Chez les Miron, un fils ne rentre plus au foyer**   
LA LIRE EN PAGE 21

 **Chez les Dubois, on dit le monde bien méchant**  
LA LIRE EN PAGE 22

René Dubois →









miers coups de poing le prennent par surprise ; il s'écroule, trop heureux de sentir monter en lui l'inconscience qu'il appelle à grands cris pour échapper à la terreur. Son visage saigne ; la douleur se propage à la poitrine, au dos, aux bras et aux jambes. Les coups de pied font place aux coups de poing, mais depuis quelques secondes, son corps est insensible à la souffrance.

Jean-Guy Dubois frappe sans relâche. De sa veste entrouverte, un objet pesant tombe sur le sol de la taverne . . . un revolver de calibre 45. Comme il s'acharne encore sur sa victime, Normand s'empare de l'arme pour la faire disparaître aux yeux des curieux.

Robert Miron ne donne plus signe de vie.

Indigné par le spectacle, le père de Rosaire Tremblay qui n'a rien perdu de la scène comme bien d'autres s'écrie :

— Il en a assez, lâchez-le.

— Mêlez-vous de vos affaires, lui dit son fils qui l'entraîne vers la porte arrière de l'établissement. Craignant que la colère de Jean-Guy ne se tourne contre lui, il presse le pas, oubliant sur la table les clefs de son automobile. La fuite des deux hommes échappe à l'attention des Dubois qui en ont terminé avec leur victime. Sans un regard pour les spectateurs que la peur a rendus muets, ils marchent vers la sortie où se tient Raymond, venu prêter main-forte à ses frères.

— C'est déjà fini, clament les amis de la Famille qui narrent « l'exploit » de Jean-Guy en reprenant place dans les voitures.

Lorsque Rosaire Tremblay, quelques minutes après sa fuite précipitée, revient pour reprendre les clefs de sa voiture oubliées dans l'énervement, la taverne est vide. Il marche vers la table pour s'emparer de son trousseau. À l'instant où il touche l'objet, deux coups de feu trouent le silence des lieux. La peur est plus forte que la curiosité ;

Claude Dubois, à l'époque où il était surnommé le gros.

en courant, il rebrousse chemin vers la sortie de secours où son père l'attend.

Sur la Dame, des passants se pressent auprès d'un homme gisant sur la chaussée ; la victime, Gilles Petit, âgée de 21 ans, a reçu dans la tête une balle qui lui a presque complètement traversé la boîte crânienne pour se loger dans le cerveau. Le pompier René Larivière, dont la caserne est située tout près, se penche sur le jeune homme ; il a accouru en entendant les coups de feu. Puis trois policiers arrivent successivement : l'agent Philippe Gagné, le constable Roger Bouchard et son confrère, Gérard Boisclair.

Tandis qu'une ambulance transporte Gilles Petit au *Montreal General Hospital*, une femme qui refuse de s'identifier communique avec le quartier général de la police, rue Gosford, pour dire qu'elle a vu un homme, le visage en sang, jeter un revolver dans une bouche d'égout située sur la rue Saint-Rémi, près de la rue Palm.

— Pouvez-vous nous attendre sur les lieux ?

— Non, mais mon fils sera là pour vous montrer l'endroit.

Le sergent Camille Lacroix et l'agent Paul-Émile Pelletier, de l'auto-patrouille 315, se rendent sur les lieux



photo : Allo police

Gilles Petit

désignés par l'informatrice anonyme ; le jeune Jacques Dubuc, âgé de 11 ans, leur apprend qu'une inconnue l'a arrêté sur la rue pour lui dire :

— Si tu vois la police, dis-lui de regarder au fond de cette bouche d'égout !

En fouillant l'endroit, les policiers trouvent un revolver de calibre 32 ; une balle manque dans le barillet.

Les sergents-détectives Marcel Saint-Pierre et Félix Jean se voient confier l'enquête. Il leur suffit de quelques questions pour apprendre les noms des principaux protagonistes du drame. Deux heures seulement après le crime, ils appréhendent l'un des frères Dubois à son travail ; les autres se livreront à tour de rôle peu de temps après.

28 mai 1959

À 14 h 15, le 28 mai, Gilles Petit succombe à sa blessure moins de 24 heures après l'attentat. L'intervention a duré plus de trois heures, mais le chirurgien n'a pu extraire la balle de son cerveau.

Sa mort plonge Saint-Henri dans la stupeur. Les gens évitent encore de commenter l'événement, préférant s'apitoyer sur le sort des parents de la victime ; cependant il suffira de quelques titres dans les journaux pour que la





colère gronde. Réduits à l'impuissance, les frères Dubois sont la cible des injures des honnêtes citoyens qui réclament justice. Mais un des suspects court encore. Robert Miron demeure introuvable ; sa fuite pourtant ne préoccupe que les policiers. Parents et amis de la victime désignent Jean-Guy, Claude, Raymond, René et Normand Dubois comme les assassins de Gilles Petit.

Leur père accorde une nouvelle entrevue à Alain Stanké, en dépit de la consigne des avocats :

« On profite de cette occasion pour tomber sur le dos de mes gars comme si c'était eux qui étaient accusés de meurtre. Les journaux traînent notre nom dans la boue, oubliant que mes fils n'ont été que témoins dans cette affaire et que la police ne les a détenus que peu de temps . . . si on avait eu quelque chose à leur reprocher, on ne les aurait pas laissés sortir !

« Certaines personnes de Saint-Henri prétendent que mes gars sèment le trouble partout, que ce sont des criminels, mais si on a tant de choses à leur reprocher, pourquoi ne le fait-on pas selon les règles, loyalement, devant les tribunaux ? La Justice n'est-elle pas là pour défendre nos droits ? Pourquoi ne s'en sert-on pas ?

« Tout ça est dû à certaines personnes qui profitent de l'occasion . . .

« Un jour viendra où ce sera leur tour. J'ai fait de la politique à Saint-Henri et je sais que j'ai beaucoup d'ennemis, mais aussi beaucoup d'amis. Mes amis sont prêts à me défendre, quant aux autres, ils se rendront compte qu'ils ont eu tort d'agir de la sorte . . .

« Nous sommes tous des humains et les journaux n'ont pas le droit d'écrire sur nous à tort et à travers . . .

« Je n'ai pas été chanceux . . . Mon père est mort quinze jours avant cette affaire. Ma femme est entrée à l'hôpital quelques jours après et, au moment où elle s'apprêtait à sortir, elle fut terrassée par cette nouvelle. Elle était bien malade et tout ce qui s'est passé ne va pas l'aider !

« En sortant des griffes de la police, mes gars se sont



rendus directement auprès d'elle et tout en riant, pour lui remonter le moral, ils lui ont dit la vérité.

« Ah ! Monsieur, c'est terrible. L'autre jour, alors que je mangeais au restaurant situé tout près de notre logis, j'ai surpris une conversation au cours de laquelle on traitait mes gars de meurtriers. Mon sang n'a fait qu'un tour et j'ai bondi auprès des deux individus pour les prier de s'expliquer. Si vous ne voulez pas, ai-je dit, je vais faire venir la police. Là-dessus, prenant peur, ils se sont sauvés sans même payer leur addition.

( . . . )

« Je suis né à Saint-Henri, et il y a, Dieu merci, beaucoup de gens qui n'ont pas oublié ce que j'ai fait pour eux, mais ça c'est une autre histoire et on en reparlera, si vous le voulez bien, après l'enquête du coroner . . . »

29 mai 1959

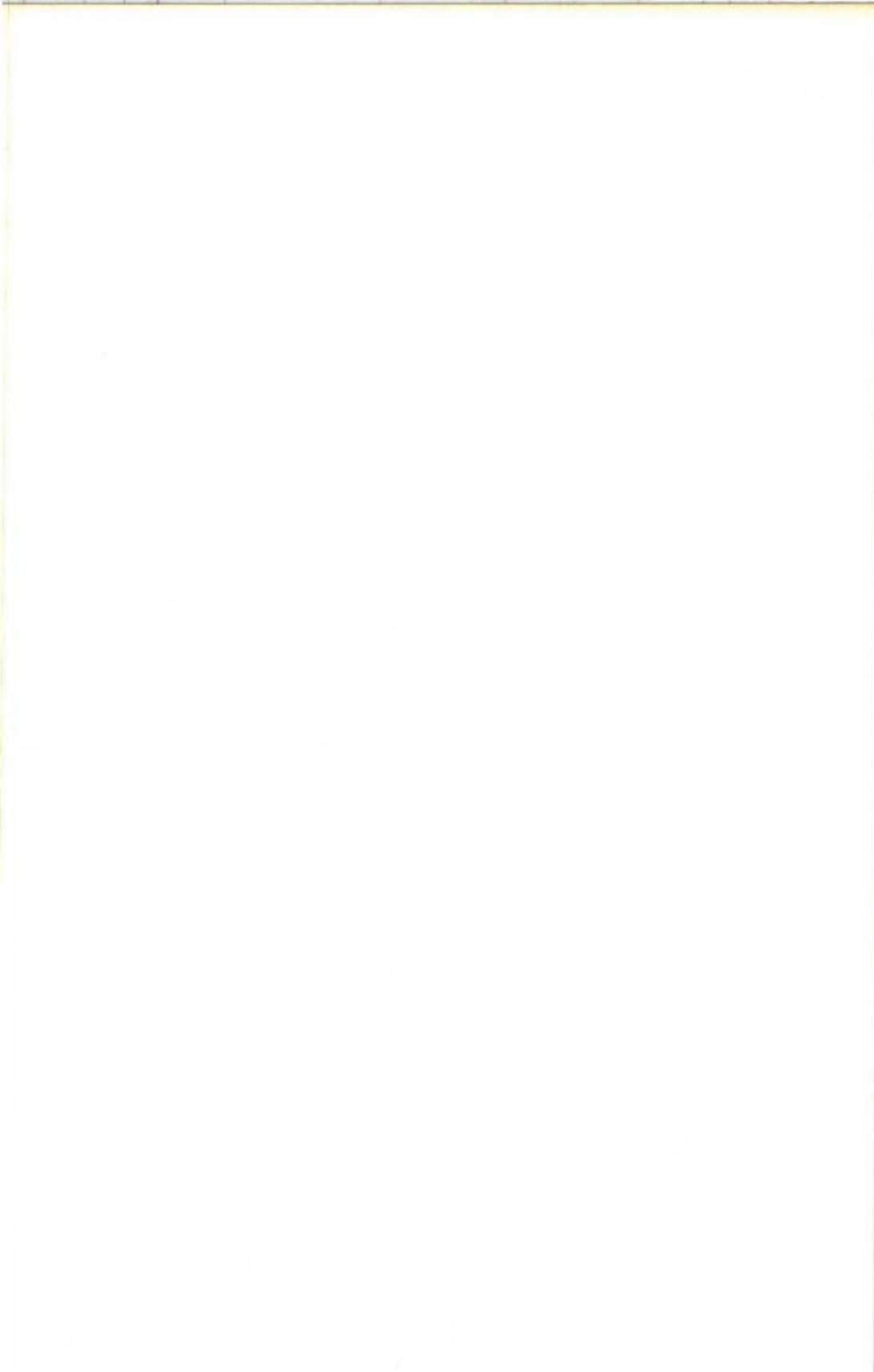
Robert Miron se rend à la police dans la soirée du 29 mai. Accompagné de son avocat, Me Antonio Lamer<sup>14</sup>, il se livre au chef de l'escouade des homicides, le capitaine Russell Sénécal. Il donne son âge : 25 ans, son adresse : 2112, rue Allard, et il ajoute :

— J'ai attendu un peu avant de me livrer, car j'avais peur que les frères Dubois cherchent à se venger.

Son visage tuméfié, aux cicatrices encore fraîches, le désigne aux enquêteurs comme étant l'inconnu qui a jeté dans la bouche d'égout le revolver 32, l'arme du crime.

---

14. Fils d'un avocat montréalais de grand renom portant le même nom.



## 5. « J'ai tiré en l'air. »

5 juin 1959

Au Palais de justice de Montréal, les curieux défilent depuis le matin devant les agents de la Sûreté du Québec qui, sous les ordres du sergent Lapointe, maintiennent l'ordre dans les corridors. Vers 14 heures déjà, la salle où doit se dérouler l'enquête du coroner sur la mort de Gilles Petit, est comble ; les policiers doivent en interdire l'accès aux retardataires.

Le docteur A.-B. Clément préside la séance où quinze témoins seront entendus. Trois femmes éplorées ont pris place dans la salle : la mère de la victime et ses deux sœurs, tout de noir vêtues.

Les divers témoignages permettent au coroner et aux jurés de reconstituer les circonstances du drame.

Le jour du meurtre, après la raclée administrée au principal témoin, les frères Dubois et leurs amis quittent la taverne Chez Maurice pour gagner leur quartier général. Pour la famille, l'affaire est close.

Robert Miron reprend conscience quelques secondes seulement après le départ de la bande. En dépit de ses blessures, il trouve la force de se remettre sur pied, mû par la haine.

— À la porte, j'ai vu quelqu'un avec un revolver dans une auto. J'ai tiré en l'air avant de me sauver . . .

Cette balle atteint Petit à la tête, tandis qu'un autre

projectile, venant d'une arme inconnue, perfore un panneau-réclame de la compagnie Bell Canada.

Trois passants rencontrent Miron au cours de sa fuite : Réal Dion, âgé de 12 ans, Madame Lucien Durocher et le jeune Jacques Dubuc. Tous trois affirment l'avoir vu jeter « quelque chose » dans la bouche d'égout.

Rosaire Tremblay qui s'éloigne de la taverne à bord d'une Oldsmobile aperçoit Miron, à peu de distance de la rue Saint-Rémi.

— Monte, lui dit-il, je vais te conduire à l'hôpital.

— Non, ramène-moi plutôt chez moi. Je vais me laver et ça va être suffisant.

Parvenu à son domicile, Miron confie à son ami :

— J'ai tiré . . .

Un murmure dans la foule succède aux révélations du témoin principal. Avant que le jury ne rende son verdict, le coroner Clément prend la parole, plongeant dans l'ahurissement les avocats qui représentent les intérêts des frères Dubois :

— Les Dubois exercent le métier de gangster ; c'est le plus court chemin pour aller à la potence . . . ce qui peut arriver bientôt. Ils sont sûrement les principaux responsables de la mort de Petit et, selon moi, vous devriez les tenir responsables au même titre que Miron.

Me Paul Aubut, leur avocat, demande la parole, mais le coroner, se retranchant derrière l'article 34 de la Loi des coroners, lui refuse ce droit.

Robert Miron est accusé de meurtre en vertu de l'article 210 du Code criminel qui déclare coupable d'homicide *toute personne ayant l'intention de causer la mort d'un être humain ou ayant l'intention de lui causer des lésions corporelles de nature à causer la mort, et qui, ne se souciant pas que la mort en résulte ou non, par accident ou erreur, cause la mort d'un autre être humain, même si elle n'a pas l'intention de causer la mort ou de provoquer les lésions corporelles.* Quant aux frères Dubois, on ne sait trop aux termes de quel article du Code criminel ils sont considérés comme les complices de Miron.



L'affaire se transforme en une cause célèbre.

Le journal *Allo police* écrit dans un éditorial<sup>15</sup> :

« Pour une simple petite balle de revolver perdue, l'affaire Miron-Dubois est en train de devenir l'une des causes judiciaires les plus célèbres de la province depuis l'affaire Coffin<sup>16</sup>. Et il y a plusieurs raisons à cela. Tout d'abord la personnalité attachante de la victime. Gilles Petit représentait l'idéal du jeune homme de quartier populaire que l'on a réussi à sauver de la fange grâce à des loisirs sains et bien organisés. C'était un sportif accompli qui n'avait rien à voir, comme bien des jeunes gens de son âge, avec les milieux sordides qui s'épanouissent souvent dans la pauvreté. En chômage depuis quelque temps, il ne croyait pas devoir se servir de cette excuse pour se lancer dans la voie du crime. Il a été tué par une balle perdue qui ne lui était pas destinée ; il était complètement étranger à la bagarre qui opposait les frères Dubois à Robert Miron ; il ne connaissait même pas les combattants.

« Puis, le caractère ténébreux des frères Dubois rend l'affaire encore plus sensationnelle. Depuis des années, ces hommes terrorisent littéralement le quartier Saint-Henri, instituant par leur cruauté un véritable régime de peur. Tout le monde les craint et personne ne semble pouvoir rien contre eux. Pour une fois, dans la cause Petit, l'occasion s'offre de mettre un terme à leurs activités. Mais le moment est-il bien choisi ? On sait que la justice doit faire abstraction de tout sentiment pour s'exercer librement. En troisième lieu, il y a la sympathie que suscite naturellement Robert Miron dans cette affaire. C'est un « bon gars » qui devait se marier le mois prochain. Il a été battu par les Dubois et il a voulu riposter. Mais est-il dans la nature des « bons gars » de porter des armes à feu sur eux et d'en faire usage chaque fois qu'ils sont attaqués à coups de poing et de pied ?

15. *Une balle perdue se transforme en cause célèbre*, *Allo Police*, 14 juin 1959, p. 3.

16. Wilbert Coffin a été pendu en 1954, après avoir été reconnu coupable du meurtre de trois chasseurs américains assassinés en Gaspésie au début des années cinquante. Pendant plus de quinze ans, cette affaire a eu des rebondissements dans la presse, et des doutes subsistent toujours sur la culpabilité de l'accusé.

« Un autre fait presque unique dans les annales judiciaires de la province : six accusés pour le même meurtre.

« Et justement parce qu'il y a six accusés, il s'élève une controverse sur le rôle de la Cour du coroner ( . . . )

« L'opinion publique, moussée par la publicité des grands journaux, s'est définitivement emparée de cette affaire, et on n'a pas fini d'en entendre parler. »

## 6. « Mon fils a toujours été un excellent garçon . . . »

Octobre 1959

Comme pour l'enquête préliminaire tenue les 10 et 11 juin, de nombreux curieux se pressent à l'intérieur du grand hall du Palais de justice de Montréal dans l'espoir d'assister au procès de Robert Miron, accusé conjointement avec cinq des frères Dubois du meurtre de Gilles Petit. Depuis cinq mois, l'affaire défraie la chronique des journaux ; l'intérêt du public n'a cessé de croître tout au long des procédures judiciaires, bien que peu d'éléments nouveaux soient venus s'ajouter au dossier.

Robert Miron qu'on se plaît à nommer le rival de la Famille, bénéficie de la sympathie populaire ; à Saint-Henri, certains ont même organisé des tirages et des souscriptions afin de payer une partie des dépenses de son procès. La faveur dont jouit l'accusé auprès du public inspire à ses procureurs, Mes Antonio Lamer, père et fils, un système de défense qui vise à susciter la sympathie du jury à l'égard de Miron. En guise de principal témoin, les deux avocats appellent à la barre la mère de l'accusé.

Un grand silence se fait dans la salle ; tous les regards se tournent vers les premiers rangs de l'assistance où Madame Lorenzo Miron a suivi les débats sans dire un mot depuis le début des audiences. À l'appel de son nom, elle sursaute légèrement ; sa figure se teinte, laissant ainsi deviner à ses proches voisins l'intensité de l'émotion qui l'étreint. Une main se pose sur son épaule ; elle puise dans cette caresse réconfort et courage, oubliant un instant la foule, muette, qui scrute chacun de ses gestes. Parmi les spectateurs de cette étrange cérémonie dont elle

ignore tout du rituel, elle reconnaît des visages familiers, parents ou amis venus comme à l'enterrement d'un des leurs offrir leur sympathie, mais d'autres regards lui sont inconnus ; elle lit, chez les uns, l'indifférence, chez d'autres, l'hostilité. La vieille femme n'a d'yeux que pour ceux qu'elle voudrait convaincre de l'innocence de son fils. Elle avance à pas lents, évitant de regarder l'homme qui, la tête entre les mains, pleure au banc des accusés. Elle passe à quelques pas de lui ; elle entend ses sanglots, mais elle refuse toujours de jeter un regard, de crainte de perdre courage.

— Mon fils, dit-elle d'une voix vibrante d'émotion contenue, a toujours été un excellent garçon. Il me paie régulièrement beaucoup plus que sa pension. Jamais il n'a eu de démêlés avec la justice. C'est un bon garçon. Il est fiancé et il devait se marier le 18 juillet dernier . . .

Madame Lorenzo Miron ne peut plus contenir sa douleur ; elle éclate en sanglots avant même d'avoir terminé sa déposition. Le jeune avocat demande au juge Wilfrid Lazure la permission de reconduire la vieille femme dans la salle d'audience avant d'appeler à la barre le second témoin de la défense, Madame Roméo Petit.

L'émotion est à son comble quand la mère de la victime prend la parole pour répondre à la première question de Me Lamer.

— Mon fils connaissait Robert Miron et il m'a toujours dit que c'était un gentil garçon . . .

Une exclamation du procureur de la Couronne, Me Raphaël Beaudette, qui s'objecte vivement à des déclarations de « ouï-dire », interrompt le témoignage de Madame Petit.

— Objection accordée, déclare le juge Lazure ; il remercie aussitôt le témoin qui cède de bonne grâce sa place à l'accusé. La foule frémit à l'annonce de sa venue à la barre des témoins.

Impeccablement vêtu, le jeune homme prête serment avant de raconter d'une voix faible, au débit rapide, les raisons de ses ennuis avec les frères Dubois.



— Une fois, j'étais assis dans un cabaret ; Jean-Guy Dubois m'a frappé sans aucune provocation de ma part. En une autre occasion, Normand Dubois et d'autres individus ont voulu me faire monter dans une auto. J'ai refusé, alors ils m'ont battu à nouveau. Quinze jours avant l'affaire de la taverne, ce même Normand était assis dans le bar où je travaille, le Hale Hakala, et il m'a dit : « Tu peux avoir des ennuis . . . je viens pour assurer ta protection . . . je veux \$15 par semaine de toi et \$10 de ton principal garçon de table. »

Depuis le début de l'affaire, aucun élément n'avait permis aux enquêteurs de découvrir les raisons de la querelle qui opposait l'accusé à la puissante famille de Saint-Henri. Se dressant pour la première fois comme une victime du *racket de la protection*<sup>17</sup>, Robert Miron accuse les frères Dubois d'avoir remis sur pied l'organisation des Ti-Guy Saint-Onge, Jean-Paul Servant, tués « en service commandé ».

— Une autre fois, poursuit le témoin, Rosaire Forgues, un autre employé du Hale Hakala, a été menacé par Normand Dubois. Il voulait qu'il paie pour sa protection. Normand avait un revolver ce soir-là ; l'arme est tombée par terre au moment où il a ouvert la porte pour quitter les lieux.

La deuxième « demande » de la Famille aurait incité Robert Miron à interdire l'accès du cabaret à l'un ou l'autre des frères Dubois.

— La veille du drame, Jean-Guy, Claude et Normand sont entrés dans un autre établissement où je me trouvais avec Forgues. Normand avait une carabine cette fois qu'il a pointée dans ma direction. Jean-Guy, armé d'un revolver, s'est bagarré avec mon compagnon. Nous avons encore été menacés et je commençais à avoir vraiment peur qu'ils tirent sur nous. L'arrivée de la police les a fait fuir. Dès le lendemain, le 27 mai, j'ai reçu un appel téléphonique. Une voix au bout du fil m'a dit que j'avais été chanceux la veille ; sans l'arrivée de la police, il me serait

17. Racket où la victime, un propriétaire ou un employé de cabaret, consent à verser une somme d'argent à son tourmenteur pour éviter de graves ennuis.

arrivé un malheur. Et celui qui me parlait a encore une fois réclamé de l'argent pour la protection.

La déposition de l'accusé permet à son défenseur d'affirmer dans son plaidoyer que Miron, en tirant, cherchait à protéger sa vie, thèse contredite par son adversaire, Me Beaudette :

— La preuve, dit-il aux jurés, a révélé qu'après la bagarre, Miron est sorti par la porte avant de la taverne et a tiré un coup de feu qui fut fatal au jeune Petit. Miron a agi par vengeance. S'il avait quitté la taverne par la porte arrière et s'il s'était rendu chez lui au lieu de sortir son arme à feu, aucune mort d'homme ne serait survenue. Je crois que Miron a agi par provocation et qu'il doit en subir les conséquences.

Avant de libérer le jury, le juge Lazure indique que trois verdicts peuvent être rendus : meurtre, homicide involontaire ou acquittement.

— Il appartiendra aux jurés de décider si la vie de Miron était en danger et s'il a agi en état de légitime défense lorsqu'il a ouvert la porte de la taverne pour tirer un coup de feu. Mais je tiens à faire remarquer que personne n'a le droit de tirer à moins qu'il ne soit en danger de mort ou d'être blessé grièvement. Il ne faut pas oublier non plus que c'est à la porte de la taverne que Miron a prétendu que sa vie était menacée. Si, après la bagarre, Miron avait quitté la taverne, aucun drame ne se serait produit. D'ailleurs la Défense a admis qu'il s'était écoulé trois minutes entre la bagarre et la décharge du coup de feu. Il avait donc amplement le temps de quitter les lieux. D'autre part, même s'il s'est écoulé trois minutes entre la bataille et le coup de feu il se pourrait fort bien que Miron ait été encore sous l'effet de la colère, de l'insulte. Cela devient alors une provocation de la part de Miron et le verdict qui s'impose est celui d'homicide involontaire.

La dernière remarque du juge Lazure devait être déterminante ; une heure après son départ, le jury fait savoir qu'il est prêt à rendre son verdict :

— Coupable d'homicide involontaire, déclare le président des jurés, en recommandant l'accusé à la clémence de la Cour.





7. « Vous ne vous rappelez donc pas quand vous battez des gens. »

Une lourde tâche incombe aux avocats des frères Dubois, Mes Paul Aubut, Jacques Bédard, Lawrence Coriveau et Raymond Daoust. Au dire de ce dernier, « l'accusation portée contre les frères Dubois est fantastique et inouïe. Elle résulte d'un verdict du jury de la Cour du coroner qui a été sûrement influencé par des propos enflammés du coroner Clément contre les frères Dubois.

( . . . )

« Je ne critique pas les membres du jury qui sont de braves et honnêtes gens, mais je déplore le fait que ce soit toujours les mêmes jurés qui décident du sort des futurs prévenus, qu'ils soient à la merci des caprices ou des fantaisies du coroner et qu'ils n'aient pas suffisamment d'indépendance d'esprit pour prendre leurs propres responsabilités.

« Quant aux remarques du coroner ( . . . ), j'ajouterai qu'elles étaient à mon avis déplacées et contraires à l'esprit de notre justice.

« Le docteur Clément n'avait pas le droit d'attaquer la réputation des frères Dubois et de les traiter de gangsters, de bandits ou de terroristes pour amener le jury à les tenir responsables d'un crime auquel, à mon avis, ils n'étaient pas *légalement*<sup>18</sup> rattachés. C'est là un procédé extrêmement dangereux et condamnable . . .

( . . . )

18. Mot souligné dans le texte original.

« Lorsque le docteur Clément s'est lancé dans une violente diatribe contre les frères Dubois, il dépassait ses attributions et il contribuait à enflammer davantage la passion populaire contre les Dubois, tombant ainsi dans le jeu d'une certaine presse qui . . . a fait le procès de la famille Dubois en la traînant dans la boue . . .<sup>19</sup> »

La véhémence protestation du criminaliste reste lettre morte, de même que celle de son confrère, Me Aubut, faite devant le juge T.-A. Fontaine, au lendemain du verdict de la Cour du coroner. Le président du tribunal fait remarquer au brillant avocat de la défense que la question n'est pas de son ressort et que la justice doit suivre son cours.

Après une motion de non-lieu à l'issue de l'enquête préliminaire et une défense à l'examen volontaire, les avocats tentent une ultime manœuvre pour éviter les assises criminelles à leurs cinq clients. Ils attaquent la décision du juge Marc-André Blain, de la Cour des sessions de la paix de Montréal, au moyen d'une ordonnance de *certiorari*, ce qui leur permet d'en appeler à un juge de la Cour supérieure.

La demande est rejetée ; l'accusation de meurtre portée contre les frères Dubois demeure, en dépit des prouesses de leurs avocats.

6 octobre 1959

Le procès de Jean-Guy Dubois, second accusé dans cette affaire, apporte peu de faits nouveaux au dossier. Les premiers témoins, déjà entendus lors du procès de Robert Miron, racontent à nouveau les circonstances entourant la mort brutale de Gilles Petit.

Lors du contre-interrogatoire de l'un d'entre eux, Rosaire Tremblay, Me Raymond Daoust dévoile partiellement sa stratégie.

— Monsieur Tremblay, est-ce que vous savez que Monsieur Miron a reçu, pendant un temps, la moitié du salaire de Bezeau pour assurer sa protection ?

---

19. *Allo Police*, 14 juin 1959.

Le témoin soutient qu'il ignore tout de cette affaire de protection.

— Est-ce que vous savez, Monsieur Tremblay, que Robert Miron a déjà battu des gens à coups de poing et à coups de pied ?

— Non ! répond le jeune homme.

Là s'arrête le contre-interrogatoire, mais l'objectif est atteint. Robert Miron, principal témoin de la Couronne, est discrédité aux yeux des jurés ; du moins le doute est-il semé dans leur esprit. Les accusations qu'il porte contre les frères Dubois pendant sa déposition n'importent plus guère. Le public attend impatiemment qu'il soit livré aux habiles questions de Me Daoust.

— Et ce revolver que vous aviez sur vous, Monsieur Miron, demande le brillant avocat, le portiez-vous souvent ?

— Non, c'était la première fois ce jour-là.

— Où avez-vous acheté cette arme ?

— C'est un client qui me l'a prêtée contre un versement de \$5 il y a six mois, au Hale Hakala.

— Qui est ce client ? Savez-vous où il demeure ?

photo : Allo police



Robert Miron

— Non, c'était un client régulier. Mais je ne sais pas son nom. Il ne venait plus depuis qu'il était parti travailler en dehors de la ville. Je gardais le revolver en attendant qu'il me rende mes \$5.

Le juge Lazure s'étonne que Miron ignore l'identité du propriétaire de l'arme, mais il laisse à nouveau la parole à l'avocat de Jean-Guy Dubois qui s'acharne sur sa victime.

— Mais, Monsieur Miron, pourquoi ne pas avoir fait l'enregistrement de votre arme. Vous savez que la loi l'exige ?

— Non ! je ne le savais pas. Et puis, l'arme ne m'appartenait pas.

— L'arme ne vous appartenait pas, mais vous vous en êtes servi. Monsieur Miron, répondez-moi franchement : n'est-il pas vrai que ce revolver vous a été remis par un policier du nom d'Yvon Raymond qui vous a accompagné jusqu'à la porte de la taverne Chez Maurice à 5 heures de l'après-midi, le 27 mai dernier ?

— Non, ce n'est pas vrai. Il ne m'a pas remis ce revolver-là.

— Mais vous connaissez le policier Raymond. Il était avec vous quelques minutes avant la bataille avec Jean-Guy Dubois, n'est-ce pas vrai ?

— Oui ! il est venu jusqu'à la porte de la taverne avec moi.

— Comment, vous aviez un ami policier ; il vous accompagnait dans un endroit où vous sentiez le besoin d'aller armé, et vous ne lui avez pas confié vos craintes en lui demandant de faire son devoir de policier ?

— Non !

(...)

— Qu'avez-vous fait, Monsieur Miron, dans l'après-midi du 27 mai. Êtes-vous allé plusieurs fois à la taverne Chez Maurice ?

— Oui, deux fois, au début de l'après-midi et à la fin de l'après-midi.



— Et vous dites être parti de chez vous la deuxième fois pour vous rendre directement à la taverne ?

— Oui !

L'affirmation est facilement contredite ; le jour du drame, Robert Miron a visité successivement la taverne Lucky, située à l'intersection des rues Fulford et Notre-Dame ; la taverne Belmar, à l'angle des rues Wellington et Bridge ; le domicile de Ti-Mine Gauthier, décédé trois semaines avant le procès de Jean-Guy Dubois.

— Pourquoi êtes-vous allé chez Gauthier, ce jour-là ?

— En passant, je voulais voir son bébé.

— Gauthier demeurait sur la rue Cardinal, à Ville-Émard. Pour aller de la taverne Belmar à la taverne Chez Maurice, il faut effectuer un long détour, Monsieur Miron, pour passer par la rue Cardinal. Soyez franc : n'alliez-vous pas chez Gauthier dans le but de comploter contre les Dubois ? N'a-t-il pas été question de cela devant Madame Gauthier ?

Me Daoust demande qu'on appelle ce témoin, mais l'huissier revient bredouille.

— Il est dommage, Votre Seigneurie, déclare l'avocat, que les témoins assignés dans cette cause ne soient pas tous présents. Madame Gauthier aurait pu nous dire si Monsieur Miron dit la vérité.

Jusqu'à maintenant, le juge Lazure a assisté impassible à la démystification du témoin à charge qui avait bénéficié de sa clémence quelques semaines auparavant. Mais il en sait désormais trop pour ne point tancer vertement Robert Miron.

— Lors de votre procès, dit le juge, je me rappelle vous avoir posé moi-même la question concernant vos activités durant l'après-midi du 27 mai. Je me rappelle fort bien que vous m'aviez affirmé vous être rendu de votre foyer à la taverne Chez Maurice. Aujourd'hui, nous apprenons qu'il n'en a pas été ainsi. Je me rappelle que lorsque je vous ai demandé pourquoi vous êtes allé armé, à la taverne Chez Maurice, vous m'avez répondu que c'était pour chercher votre canne et vos leurres pour la pêche,

que vous partiez en excursion et que vous aviez peur des Dubois. Je vois par vos réponses que vous aviez besoin d'une arme pour d'autres motifs.

La visite de Miron à la taverne Chez Maurice fait l'objet de nouvelles questions. Me Daoust établit en premier lieu que le témoin allait rencontrer l'émissaire d'un nommé Georges Duquette qui devait lui remettre la somme de \$400, résidu des gages de Miron et de ses copains pour un travail accompli lors de l'élection d'un commissaire d'école à Ville LaSalle.

— N'est-il pas vrai, Monsieur Miron, que, devant témoins, à la taverne Belmar, vous avez montré votre revolver ? Que vous l'avez pointé vers le représentant de Monsieur Georges Duquette ? Qu'à l'arrivée des deux policiers provinciaux dans cette taverne, vous avez caché l'arme derrière le comptoir ?

— Non ! J'ai remis mon revolver au barman pendant que je discutais avec le représentant de Duquette qui m'apportait l'argent.

— Monsieur Miron, à votre procès, on a dit que vous étiez un bon garçon. Mais n'est-il pas vrai qu'au cours des six mois qui ont précédé la mort de Gilles Petit dans laquelle vous avez été trouvé coupable d'homicide involontaire, vous avez battu à coups de pied, de poing et de bâton de baseball, une douzaine d'hommes au moins !

— Je ne m'en souviens pas !

— N'avez-vous pas frappé, par exemple, Monsieur Georges Duquette ?

— Je ne connais pas ce nom-là !

La venue dans le prétoire de Duquette, un homme dans la quarantaine, rafraîchit la mémoire du témoin.

— Il m'avait promis \$600 pour travailler à l'élection du commissaire scolaire de Ville LaSalle, répond maintenant Miron.

— Vous rappelez-vous l'avoir frappé à coups de poing et de pied devant témoins dans un restaurant de Ville LaSalle ?

- Je l'ai bousculé parce qu'il refusait de nous payer.
- Effectivement, vous avez été payé entièrement le 27 mai dernier ?
- Oui !
- Entre le 20 et le 30 avril, au Hale Hakala, n'avez-vous pas battu à coups de pied et de poing Monsieur Paul Perron. Il a fallu dix-sept points de suture pour refermer ses blessures ! Vous rappelez-vous de cela ?
- Non ! le nom ne me dit rien.
- En mai 1959, n'avez-vous pas battu Monsieur Louis Rivière, à la taverne Chez Maurice ?
- Je ne connais pas ce nom-là !
- Le 23 mai 1959, n'avez-vous pas battu André Labrèche en compagnie de votre ami Rosaire Forgues, garçon de table au Hale Hakala ?
- Je ne me souviens pas de ça !
- Vous lui avez cassé un bras et vous ne vous en souvenez pas. Faites venir Monsieur Labrèche.
- Le jeune homme s'approche de la barre.
- Le connaissez-vous, demande alors l'avocat. Vous souvenez-vous maintenant de l'avoir battu ?
- C'est un ami des Dubois. Il venait me voir pour la protection.
- Vous souvenez-vous d'avoir battu Monsieur Omer Giroux qui boite depuis ce temps-là ?
- Non ! je ne connais pas ce nom-là.
- Et monsieur Pierre Tourangeau, à la taverne Daigneault, c'est un nom qui ne vous dit rien non plus ? C'est pourtant un homme que vous avez battu à coups de poing et de pied.
- Non !
- Comment cela se peut-il ? demande avec colère le juge Lazure. Vous ne vous rappelez donc pas les gens que vous battez ? Vous ne vous rappelez donc pas quand vous



battez des gens ? Même si vous ne connaissez pas leurs noms, vous devriez il me semble vous rappeler si vous avez battu des gens, oui ou non.

— Je ne me souviens pas de ces noms-là !

— Il est inconcevable qu'au cours de votre procès, Miron, on ait pu établir que vous êtes un bon garçon, le bon petit garçon du quartier Saint-Henri.

Après ce magistral contre-interrogatoire, la défense s'abstient de présenter à son tour des témoins. Me Lawrence Corriveau se lève pour résumer la preuve de la Couronne, arguant que rien dans les témoignages n'incrimine les frères Dubois.

— La Couronne a prouvé que le 27 mai 1959 une bagarre a éclaté à la taverne Chez Maurice entre Jean-Guy Dubois et Robert Miron. Seul Jean-Guy Dubois s'est battu avec Miron. Ses frères, Normand, Claude et René, ont simplement assisté à l'altercation sans intervenir. Quant à Raymond Dubois, il n'est même pas présent sur les lieux de l'incident. Il ne peut évidemment être relié à l'affaire directement ou indirectement. Après la bataille, les frères Dubois quittent l'établissement. Quant à eux, l'incident est clos. La bagarre est finie. Miron sort alors un revolver qu'il porte sur lui et tire un coup en l'air, selon sa version. Un jeune homme du nom de Petit passe à ce moment-là sur le trottoir ; il reçoit la décharge dans la tête et tombe inerte. Selon le témoignage même du médecin légiste, le docteur Rosario Fontaine, il est faux et physiquement impossible que Miron ait tiré en l'air comme il le prétend (. . .). Il est prouvé catégoriquement que la balle mortelle provient du revolver de Robert Miron. Miron était armé, semble-t-il, non pour se protéger comme il le soutient, mais pour attaquer les frères Dubois. Il est la seule cause de ce drame et si les frères Dubois — sauf Raymond — sont présumément responsables d'un assaut sur lui, nous suggérons respectueusement qu'ils ne peuvent pour aucune raison être impliqués dans une accusation de meurtre.

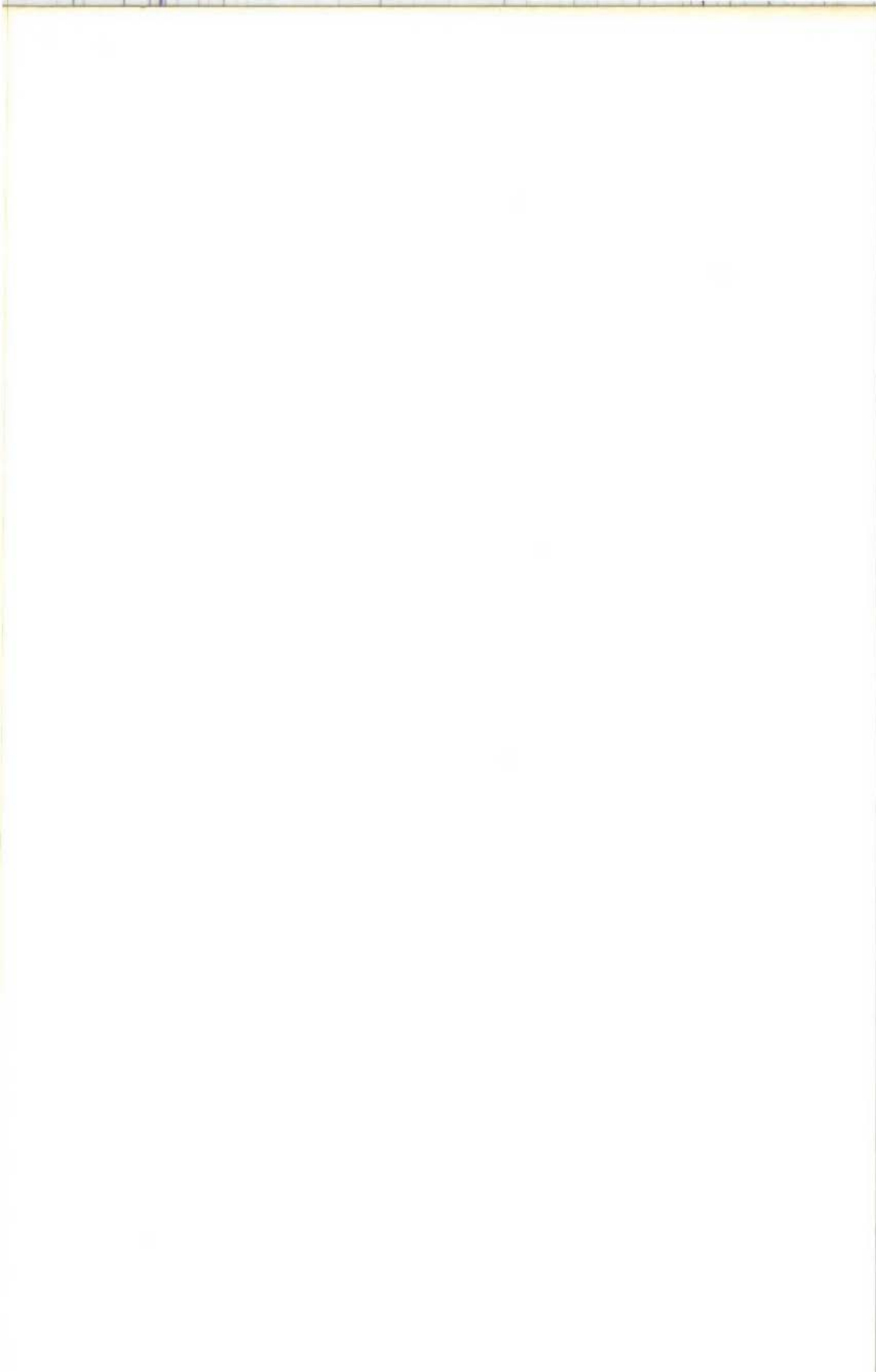
Reconnaissant le bien-fondé de la demande de non-lieu, le juge Lazure, après une courte interruption, s'adresse aux jurés :



— Rien dans la loi ne me permet de maintenir l'accusation de meurtre contre Jean-Guy Dubois et ses frères puisque la preuve de la Couronne était la même contre eux tous. Il n'y a pas de liens directs, aux yeux de la loi, entre le défunt Gilles Petit et Jean-Guy Dubois. Ce n'est pas Dubois qui a tiré le coup de feu fatal à la victime de cette affaire. C'est Robert Miron. On ne peut même pas accuser Dubois et ses frères d'être les complices de Miron dans cette mort. Bien au contraire, toute la preuve faite par la Couronne établit qu'il n'y avait aucune complicité entre eux, qu'il y avait surtout de l'antagonisme. Malheureusement, nous n'avons pas, de par la loi, à considérer la participation morale des Dubois à la mort de Petit. Le coup de feu tiré par Miron et qui a atteint Petit aurait pu tout aussi bien atteindre un des Dubois. Miron aurait été accusé de meurtre tout comme il l'a été. Mais aurait-on pu alors, légalement, accuser les autres Dubois du meurtre de leur frère. Certainement pas. C'est pourquoi, Messieurs, je suis forcé de retirer la cause de vos mains et de prononcer l'acquittement de Jean-Guy Dubois et sa libération.

Se tournant alors vers les cinq frères qui ont revêtu leur plus beau complet, le juge leur dit :

— Vous êtes libres, Messieurs, la loi m'oblige à en venir à cette décision.



**8. « Les journalistes ont fort mal agi à l'égard des frères Dubois. »**

30 octobre 1959

Le matin du 30 octobre à l'issue du terme de septembre des assises criminelles de la Cour du banc de la reine, Robert Miron comparaît une dernière fois devant le juge Wilfrid Lazure pour connaître sa sentence.

Il se contente de baisser la tête quand le magistrat annonce sa condamnation à huit ans de pénitencier.

— Si Miron s'était défendu dans la taverne contre les frères Dubois, le tribunal lui aurait été plus sympathique, mais Miron a suivi les Dubois qui étaient sortis après l'agression. Il a sorti de sa poche un revolver et il a tiré, non pas en l'air, comme il l'a prétendu à son procès, mais bien en direction d'un des Dubois qu'il devinait dans une auto placée devant la taverne. Il avait sûrement l'intention de tuer un Dubois, si possible, à ce moment. C'est Petit qu'il a abattu. Je dois évidemment tenir compte du fait que Miron n'a pas de dossier judiciaire. Je tiens compte aussi du fait qu'il a agi sous le coup de la colère, de l'énervement provoqué par les coups qu'il venait d'encaisser de Jean-Guy Dubois. Je tiens compte enfin de la recommandation à la clémence formulée par les jurés au procès de Miron. Par ailleurs, il me faut considérer aussi qu'un innocent a payé de sa vie le règlement de compte entre les Dubois et Miron. Je dois aussi écarter l'affirmation de Miron à l'effet qu'il était armé, ce jour-là, parce qu'il craignait les Dubois. N'a-t-il pas avant l'agression dont il a été victime, fait une tournée dans les ta-

vernes avec son revolver. Cette tournée avait pour but de percevoir de l'argent qui lui était dû. Il était armé durant cette tournée sans raison. Ainsi je crois qu'une peine de huit ans de pénitencier est juste et c'est là ma sentence<sup>20</sup>.

Escorté par deux policiers, le condamné quitte le prétoire, tandis que son jeune avocat demande au magistrat que la durée de la sentence soit calculée à partir du 5 juin dernier, la date de la mise en accusation. Le tribunal acquiesce, en soulignant d'une manière toute particulière l'excellent travail de la défense.

Les frères Dubois pénètrent à leur tour dans la salle, en compagnie de Me Raymond Daoust. Le greffier fait aussitôt lecture des divers chefs d'accusation : pour Jean-Guy, voies de fait graves, avec intention de mutiler, sur la personne de Robert Miron et possession illégale d'une arme à feu ; Normand, voies de fait graves et possession d'arme ; pour Claude et Normand, voies de fait simples. « Coupable », déclare chacun d'eux, avant de céder la parole à leur défenseur qui réclame la clémence de la Cour. Me Daoust fait part au juge Lazure du mariage récent de Jean-Guy.

— La leçon a été salutaire aux quatre frères, poursuit-il ; ils veulent désormais refaire leur vie dans des conditions plus favorables. Toutefois, la publicité pernicieuse dont ils ont été victimes de la part de certains journaux leur rend difficile leur vie future. Alors qu'on faisait de certaines autres personnes des victimes et des héros, on a fait des frères Dubois les boucs émissaires dans cette affaire. On les a accablés au mépris de la plus élémentaire justice. On les a faussement accusés de meurtre. Ils ont souffert dans leur réputation. Aujourd'hui, ils s'avouent coupables à des accusations moindres. Je demande à Votre Seigneurie de tenir compte de tous les faits de cette affaire.

Jean-Guy Dubois se voit condamner à deux ans de pénitencier au Centre d'apprentissage Laval de Saint-Vincent-de-Paul ; Normand, à un an de prison ; la sentence de Claude et René inclut le temps passé en prison depuis le 5 juin dernier, soit un peu moins de cinq mois.

---

20. *Allo Police*, 8 novembre 1959.



— On ne me fera pas croire, ajoute le magistrat, qu'il n'y a pas eu des dessous politiques dans cette accusation. Il s'agit d'une accusation fausse, illégale, qui n'aurait jamais dû être portée. Elle a causé un tort considérable aux frères Dubois. Une telle accusation n'est pas de nature à aider la justice. D'ailleurs, toute la publicité idiote, stupide, illégale faite autour des Dubois est nettement d'inspiration politique. Les journalistes ont fort mal agi à l'égard des frères Dubois. Ils n'ont pas le droit, ces journalistes, de faire avant le temps le procès de citoyens qui sont accusés d'un crime quelconque.

En dépit de cette verte semonce, Jean-Jacques Mercier, éditeur et rédacteur en chef de la *Voix populaire*<sup>21</sup> poursuit sa campagne de presse entreprise deux ans plus tôt contre la Famille. Lors de l'affaire Chevalier, il écrivait dans un éditorial paru le 20 février 1957 : « décidément, les rôles sont changés. La pègre, les fins renards qui se moquent des lois, les cambrioleurs, les durs à cuire ont la vie difficile par les temps qui courent.

« Du moins, la semaine qui se termine aujourd'hui, a été loin d'être profitable pour eux.

21. Hebdomadaire du quartier où vivent les Dubois.

photo : Allo police



Jean-Jacques Mercier

« D'abord, un marchand de la rue Notre-Dame, Monsieur Rodrigue Chevalier, sauvagement battu par l'un des Dubois qui font la pluie et le beau temps dans le quartier depuis plusieurs années, montre assez de sens civique pour maintenir sa volonté de laisser derrière les barreaux celui qui s'est rendu coupable d'une lâche attaque sur sa personne. Il a résisté aux propositions des frères du jeune faraud. Il a pris avec un grain de sel les lamentations de la mère, plus ou moins sincères à notre avis. La société doit se protéger contre ceux qui pensent enfreindre ses lois toujours impunément, a-t-il dit et nous l'approuvons. Monsieur le juge T.-A. Fontaine a refusé tout cautionnement au brutal assaillant de Monsieur Chevalier et nous le félicitons. Nous espérons que Normand Dubois recevra une sentence sévère qui servira d'exemple à tous ceux qui se croient tout permis et qui s'imaginent assez forts pour se moquer de la justice . . . »

Tout au cours du procès de Robert Miron et des cinq aînés de la famille Dubois, Monsieur Mercier signe des éditoriaux virulents tel celui du 3 juin 1959 où il écrit : « Innocente victime d'une échauffourée entre voyous, Gilles Petit (. . .) a été tué (. . .) d'une balle de revolver qui ne lui était pas destinée. La nouvelle, répandue comme une traînée de poudre, a soulevé l'indignation et la colère non seulement de la population locale, mais de celle de Montréal et de la province. On craint que le quartier ne se transforme en un « petit Chicago » puisqu'il semble que l'on s'égorge en pleine rue, sans que la police y puisse faire quelque chose.

« Tout le monde sait qu'une bande de voyous terrorise Saint-Henri depuis plusieurs années. Ce sont toujours les mêmes. Tantôt, on battra un épicier qui ne veut pas se laisser voler à l'étalage et l'on s'en tirera à peu de frais en se moquant et en répétant : nous, on a de la protection ; tantôt, par vengeance, on exposera une femme qu'on aura rasée, mutilée et badigeonnée de mercurochrome, attachée sur un banc, en plein parc Georges-Étienne-Cartier ; tantôt, on tirera sur un policier provincial, on le blessera et on ne sera pas puni, pas même inculpé ; tantôt, on entrera dans une taverne ou dans un autre endroit public, on brisera une bouteille et on lacé-

rera le visage de l'adversaire ; on le battra à coups de pied et de poing, on le laissera pantelant et baignant dans son sang. Puis, n'est-ce pas merveilleux, on s'en tirera tousjours. La justice ne semble pas pouvoir atteindre ces voyous (. . .). Les policiers prétendent que la plupart des causes ne sauraient tenir parce que les témoins craignent de parler en raison des représailles.

« Cette fois, n'y aura-t-il personne d'assez courageux pour témoigner contre les coupables ? »

« Un nommé Robert Miron est détenu à la suite de la mort de Gilles Petit. Même si c'est la balle de son revolver qui a tué, les agresseurs de Miron sont également coupables. Robert Miron a l'excuse d'avoir perdu la raison momentanément après le lâche attentat dont il a été victime. Le sang l'aveuglait, la colère le possédait.

« Espérons que, cette fois, justice se fera et que les véritables coupables, les vrais meurtriers seront punis comme ils le méritent. Espérons qu'on accumulera tous leurs forfaits et qu'ils paieront leur immense dette à la société. »

En guise de légende à une photographie de la dépouille mortelle de Gilles Petit, Monsieur Mercier rédige la dénonciation suivante : « Oui, voilà votre œuvre, à vous, politiciens crapuleux, qui utilisez les services de bandits pour assurer vos élections, bandits qui vous font chanter durant toute votre carrière au détriment des honnêtes gens. À vous, juges, procureurs, avocats qui vous laissez influencer par ces politiciens crapuleux. À vous, policiers sans vergogne qui acceptez trop facilement les pots-de-vin (. . .), qui craignez de faire votre devoir. À vous, pères de famille qui élevez vos enfants sans principes pour en faire des chenapans, des parasites, des assassins même. À vous, témoins de batailles, de vols, d'injustices et qui avez peur de témoigner. À vous, qui permettez la multiplication des armes de toutes sortes. Oui, vous tous, vous êtes responsables de la mort de Gilles Petit. »

Ces écrits incendiaires valent très tôt à Jean-Jacques Mercier l'inimitié de la Famille inhabile à contrer ces attaques peu coutumières. Napoléon crache sur les pas du



journaliste qu'il croise régulièrement sur sa route pour bien montrer son mépris ; Jacqueline Dubois, seule fille de la famille, écrit une longue lettre, fort bien rédigée, pour demander que cesse le harcèlement de ses frères. Ces manifestations, pas plus d'ailleurs que les appels anonymes, ont raison de la volonté de Jean-Jacques Mercier. Pour mettre les membres de sa famille à l'abri de toute atteinte, il s'installe dans un nouveau quartier avant de poursuivre le combat.

Janvier 1961

Au début de 1961, deux jeunes hommes du quartier frappent à la porte du journaliste pour lui révéler les dessous d'une affaire de trafic de narcotiques dans les écoles de Saint-Henri. Ils désignent sans la moindre hésitation le principal responsable du réseau, Raymond Dubois. Jean-Jacques Mercier croit dès lors pouvoir porter un coup fatal à la Famille. En janvier, il rédige un éditorial intitulé *Les voyous reprennent-ils le pouvoir à Saint-Henri* où il écrit : « Nous avons reçu des centaines de téléphones de parents alarmés par la conduite étrange de leurs enfants. Mon fils a toujours été un bon garçon, nous dit une mère de famille, jusqu'au moment où on lui a appris à absorber des barbituriques. Et le journaliste ajoute, s'adressant à Monsieur Jean Drapeau, maire de Montréal : « Si vous pouvez nous envoyer des agents assez forts pour mettre fin au règne des Dubois et de leurs acolytes, nous vous en serions reconnaissants. »

La réplique des frères Dubois ne se fait guère attendre. Au nom de la Famille, Claude Dubois porte devant la Correctionnelle une accusation de libelle diffamatoire contre le propriétaire de la *Voix populaire*.

Le procès s'instruit devant le juge T.-A. Fontaine. Deux des membres de la Famille croisent le journaliste dans un couloir avant l'audience ; l'un d'eux déclare péremptoirement :

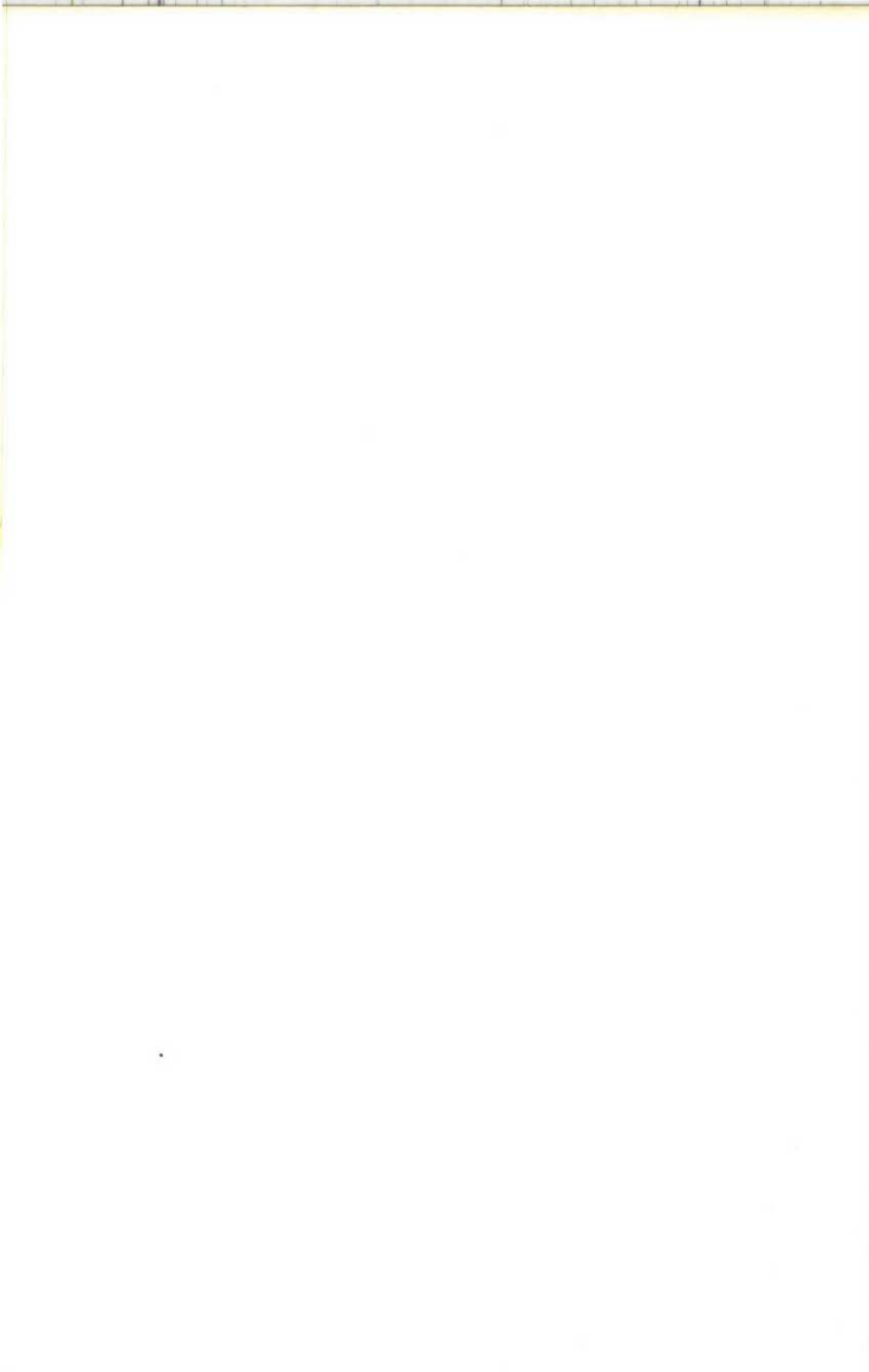
— Toi, tu as été élevé richement. Tu es né avec une cuiller d'argent dans la bouche, mais pas nous. Et puis, t'apprendras qu'on ne doit rien à la maudite société qui nous a laissés crever de faim ! Arrête, sinon on continue.



Jean-Jacques Mercier n'a cure de cette menace. Fébrilement, il prépare sa défense dans cette affaire de libelle. En fouillant l'amas de papiers qui encombrent son bureau, il retrouve le numéro de téléphone de ses informateurs.

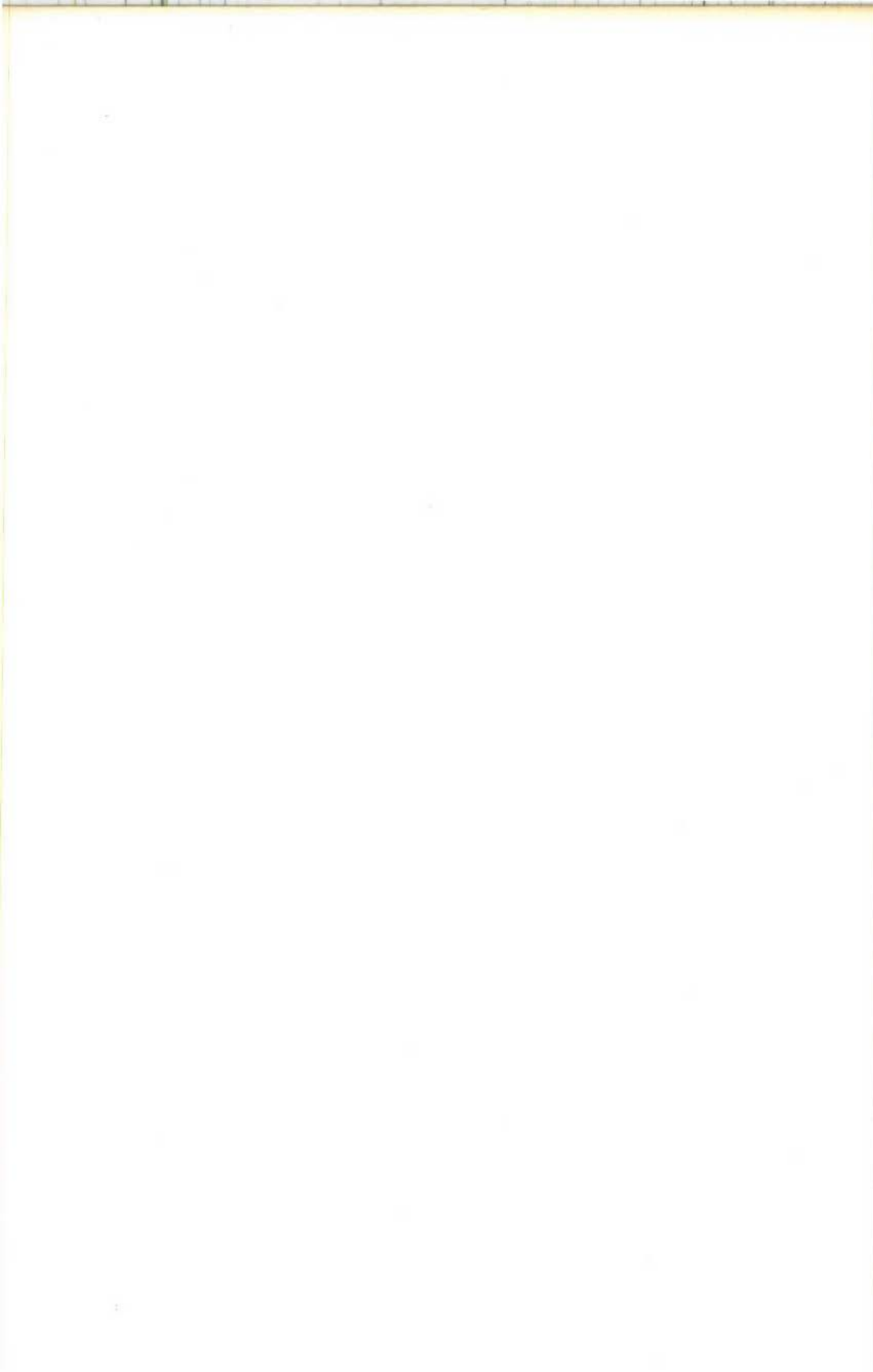
— Vous vous trompez de numéro, lui répond une femme à son premier comme à son deuxième appel.

Toutes ses recherches pour retrouver la trace des deux hommes s'avèreront vaines.



DEUXIÈME PARTIE

MAIN BASSE  
SUR LA VILLE





« Dans le centre-ville, la plupart des cabarets, à l'époque, étaient sous le contrôle d'Italiens . . . soit enregistrés directement à des noms italiens ou à des prénoms . . . et qu'on pouvait, par nos dossiers . . . et nos informations, relier directement à ce qu'on appelle la *mafia*.

« Le secteur du centre-ville se situe entre la rue Bleury et la rue Papineau vers l'est. À l'ouest, de la rue Bleury jusqu'à la rue Atwater, on retrouvait une autre bande qui, quand même, était associée à ce qu'on appelle aujourd'hui la famille Cotroni-Violi. Elle était placée sous la responsabilité d'un autre lieutenant, mais, encore là, nous retrouvions surtout des Italiens qui contrôlaient la majeure partie des cabarets. Au début de 1960, les choses semblèrent se tasser du côté de Saint-Henri. On remarquait un peu moins de tapage. Cela pourrait peut-être s'expliquer par le fait qu' . . . on avait vu deux des frères Dubois parmi les principaux, les plus responsables de la famille, quitter le secteur sans y abandonner toutefois complètement leurs activités. On a retrouvé Jean-Guy Dubois au cabaret Chez Paré sur la rue Stanley, près de la rue Sainte-Catherine, un cabaret qui appartenait, qui était contrôlé si vous voulez par des Italiens, à l'époque.

« Ensuite, on a retrouvé dans les années subséquentes Jean-Guy au Fazio Hamir, rue de la Montagne, et finalement, au Casa Del Sol, rue Drummond, près de Maisonneuve.

« Ainsi un des frères Dubois s'est infiltré dans un secteur qui était très peu exploité par des Canadiens français.

« Au même moment Claude Dubois, travaillait au Casa Loma. Ce cabaret, un endroit chic de Montréal où tout le monde se rendait voir des spectacles de qualité, était quand même un fief de la *mafia* à l'époque déjà. Plusieurs réunions se tenaient là et les noms les plus connus qui ont fait les manchettes des journaux dernièrement, se rencontraient là. N'entrait pas là comme employé qui voulait. C'était si vous voulez un peu comme la maison mère . . . alors le portier d'un endroit comme ça devait être une personne très bien connue du milieu. Un peu avant l'arrivée de Claude Dubois, Joe DiMaulo occupait ce poste. On a retrouvé à la même époque Yvon Belzil qui travaillait avec Joe DiMaulo. Une grande amitié liait les deux hommes. Yvon Belzil occupait les fonctions de maître d'hôtel . . . Lorsque Claude Dubois a fait son entrée au Casa Loma, il l'a fait par la grande porte, comme Joe DiMaulo. On a donc pu constater que déjà à cette époque une certaine tolérance existait envers la famille Dubois qui la mettait sur le même pied que les familles italiennes. Mais Claude Dubois ne s'est pas contenté de travailler simplement au Casa Loma ; on a vu qu'il a commencé à fréquenter assidûment les endroits du centre-ville. On retrouvait, après la fermeture du cabaret, plusieurs personnages connus du milieu interlope qui se réunissaient dans un restaurant situé au coin de De Bullion et Sainte-Catherine. Et ça a pris très peu de temps après son arrivée dans le centre-ville pour apercevoir un nouveau genre de protection qui ne nous avait jamais causé de problème dans ce secteur . . . c'est-à-dire la protection des employés de cabarets . . .

« Les patrons de cabarets sont souvent appelés à déboursier [pour éviter les ennuis], mais les employés étaient désormais tenus d'agir de même. Il y avait eu quelques tentatives de faites dans le passé de former certaines asso-

ciations de . . . d'employés de cabarets, de syndicats, qui ont toujours avorté dans l'œuf. Alors, au lieu de le faire sous un couvert légal, Claude Dubois et des associés ont commencé à collecter directement les employés du centre-ville. Alors bien entendu que ça s'est pas fait sans heurts . . .

« On retrouve également un des personnages dont je crois que . . . il y aura d'autres témoins qui viendront parler devant la Commission ici plus tard . . . il s'agit de Jacques Ouimet qu'on retrouve aujourd'hui associé de très près aux frères Dubois, autant à Claude qu'à Jean-Guy, qui travaillait également comme portier de cabaret. Alors, lui à ce moment-là a été approché et a commencé à fréquenter plus assidûment Claude Dubois . . . et cette protection des employés de cabarets et protection encore là . . . on retrouve les mêmes définitions, je crois, que d'autres témoins vous ont expliqué précédemment . . . ce n'est pas une réelle protection, c'est tout simplement un permis de travail qu'ils doivent payer . . . et les montants s'échelonnaient entre dix et vingt-cinq dollars par semaine.

« On a retrouvé des portiers de cabarets qui ont été battus par Claude Dubois lui-même qui, malheureusement comme cela se voit dans ce milieu, refusaient de porter plainte. On finissait tout le temps par recueillir leurs confidences. [. . .] On ne peut pas directement associer le nom de Claude Dubois à la prostitution. En revanche, des gens qui travaillent avec lui quotidiennement s'occupaient de diriger les gens vers les maisons de débauche . . . et la principale activité de Claude Dubois dans la prostitution était également d'assurer une certaine protection aux prostituées.

« Alors cette protection qui est encore là [. . .] s'ajoutait à celle que le proxénète [. . .] exigeait déjà de cette fille de vie.

« Il va sans dire que cela a également causé certains incidents déplorables; des filles ont été battues, pas toujours par des individus qu'on pouvait associer directement aux frères Dubois, plus spécialement à Claude, mais à un groupe passablement actif à ce moment-là dans le



sillage de Claude Dubois . . . et on retrouve justement Claude Dubois qui déménage ses quartiers si vous voulez, ses lieux de rencontre, du restaurant tout près du Casa Loma à un restaurant situé au 81 Sainte-Catherine est, qui s'appelait le Martinique. Et c'est de cet endroit que Claude Dubois a commencé à opérer dans le district d'une façon autonome. À ce moment-là on retrouve auprès de lui Carl Lavoie, Donald Lavoie, Claude Dubeau qui viennent se joindre à son équipe.

« Il s'agit alors d'une équipe mieux structurée, plus puissante et plus crainte. Il ne s'agit plus d'hommes de main capables de battre les gens et de les terroriser, mais de durs à cuire qui se promènent armés et prêts à aller jusqu'au meurtre [ . . . ]

« Alors, à ce moment-là, en 1972, pour finir l'histoire du restaurant Martinique, le 6 février 1972, ledit restaurant a passé au feu, un incendie criminel pour lequel les enquêteurs avec le commissaire des incendies, n'ont pu porter aucune accusation contre les gens qui avaient été l'objet d'enquêtes, plus particulièrement Claude Dubois, Philto, et Ginette Godbout.

Finalement aucune accusation ne fut portée.

« À la suite de l'incendie du Martinique, l'équipe s'est installée au Miss Ste-Catherine. [ . . . ] On retrouve en 1968 Yvon Belzil qui était, au début de cette histoire-là, associé de plus près des gens du Casa Loma comme tel. Et de Joe Di Maulo plus particulièrement.

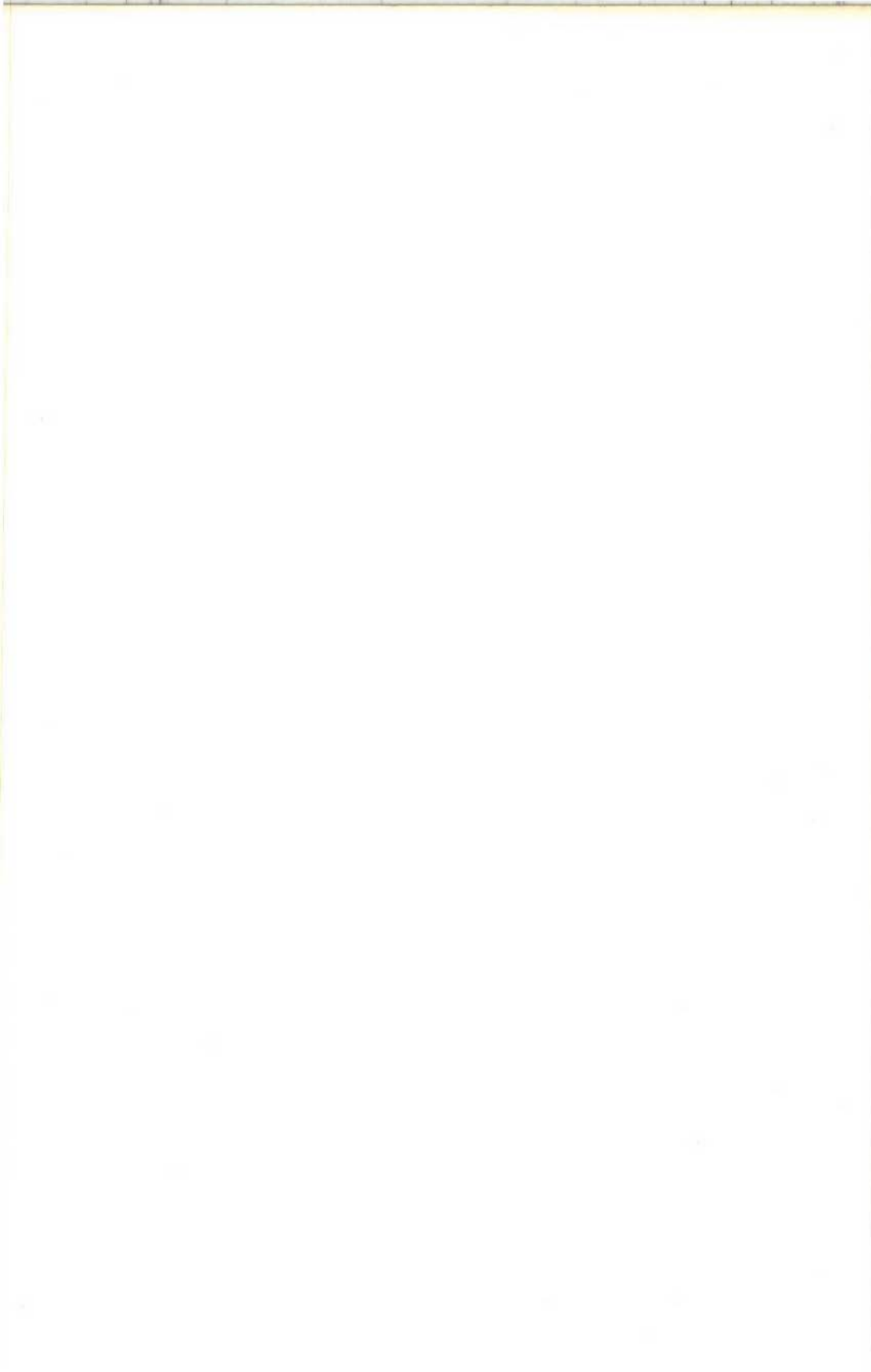
« On retrouve M. Belzil qui se range tranquillement du côté des Dubois, et l'association la plus précise qu'on peut faire, c'est qu'en 1968 MM. Yvon Belzil, Claude Dubois et Jean-Guy Dubois sont amenés devant le coroner suite à la mort de M. Marleau, alors donc, on retrouve les trois personnes qui se tiennent ensemble et qui sont interrogées sérieusement suite à la mort de M. Marleau dont le cadavre avait été retrouvé dans la cour de triage Turcot.

« Suite à ça, on peut dire que M. Belzil a toujours été l'homme de la famille Dubois. Aujourd'hui, on le considère comme le gérant d'affaires de la Famille.



« Et la période de violence a été plus particulièrement marquante suite à un meurtre qui était survenu au Jan-Lou . . . »

Extrait du témoignage de Claude Legault, sergent-détective à la police de la Communauté urbaine de Montréal, devant les membres de la Commission d'enquête sur le crime organisé.



## 1. « J'avais peur des gars du bar. »

Mars 1966

En cette fin d'après-midi qui marque le début du congé de fin de semaine, de longues files d'attente montent une garde vigilante devant les guichets du terminus d'autobus de la rue Berri. L'arrivée intempestive d'un jeune homme échevelé qui tente de se frayer un chemin dans la foule provoque les murmures de quelques clients grincheux, protestations dont n'a que faire l'inconnu.

— L'autobus pour Drummondville ? demande-t-il d'une voix haletante.

— Il est parti, Monsieur ; le prochain départ est à 20 heures, rétorque l'employé, indifférent à la détresse du voyageur.

« C'est bien ma chance », pense Adrien Fuller. Venu à Montréal pour faire quelques achats, il ne comptait guère s'attarder en ville. « Sept heures à perdre. » Tandis qu'il s'apprête à calculer mentalement l'heure de son arrivée à Drummondville, l'animation de la rue Sainte-Catherine attire son attention. Un pâle rayon de soleil printanier jette une note gaie sur la foule qui encombre le trottoir. Fuller, ne sachant que faire, se hasarde dans la rue, prenant place dans le cortège des badauds. Au hasard de sa quête sans objet, ses pas le conduisent devant le 281 est, rue Sainte-Catherine, au bar Le Cabaret, propriété des frères Théo et Boris « Butch » Théodore. Des affiches aux dessins grossiers vantent les charmes des

aguichantes serveuses qui hantent ce capharnaüm, temple dédié aux jeunes oisifs ou aux sybarites trop âgés pour se lancer à la conquête des filles-fleurs du macadam. La tentation est grande et, comme rien ne presse, Fuller pénètre dans ces lieux interdits aux honnêtes gens. Ses yeux ont peine à voir dans la demi-obscurité qui règne dans le cabaret. Comme il hésite à l'entrée, une jeune femme au décolleté provocant s'avance vers lui pour le guider vers une table située à peu de distance du bar. Fuller se laisse docilement conduire, heureux d'être pris en charge. Ici et là, des couples bavardent, sirotant de la bière ou de l'alcool. Quelques gaillards solidement charpentés ont préféré se jucher sur un tabouret du bar qu'éclairent des projecteurs multicolores.

— J'ai affreusement soif, dit sans gêne l'hôtesse qui prend place aux côtés de Fuller non sans lui donner l'occasion d'admirer deux seins à la chair laiteuse.

— Qu'est-ce que vous prendrez, demande-t-il à sa compagne, ravi de cette rencontre imprévue. Il hèle familièrement le garçon de table avant de se replonger dans la contemplation de la jeune femme. « Une vingtaine d'années, pas plus », se dit-il en détaillant le corps sculptural de Julie<sup>1</sup>.

— Un bien joli nom ; moi, c'est Adrien !

La jeune femme est bavarde ; elle veut tout savoir de son compagnon, son travail, son lieu d'origine . . . Trop heureux de l'occasion, Adrien se raconte, un peu surpris toutefois du geste de Julie qui brise son bâtonnet de cocktail avant d'en déposer une partie dans son sac à main. Mais il succombe au charme de l'instant. Le garçon de table interrompt ses confidences dix minutes plus tard pour demander s'il faut remplir à nouveau les verres.

— La même chose, dit Adrien, un peu ennuyé de l'empressement de l'employé. Il en fait la remarque à la jeune femme qui se hâte de détourner ses soupçons.

Moins d'une heure après son entrée, Fuller a déjà dépensé une bonne partie de sa paie de la semaine. « À la

---

1. Prénom fictif.



prochaine occasion, j'envoie le garçon de table au diable », se dit-il, mais l'employé a prévu le geste du client. Il emporte de nouveaux verres.

— Je n'ai rien . . .

Ses cris de protestation meurent dans sa gorge. Deux hommes se sont levés, faisant mine de se diriger vers sa table. Adrien Fuller a compris l'avertissement. Son argent fond à vue d'œil et bientôt, il doit avouer sa détresse à sa compagne. \$185 ! Envolés en fumée.

— Ça m'a fait plaisir de vous rencontrer, déclare la jeune femme en le laissant. En dépit des nombreux verres d'alcool, elle ne semble guère affectée ; flairant anguille sous roche, Adrien Fuller s'empare discrètement du verre de sa compagne et quitte les lieux.

Un passant lui indique l'adresse du poste de police le plus proche où il se rend sans tarder. L'accueil de l'inspecteur Adrien Cardinal est chaleureux ; il appelle aussitôt ses adjoints, les sergents Alphonse Gélinau et Réginald Descarreaux, en s'écriant :

— Nous les tenons !

Depuis plusieurs mois, les policiers tentent en vain de mettre fin au racket des *sticks* dans les cabarets du centre-ville, fief incontesté du clan des Italiens. Ils n'ignorent rien des dessous de l'affaire : les jeunes femmes, danseuses ou serveuses recrutées par les soins d'une agence inféodée au gang, s'empressent auprès des clients trop heureux de leur payer un, deux ou plusieurs cocktails . . . faits d'eau colorée ; l'hôtesse conserve les bâtonnets comme bons de paiement. Elle reçoit en guise de rétribution la somme de \$0.50 par bâtonnet. D'autres rackets se greffent à cette première forme d'exploitation dont, par exemple, la vente de cidre au lieu de champagne au prix de \$9 la bouteille.

Adrien Fuller répond volontiers aux nombreuses questions des enquêteurs qui lui demandent entre autres choses pourquoi il n'a pas quitté les lieux plus tôt ?

— J'avais peur des gars du cabaret, répond-il aux policiers, familiers des règles du milieu. Son témoignage

permet au jeune procureur de la police, Me Michel Côté, de préparer une plainte, plainte signée le soir même par le juge Émile Trottier, rejoint à son domicile.

Vers minuit, une quarantaine d'agents envahissent le cabaret où ils appréhendent neuf jeunes femmes, le barman, Adélard Haché, et un des propriétaires, Théo Théodore.

Une première déception attend l'équipe de l'inspecteur Cardinal, chargée de faire place nette dans les bars du centre-ville en vue de l'Exposition universelle de Montréal. Le procès des accusés est remis de semaine en semaine, de mois en mois, d'année en année. Pour contrer cette action, le directeur de la police de Montréal, Monsieur Jean-Paul Gilbert, obtient non sans mal l'adoption du règlement 3416 qui interdit le racolage dans les cabarets. Cette première victoire contre le clan des Italiens tempère la colère des policiers à l'annonce de la décision des tribunaux dans l'affaire Fuller : le juge Armand Chevette a accordé le bénéfice du doute aux accusés.

Dans les corridors du poste de police numéro 4, la colère gronde.



photo : Pierre Lasalle

William O'Bront

— Si c'est comme ça, nous allons multiplier les descentes, s'exclame le sergent Gélinau à qui répugnent les procédures des tribunaux.

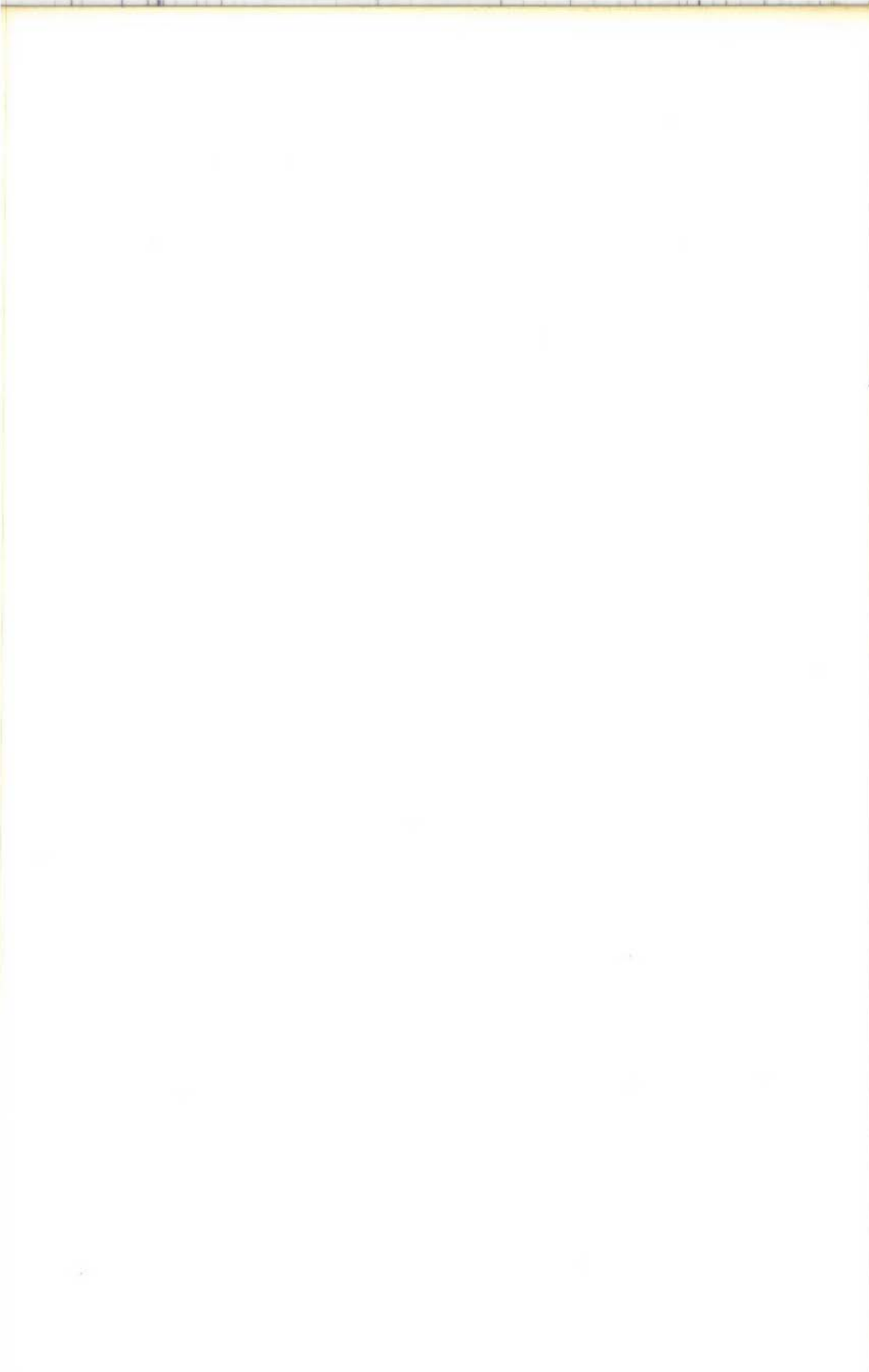
Entre 1969 et 1972, les policiers de Montréal et les agents de la Sûreté du Québec effectuent 1 900 descentes, obtiennent la fermeture de 408 établissements, mettent au jour la comptabilité du clan des Italiens<sup>2</sup>.

L'action concertée des divers corps policiers — la Gendarmerie royale du Canada intervient bientôt à son tour pour démembrer un important réseau de trafiquants de drogue — décime les rangs du puissant gang, déjà en butte aux attaques de bandes rivales qui cherchent à se tailler un fief à même les décombres de leur empire jadis florissant. Privés des services de nombre des leurs, les grands patrons doivent traiter avec de nouveaux venus.

Parmi eux figure Jean-Guy Dubois, portier au cabaret Chez Paree, puis au Fawsia Amir et à la Casa Del Sol. Son frère, Claude, occupe la même fonction à la Casa Loma, quartier général du clan des Italiens.

---

2. Selon les policiers, le magnat de la viande, William O'Bront, aurait agi à titre de grand argentier de la mafia avant de quitter le Canada durant l'été de 1974, pour aller vivre aux États-Unis où il devient citoyen américain. Appréhendé à San José, Costa Rica, en mai 1976, le suspect a été traduit devant les membres de la Commission d'enquête sur le crime organisé. Son refus de témoigner lui a valu un an de prison.





**2. « Je vais demander à mes amis et à mes frères s'ils le connaissent. »**

1er février 1968

À vive allure, une ambulance de la police transporte René Dubois, inconscient, le corps troué de balles, vers le *Montreal General Hospital*. Quelques minutes plus tôt, il était attablé au restaurant Place-jolie, situé au coin des rues Notre-Dame et Atwater. Deux individus, accompagnés d'une femme, sont entrés dans l'établissement ; à peu de distance de René Dubois, l'un des suspects a brandi un revolver de calibre 25 avant de faire feu à quatre reprises.

Les médecins du service de l'urgence s'empressent auprès du blessé dès son arrivée à l'hôpital. En dépit des apparences, l'examen révèle que la victime de l'attentat est hors de danger ; ils retirent trois balles d'une jambe et une dernière d'un testicule. Ainsi le sergent-détective Rosaire Gauthier de la patrouille de nuit, obtient-il rapidement l'autorisation de s'entretenir avec René Dubois.

— Qui a tiré ?

— Je ne sais pas, répond la victime. Je ne le connaissais pas.

— Pouvez-vous nous donner son signalement ?

— Je ne me souviens de rien !

— Pourriez-vous l'identifier ?

— Il faudrait que je le vois à nouveau ; peut-être que je

le reconnaîtrais. Je vais demander à mes amis et à mes frères s'ils le connaissent. Dès que j'aurai de bons renseignements sur lui, je vous le ferai savoir.

22 février 1968

Moins d'un mois après cet attentat, des employés du service de la Voirie découvrent à l'intérieur d'une automobile abandonnée dans la cour de triage Turcot, vers 6 heures 30, le cadavre d'un homme. Il repose sur le plancher, entre les banquettes avant et arrière.

« Règlement de compte », proclament les agents venus sur le lieu de la macabre découverte dans l'attente des enquêteurs, les sergents-détectives Guy Gaudreau et André Ménard. Tandis qu'ils refoulent les curieux, les techniciens se livrent aux examens d'usage : prélèvement des empreintes, recherche d'indices, etc. Le rapport préliminaire indique que la victime a été abattue de sept balles de revolver provenant de deux armes : l'une de calibre 25 et l'autre de 38 ; pas moins de cinq blessures à la tête et à la poitrine ont pu causer la mort.

Peu de temps après la découverte du cadavre, les policiers identifient le jeune homme. Raymond Bonenfant, alias Pierre Paquette, âgé de 28 ans. Récidiviste, il



photo : Allo police

Raymond Bonenfant

jouissait dans Saint-Henri d'une certaine notoriété, du moins avant une condamnation pour vol et recel. À sa sortie de prison, il avait tenté de regagner le terrain perdu en jouant des poings dans les cabarets, les tavernes et les salles de billard du quartier pour le compte d'amis.

Sa fin tragique ne surprend guère les policiers. Bien que peu confiants en la conclusion de l'enquête, ils poursuivent leur tâche en interrogeant le voisinage. Toutefois, un appel de la Sûreté du Québec suspend toute activité des enquêteurs. Un cultivateur de Drummondville vient de découvrir en bordure de la montée Brodeur, une route reliant le village de Saint-Nazaire à l'autoroute transcanadienne, le cadavre de Michel Marleau, un ami de Bonenfant.

La victime n'est âgée que de 19 ans ; garçon de table au Harlem Paradise<sup>3</sup>, il était considéré comme suspect dans une affaire de protection. Cinq balles de calibre 38 ont mis fin à son odyssée dans le monde du crime. Les meurtriers ont abandonné son cadavre dans un fossé où Monsieur Jean-Paul Houle le découvre le matin du 22 février, vers 7 heures 20.

3. Cabaret situé au 772, rue de la Montagne, dans l'ouest de Montréal.

Raymond Bonenfant    Michel Marleau

photo : Allo police



Tout semble indiquer que Marleau a été cueilli à sa sortie du travail, peu après 3 heures du matin. Au moment de sa mort, il portait encore la tenue réglementaire des garçons de table du Harlem ; complet noir, chemise blanche et nœud papillon noir. Le rapport de l'autopsie confirme les soupçons des policiers, bien qu'il soit difficile au médecin légiste de préciser l'heure exacte de la mort.

Les circonstances du double meurtre ainsi que les mobiles des assassins demeurent encore ténébreux.

« Les limiers Gaudreau et Ménard, écrit le journal *Allo Police*, étudient toutefois avec minutie une série de bagarres, d'échanges de coups de feu qui ont éclaté depuis bientôt un an dans divers cabarets et restaurants de l'ouest de la ville, particulièrement dans le quartier Saint-Henri. Il n'y a aucun doute sur ce point : la guerre était ouverte et farouche entre la bande de Saint-Henri et celle du centre de la ville. Bonenfant, surtout, a eu souvent maille à partir avec plusieurs dangereux loustics de Saint-Henri.

« Si Bonenfant, et peut-être par la suite et conséquemment Marleau, a été franchement victime de cette guerre non pas en trahissant des complices, mais en affrontant directement l'adversaire, ces deux meurtres, loin de clore la bagarre, mettront le feu aux poudres. D'autres attentats et peut-être d'autres meurtres seront alors commis dans le secteur au cours des prochains mois. Bonenfant aurait été tué pour avoir abattu un ou plusieurs individus, mais ce ne serait là que le début d'une réaction en chaîne dont la mort de Marleau, un dur à cuire sans importance, serait le sinistre prélude. »<sup>4</sup>

21 avril 1968

Une fusillade éclate au bar Les Copains, peu après minuit, le 21 février. Un individu bien mis a blessé Jean-Paul Dubois<sup>5</sup> d'une balle de revolver avant de prendre la fuite ; il est aussitôt pris en chasse par des amis de la

4. *Allo Police*, le 3 mars 1968.

5. Connu aussi sous le nom de Mad Dog Bordeleau.



victime, mais les rafales de mitraillettes tirées en sa direction n'atteignent que son automobile.

Le coup est audacieux. Perpétré au sein du quartier général de la Famille, l'attentat s'est déroulé en présence de nombreux proches de la victime qui n'ont pu se porter à son secours avant le coup de feu. Fort heureusement, le projectile a traversé le dossier de la chaise où Jean-Paul Dubois avait pris place. Somme toute, la blessure est superficielle. Les médecins de l'hôpital *Queen Elizabeth* le déclarent hors de danger.

L'interrogatoire des 27 personnes présentes au moment de l'attentat apporte peu d'éléments nouveaux, sinon une vague description de l'agresseur. Les sergents-

Jean-Paul Dubois

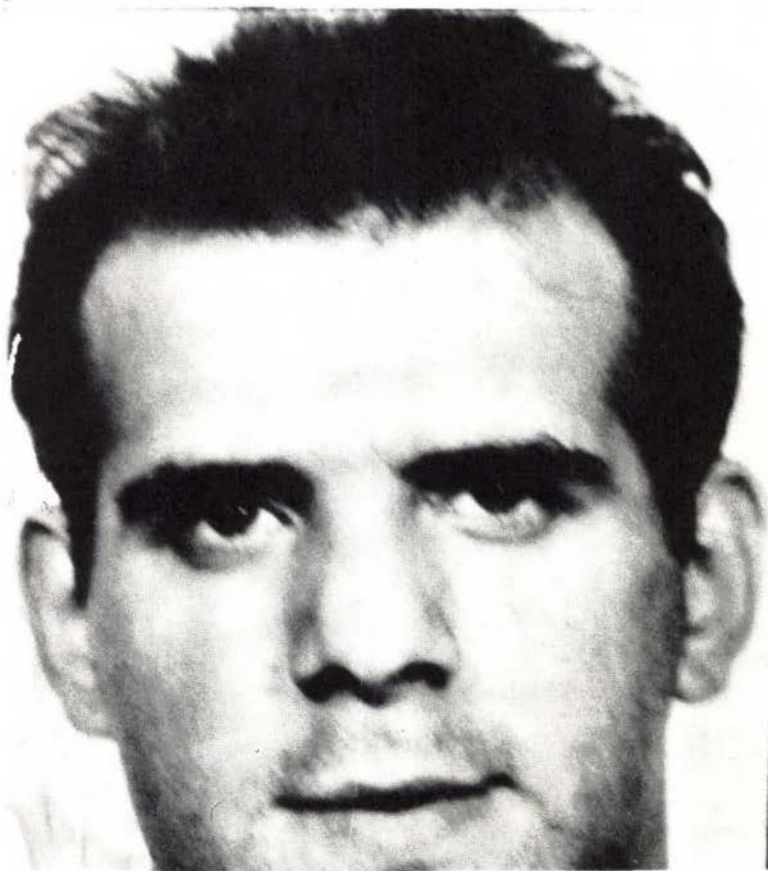


photo : Allo police

détectives Guy Gaudreau et André Ménard qui se voient confier cette nouvelle enquête révèlent que l'attentat est fort probablement relié de près ou de loin à ceux dont ont été victimes Bonenfant et Marleau.

13 juin 1968

L'enquête du coroner relativement à la mort de Marleau se déroule à Saint-Hyacinthe, le 13 juin 1968 : 17 personnes seront appelées à la barre dont Jean-Guy et Claude Dubois, Gisèle Ancil, Roger Létourneau dit Moineau, André Durocher et Yvon Belzil<sup>6</sup>, détenus en vertu d'un mandat du coroner comme témoins importants.

Au dire du docteur Jean-Paul Valcourt, du Bureau de médecine légale de la province de Québec, qui témoigne devant le coroner du district judiciaire de Saint-Hyacinthe, le docteur Jules Yvon, la mort de Marleau est « attribuable à un état de choc consécutif aux lacérations cérébrales et pulmonaires causées par quatre balles de revolver de calibre 38 ».

6. André Durocher, alias Dédé, et Yvon Belzil, alias Yvon Belgil, sont considérés par la police comme des proches de Claude Dubois.

Gisèle Ancil

Yvon Belzil



photo : Allo police

L'examen externe du cadavre a révélé la présence de deux trous d'entrée de balle dans la tête et de deux autres, dans la poitrine ; des cicatrices d'anciennes blessures au dos, aux genoux et à l'abdomen ; des meurtrissures au nez, à l'avant-bras droit et des traces d'un projectile d'arme à feu au pouce droit.

Monsieur Jean-Paul Houle vient raconter par la suite les circonstances entourant la découverte du cadavre ; son témoignage ainsi que celui d'un camionneur affecté au déneigement, Monsieur Alcide Séguin, permettent au coroner d'établir l'heure approximative où le corps a été abandonné en bordure de la route.

Monsieur Houle se rendait à son travail le 22 février dernier, entre 6 heures 10 et 7 heures, lorsqu'un objet a attiré son attention. En ralentissant, il a cru voir un visage humain. Il s'est engagé dans un chemin de ferme pour revenir sur ses pas en compagnie du propriétaire des lieux. Les deux hommes ont ainsi découvert le cadavre gelé de Marleau qui gisait sur la partie asphaltée de la montée Brodeur, à moins de deux pieds de l'accotement. La position de la victime semblait indiquer qu'elle avait été jetée d'une automobile en marche.

photo : Allo police



De gauche à droite, Me Rolland Blais, Claude et Jean-Guy Dubois



À cet endroit, pourtant, Monsieur Séguin n'avait rien vu de particulier au moment de son passage, entre 4 heures 30 et 5 heures 30, ce même matin.

Selon les employeurs de Marleau, Tony Borzelli et Berthe Lafontaine-Tessier, ainsi que les employés du Harlem Paradise, où travaillait Marleau, le comportement de la victime à la veille de sa mort était des plus normal. « Personne n'a remarqué précisément quand il est parti. Personne n'a remarqué s'il a parlé à quelqu'un dans la soirée. Personne ne sait s'il est parti seul ou avec d'autres. Personne ne se souvient comment il était habillé. Personne ne le connaissait ailleurs qu'au travail. »<sup>7</sup>

Si les réponses des divers témoins révèlent peu de choses sur les derniers moments de la victime, le coroner reconstitue la soirée de son ami Raymond Bonenfant. André Durocher a rencontré ce dernier vers 16 heures, le 21 février, dans une salle de billard de la rue Visitation. Les deux hommes devaient passer la soirée ensemble, mais au dernier moment, soit vers 21 heures 30, ils auraient pris le parti de se séparer. À 19 heures, ce même soir, Bonenfant avait emprunté l'automobile de Gaétan Michelin, véhicule dans lequel on devait découvrir son cadavre le lendemain.

Les principaux témoins à l'enquête du coroner pour leur part déclarent ne pas connaître Michel Marleau et Raymond Bonenfant. Ils possèdent pour la nuit du double meurtre un excellent alibi : Yvon Belzil a visité successivement le Casa Loma, le Café Pal's, le Casino Cartier ; dans ce dernier endroit, il aurait rencontré tous les employés. Jean-Guy Dubois et Gisèle Anctil n'auraient pas quitté leur appartement de Ville LaSalle depuis l'après-midi du 21 février jusqu'au lendemain, 22 février. Claude Dubois aurait passé la nuit du 21 au 22 février en compagnie des membres de sa famille.

Faute d'éléments, le coroner libère tous les témoins, y compris ceux qui étaient détenus déjà depuis trois jours.

---

7. *Allo Police*, 23 juin 1968, p. 9.



### 3. « \$25 000 ou \$5, pour moi, c'est la même chose. »

Dans les cabarets et les tavernes, pourtant, les incidents se multiplient. Le racket de la protection des employés renaît ; il donne lieu à quelques sévères mises en garde. Les garçons de table ou les serveuses qui refusent de verser une « contribution » entre \$10 et \$25 par semaine sont victimes de menaces ou de sévices. Ils portent plainte, mais aucune action judiciaire n'est entreprise puisque personne n'accepte de témoigner devant les tribunaux.

Ce racket n'est toutefois possible que grâce à la collaboration, volontaire ou obtenue par la contrainte, des propriétaires des établissements privés du soutien de la police.

En butte aux tracasseries de « clients » qui refusent de se plier aux heures légales de fermeture, Jean-Jacques Lépine<sup>8</sup>, tenancier du cabaret situé au 2416, rue Jolicoeur, dans le quartier de Ville-Émard, réclame l'intervention des agents pour ramener l'ordre dans son établissement. L'officier de police qui prend note de sa plainte lui répond qu'il ne peut dépêcher une équipe tous les soirs, faute de personnel.

— Pourquoi vous ne prenez pas un gars pour faire ce travail ?

Monsieur Lépine consent à retenir les services de

8. Témoin entendu lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

Claude Desparois, mais la situation ne s'améliore guère. Son remplacement par Jacques Turcot dit Coco<sup>9</sup>, un familier du clan Dubois, met un terme temporairement aux désordres. Le nouveau portier toutefois exige bientôt de recruter lui-même le personnel, choisi parmi ses amis et connaissances.

Cette sorte de « paix » coûte généralement fort cher : entre \$100 et \$500 par semaine, parfois davantage quand le chiffre d'affaires le permet. De plus, le propriétaire légitime des lieux se voit peu à peu dessaisi de la direction de l'établissement au profit du nouveau portier. Les employés anciens ou nouveaux ne s'y trompent guère, pas plus d'ailleurs que les clients. Impuissant à contenir l'invasion par crainte des représailles, le tenancier ferme les yeux sur toutes sortes de rackets : trafic de narcotiques, prêt usuraire, loterie clandestine, prostitution, etc.

29 mai 1969

Pour échapper à cet engrenage infernal, le propriétaire du Robert Bar Salon<sup>10</sup> oppose une fin de non-recevoir à Marcel Martel<sup>11</sup> qui exige \$100 par semaine et 12 pour cent des recettes pour « assurer sa protection ».

— Prenez le temps d'y penser, déclare le triste individu en quittant les lieux. Vous aurez bientôt de mes nouvelles.

Le tenancier du cabaret vit désormais dans la crainte de perdre son établissement et, du même coup, toutes ses économies. L'offre d'achat de Tony Bartuccio<sup>12</sup>, qui visite le cabaret peu de temps après Martel, paraît au premier abord providentielle, mais le vieil homme flaire un piège.

---

9. Recherché par la police de la Communauté urbaine de Montréal en rapport avec la mise à sac du cabaret Le Barina où une bagarre a opposé Rolland Dubois aux policiers du poste numéro 12.

10. Témoin entendu lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

11. Assassiné le 22 mai 1975. Un automobiliste a découvert son cadavre en bordure du chemin du Lac, à moins d'un mille du parc industriel de Longueuil. Sa tête, percée d'une balle de revolver 38, était enveloppée dans un sac généralement employé pour les ordures ménagères.

12. Considéré par la police comme un proche de Jean-Paul Dubois.

Le prix offert, \$60 000, est nettement inférieur à la valeur réelle de l'établissement. Le rejet de cette proposition semble être à l'origine d'une foule de désagréments auxquels il espère mettre un terme en retenant les services de Martel. Le dur à cuire se montre plus exigeant : 60 pour cent des parts, condition certes inacceptable. Les véritables ennuis commencent, s'amplifient et après quelques semaines, c'est l'enfer.

Le 29 mai 1969, Marcel Martel, en compagnie de deux amis, saccage le Robert Bar Salon. Le propriétaire et une employée assistent impuissants à la mise à sac ; les bouteilles d'alcool volent en éclats ; les chaises et les tables brisées jonchent le sol ; les clients fuient les lieux avant le pire. Après cette soirée mouvementée, le tenancier se croit tiré d'affaires, mais des « inconnus » le kidnappent en compagnie de la serveuse à la porte du cabaret.

Au cours du trajet qui les mène peut-être vers leur dernier destin, d'étranges pensées habitent les victimes. L'espoir s'envole. La mort qui les frôle rend vain tout désir de résister plus longtemps. La jeune femme a depuis longtemps cessé de geindre, presque délivrée de la peur, maintenant que plus rien ne viendra fléchir la volonté de ses bourreaux. Mais l'homme n'a pas encore accepté la défaite.

Pourtant, quand les inconnus lui ordonnent de quitter la voiture, il obéit sans opposer la moindre résistance comme va une bête à l'abattoir. Intérieurement, il supplie ses tueurs de faire vite pour que la mort vienne mettre un terme à son angoisse. Les secondes s'égrenent . . . L'éternité se prolonge. Le bruit du démarreur de l'automobile l'intrigue. Il n'ose encore porter le regard vers la route. Il avance toujours en direction du terrain vague tout proche, puis, enfin, cède à la tentation. Le véhicule des inconnus s'éloigne. Il est seul avec la jeune femme, abandonnés dans un lieu désert.

L'heureuse issue du drame le laisse pantois, privé de force. Il vit encore, mais au fond de lui un ressort s'est à jamais brisé.



*Services LTD.*

7-6197



JANITORIAL SERVICES

*Robert*

BAR  
SALON

BIÈRE  
VINS  
LIQUEURS



Tous les Soirs le Dimanche  
SPECTACLES SPECTACLES



*Robert* **BAR SALON**  
**STEAK HOUSE**  
..... LICENSE COMPLETE.....



**DANSEUSES  
NUES**

**MAIS  
DE FRAS  
ADMISSION**

**LE JOUR!  
SPECTACLES  
CONTINUELS**

**SPECTACLE CONTINU**

**AU JOUR  
PAGHETTI  
PIZZA**

**NTRE du**  
**933-08**



À l'ouverture du procès de Martel et de ses comparses, le 21 novembre, le propriétaire du Robert Bar Salon est un autre homme. La justice suit son cours, mais désormais il ne veut plus la bagarre, d'autant plus que l'arrestation des suspects n'a pas mis fin à ses ennuis. Les menaces continuent de pleuvoir sur le Robert Bar Salon dont la clientèle régulière disparaît peu à peu. La liste des dettes s'allonge. Quand Raymond Dubois se présente pour lui offrir \$25 000, il décide de vendre :

— \$25 000 ou \$5, lui répond-il, c'est la même chose pour moi. J'ai perdu la bataille. Je vends !

En présence du notaire Maurice Proulx, Tony Bartuccio se porte acquéreur deux semaines plus tard du Robert Bar Salon. Raymond Dubois assiste à la transaction.

Peu de temps après, l'ancien propriétaire du cabaret reçoit une lettre d'une étude légale. Au dire du signataire de la mise en demeure, Raymond Dubois exigerait la remise immédiate d'une somme de \$15 200, plus les frais judiciaires, soit au total \$21 070.

Ce montant représente à peu de chose près le prix exigé<sup>13</sup> à l'époque par la Famille pour le mettre à l'abri des atteintes de Marcel Martel.

13. Cinq pour cent des recettes et \$50 par semaine. La proposition au dire du témoin à la Commission d'enquête sur le crime organisé aurait été transmise par Raymond Dubois.



Robert Bartuccio

#### 4. « On va te descendre, mon gros chien. »

Désormais, les propriétaires de cabarets et de tavernes du centre-ville, pas plus que ceux du sud-ouest, n'osent défier ouvertement les nouveaux maîtres des lieux.

Laurier Gatien<sup>14</sup> pourtant résiste encore. Les menaces de mort qui ont eu raison du patron du Robert Bar Salon n'ont pas entamé son courage. Et pour cause :

---

14. Témoin entendu lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

photo : Alto police

Laurier Gatien





MONTREAL  
**TAVERN**

*La*  
**POÉLIE**  
**FURNI**

**Montreal**





Laurier Gatien est déjà un homme marqué par le destin. Sa femme et son plus jeune fils sont morts dans un accident d'automobile ; il est lui-même atteint d'un cancer du sang.

— Je n'ai plus le goût de vivre, dit-il à ses proches. J'ai trop souffert. Tout ce que j'espère, c'est de rejoindre les miens dans l'au-delà.

Rien n'empêche que le propriétaire de la taverne Montréal est un bagarreux. Les défis ne lui font pas peur. Aux premiers accrochages avec les jeunes voyous expédiés en éclaireurs, il se montre inflexible, ordonnant l'expulsion des indésirables qui livrent bataille aux clients et au personnel. Des émissaires interviennent pour obtenir leur réadmission, mais Laurier Gatien qui lit dans leur jeu menace de porter plainte.

19 juin 1971

Dans la soirée du 19 juin 1971, plusieurs hommes de main, sous les ordres des frères Donald et Carl Lavoie<sup>15</sup> envahissent la taverne Montréal. Figures patibulaires, tristement connues dans le quartier. Les négociations s'ouvrent dans un climat de tension extrême ; chaque geste peut déclencher l'irréversible.

— Pourquoi résistes-tu ? Tu es le seul dans le secteur qui ne bénéficie pas de notre protection. Tu ne veux pas avoir d'ennuis, n'est-ce pas, alors paie. Il faut aussi que tu embauches les gars que nous te désignerons. Tu leur laisseras vendre ce qu'ils veulent.

Monsieur Gatien tente de gagner du temps, mais ses vis-à-vis se montrent peu enthousiastes à accorder un délai de réflexion.

— On va te descendre, mon gros chien !

— Allez-y, vous allez me rendre un grand service.

— Tu vas payer comme les autres \$100 par semaine. On va te prouver qu'on est sérieux. Lis les journaux demain.

---

15. Considérés tous deux, par la police, comme des proches de Claude Dubois.

Au matin du 20 juin, les quotidiens de la métropole annoncent à la une le meurtre du nouveau propriétaire du café Jan-Lou, Louis Fournier, et celui de son organiste, Robert Beaupré. L'établissement, de style *western*, est situé à moins de 800 pieds de la taverne Montréal.

Laurier Gatién apprend avec stupeur la nouvelle. Sa réponse demeure malgré tout négative ! Les bagarres reprennent, rapidement réprimées par des garçons de table soigneusement choisis pour éviter les « pions » qui renseignent habituellement l'ennemi sur le chiffre d'affaires, la clientèle, etc. Après chacun des incidents, le tavernier reçoit la visite de ses tyranneaux.

— Tu vois, ton commerce descend. Les affaires vont mal . . .

Pourtant, il n'en est rien, ce que n'ignore personne. Pour avoir raison de l'insoumis, les caïds prennent les grands moyens.

À la fin de sa journée de travail, le tavernier gagne son domicile situé avenue des Pins. Comme chaque soir, il s'engage dans la ruelle qui le conduit à l'arrière de l'immeuble où il gare son véhicule. À peine a-t-il refermé la portière avant qu'une détonation secoue le quartier ; une

Yvon Doucet   Michel Verreault



étrange chaleur envahit son bras. Cela suffit pour qu'il plonge sous son auto ; en rampant, Monsieur Gatien s'engouffre dans l'immeuble où, de la fenêtre de son salon, il aperçoit le tireur perché dans l'escalier de secours. L'homme a perdu sa trace, pour peu de temps, puisque sa victime se jette sur lui. La rage, tout autant que la peur, assure au tavernier une victoire relativement facile. Sous les coups, le suspect dévoile qu'il devait seulement « lui faire peur ».

À trois autres reprises, il échappe de justesse à la mort. Il a la vie sauve grâce à sa vigilance ou à la prompt intervention des policiers qui le libèrent des griffes de Michel Verreault<sup>16</sup>, armé d'un couteau de cuisine. Lui-même a surpris deux hommes qui installaient une bombe sous le capot de son automobile. Il a mis en fuite également trois visiteurs nocturnes solidement armés, en brandissant une mitraillette M-1.

Le décès prématuré de son dernier enfant lui porte toutefois un dur coup. Il craint le pire, mais deux autopsies révèlent que son garçon a succombé à une thrombose ; Monsieur Gatien n'en demeure pas moins convaincu que cette mort est reliée à la guerre qu'il poursuit. Michel Verreault, Claude Dubeau et Yvon Doucet<sup>17</sup> poussent l'audace jusqu'à visiter le salon funéraire où ils déposent une couronne mortuaire. Un message accompagne les fleurs : « j'espère que vous avez creusé le trou assez grand pour le deuxième chien. »

Sans jamais avoir accepté de payer pour assurer sa protection, comme cet autre cabaretier du secteur sud-ouest de Montréal, Monsieur Lester Hogan<sup>18</sup>, le propriétaire de la taverne Montréal gagne de vitesse ses adversaires en vendant son établissement. Martial Choquette et Roland Giguère se portent acquéreurs de la taverne, mais cette transaction provoque l'ire de Claude

---

16. Considéré par la police comme un proche de Claude Dubois.

17. Les deux derniers individus sont également considérés par la police comme des proches de Claude Dubois.

18. Propriétaire du bar-salon Le Fiesta, entendu lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.



Dubois<sup>19</sup>. Ce dernier d'ailleurs fait part de ses griefs à Jean-Guy Giguère, frère d'un des nouveaux propriétaires, au cours d'une réunion tenue à bord d'une automobile devant le restaurant Miss Sainte-Catherine<sup>20</sup>.

L'enjeu est de taille puisque la taverne Montréal, fréquentée par des homosexuels, représente un lieu privilégié pour le recrutement des serins<sup>21</sup>, jeunes adolescents privés de ressources à qui on offre \$10 pour se laisser faire l'amour. De 14 à 20 ans, tandis qu'ils sont attrayants pour la clientèle homosexuelle, ils vendent leur corps, en donnant un pourcentage généreux à leur souteneur. Plus vieux, ou s'ils sont défraîchis, on en fait des vendeurs de drogue avant qu'ils ne terminent leur carrière comme garçons de table dans les cabarets ou les tavernes.

19. Selon le témoignage d'un membre de la *bande de l'est*, devant la Commission d'enquête sur le crime organisé, dont l'identité n'a pas été révélée pour protéger sa vie.

20. Lieu régulièrement fréquenté par Claude Dubois.

21. L'un d'entre eux, le visage recouvert d'une cagoule, a raconté devant les commissaires de la Commission d'enquête sur le crime organisé les dessous de ce « commerce ».

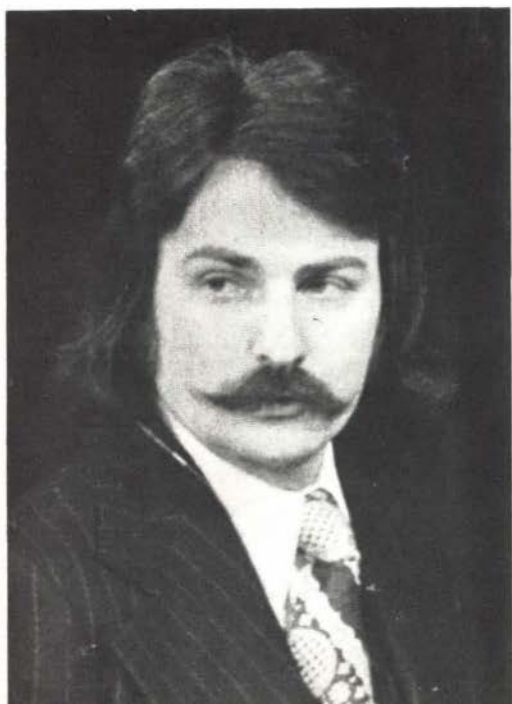


photo : Journal de Montréal

Claude Ellefsen



La conférence entre les deux hommes se termine abruptement ; l'impasse est totale. Au moment où Giguère quitte l'automobile, Claude Dubois s'écrie :

— Je vais faire en sorte que rien ne tourne, tu me comprends . . .

D'autres sujets ont fait l'objet de vives discussions entre les deux hommes ; Jean-Guy Giguère en rapporte l'essentiel à son ami Claude Ellefsen, dit Johnny Holliday<sup>22</sup>, au cours d'un appel de ce dernier<sup>23</sup> à son domicile de Saint-Léonard.

— Tu as rencontré le Gros<sup>24</sup> ? demande Holliday, après s'être informé des résultats d'une affaire en cours.

— Oui ! Il pensait que j'étais mêlé à tout cela ; il a dit : Johnny Holliday va mourir ; il va mourir cet homme-là. Tu vas mourir . . . je ne peux plus le supporter.

(. . .)

— Comment a-t-il appris cela ?

— Je ne le sais pas.

— Il a reçu des messages *d'en dedans*<sup>25</sup> je présume !

— De Coco !

— Coco Mercier<sup>26</sup> ?

— Exactement.

— On ne peut pas se fier à ce gars, commente Holliday sans faire montre de la moindre colère.

---

22. Ex-président du puissant gang des motards *Devil's Disciples* sur qui pèsent les accusations de trafic de drogue.

23. Conversation téléphonique interceptée par les policiers dont la transcription a été déposée lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé. Pour faciliter la lecture de la transcription, des corrections ont été apportées au texte sans toutefois en modifier le sens premier (voir annexe 2).

24. Surnom donné jadis à Claude Dubois.

25. Le pénitencier fédéral Saint-Vincent-de-Paul

26. Un des premiers présidents du groupe des motards *Devil's Disciples*, Mercier est emprisonné relativement à une affaire de viol. Reconnu comme très brillant, il exerce une influence marquée sur tous ceux qui l'entourent.

- Mais qui est-il pour sembler si fort *en dedans* ?  
(. . .)
- Ce n'est pas grave tout cela !
- Le Gros a dit que mon nom circule dans tous les pénitenciers. Je lui ai demandé pour quelles raisons.
- Pourquoi a-t-il voulu te rencontrer ?
- Il sait que je me tiens dans le quartier.
- Oui !
- Il sait que Napo<sup>27</sup> se tenait dans ce coin. Selon ses informateurs, nous serions sur le point de constituer un gang . . . toi et moi.
- Voilà ce qu'il craint !
- Exactement, il croit que nous nous préparons à former un gang. Il m'a dit devoir prendre des mesures pour se protéger. Je lui ai dit : mon pauvre vieux, j'étais à ce moment-là avec Marcel Godon<sup>28</sup>. Que crois-tu que je

27. Surnom de Pierre Saint-Jean tué à la brasserie Iberville.

28. Marcel Godon est connu de la police pour avoir mené une carrière criminelle de second plan. Il était l'un des principaux collaborateurs de Jean-Guy Giguère. Lui-même a déjà été victime d'une tentative de meurtre en décembre 1975, pour laquelle Paul-Émile Lapointe a été condamné à quinze ans de prison. Il est maintenant soupçonné par le milieu d'être un indicateur de la police.



Marcel Godon

suis ; je ne suis pas Hitler. Former une bande, former une bande. J'ai assez d'ennuis en ce moment que l'idée de constituer un gang avec Holliday ne me viendrait même pas à l'esprit. D'ailleurs, je ne te connais pas mieux que Marcel Godon.

Johnny Holliday le laisse poursuivre après avoir acquiescé à ses propos.

— Je lui ai dit : toi, je ne te connais pas ; je ne t'ai jamais vu.

— Oui !

— Si Holliday est en guerre contre quelqu'un, ça ne me concerne pas.

— Bien sûr !

— C'est la même chose pour moi ; je suis en guerre contre quelqu'un et la chose ne le concerne pas.

— Oui, oui, mais il sait tout ça. Il connaît ton adversaire.

— Il le hait, il le hait pour souhaiter sa mort. Je lui ai dit encore : chacun doit s'occuper de ses problèmes comme je m'occupe des miens.

(. . .)

— Il s' imagine qu'avec lui, déclare Holliday, je prendrais le contrôle du secteur avant de m'attaquer à son organisation.

— Exactement, c'est exactement ça !

— Bon . . .

— C'est exactement ça !

— Pas du tout !

— Quoi ? s'étonne Jean-Guy Giguère.

— Lui as-tu dit qu'il n'en était pas question.

— Oui ! Je lui ai dit : Johnny ne m'a jamais parlé de toi. Il ne m'a jamais déclaré qu'il voulait te tuer (. . .) Holliday ne m'a jamais dit qu'il souhaitait constituer un gang ni te tuer.

— Oui ! Oui !

— Il a répliqué en te traitant de cochon, de salaud. Il faut que Holliday disparaisse, a-t-il hurlé, emporté par la colère.

— Sais-tu ce qui se produit ?

— Non !

— Coco Mercier fait l'impossible pour me couler à ses yeux (. . .). Il suit l'actualité, sachant fort bien que nous allons tuer tous les membres de sa bande. Pour échapper à la mort, il se range du côté du gros Dubois qui est puissant.

— Ah ! je comprends.

(. . .)

— Nous avons tué quatre des siens ; il a peur, en sortant de prison, d'être assassiné à son tour.

— Ah ! je comprends.

— Il raconte toutes sortes d'histoires sur mon compte ; d'ailleurs, ils ont probablement hérité du contrat prévoyant mon exécution.

— Qui ça ? demande Jean-Guy Giguère, osant à peine croire son interlocuteur.

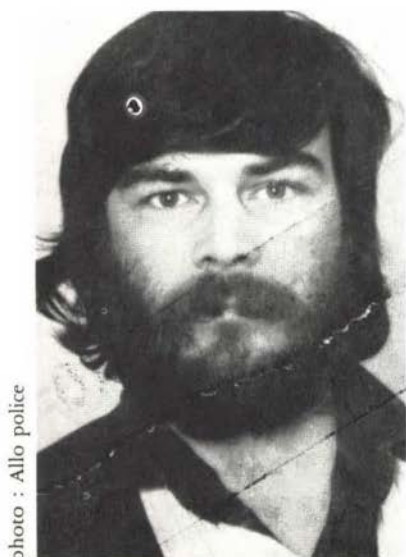


photo : Allo police

Pierre McDuff



— Le gros Dubois (. . .). De plus, il veut mettre la main sur mes affaires sans que . . .

Holliday ne termine pas sa phrase.

— Ah ! je sais bien, s'exclame Giguère.

— Tu sais ce que je veux dire.

— Oui ! d'ailleurs, le Gros m'a dit comme ça : si tu vois Holliday, j'aimerais que tu me le dises. À cela, j'ai répondu que je ne donnerais pas un gars pour rien alors que je refuse déjà de tuer pour \$50 000 ou \$100 000.

(. . .)

— Comme ça, il t'a demandé.

— Oui ! il a averti Bernard.

— Je sais !

— Puis André !

— Oui !

— Il a dit aussi : tu diras au gros Pierre McDuff<sup>29</sup> que ses jours sont comptés ; il est fini (. . .).

— En apprenant ça, McDuff est devenu blanc comme un drap.

— Ils sont puissants, tu sais ! (. . .). Ils sont puissants, mais ils n'ont rien à voir là-dedans.

(. . .)

— Comme il paraissait ne rien vouloir comprendre, je lui ai dit qu'il s'agissait d'une affaire de drogue<sup>30</sup>, du moins c'est ce que j'avais appris. Napo et Gilles<sup>31</sup> voulaient s'approprier un certain territoire, mais d'autres n'ont pas voulu . . . une histoire de fous (. . .). Le Gros a dit après cela en criant que tu faisais des histoires depuis trop longtemps.

— C'est Mercier qui lui a raconté ça ; depuis longtemps, il veut prendre en main le quartier. Qu'il le prenne le

29. Garde du corps de Johnny Holliday.

30. Le double meurtre de la brasserie Iberville.

31. Gilles Forget, seconde victime de la brasserie Iberville.

coin et qu'on n'en parle plus. Mais voilà ce qui arrive : Coco est un bon ami de Claude Dubeau et Claude Dubeau est un proche de Claude Dubois.

— Ah !

— Tu comprends maintenant ? (. . .). Il va s'en prendre à toi un jour !

— Quoi ?

— Il va s'en prendre à toi !

— Comment ça ?

— Si je quitte le coin.

— Pourquoi ?

— Parce qu'il sait que tu fais de bonnes affaires et il ne peut supporter ça.

(. . .)

— Mais je ne lui ai rien fait, s'indigne Giguère.

(. . .)

— Il y a un autre problème, lui répond Holliday en veine de confidences. Le gros Dubois savait que je faisais de l'argent avec la drogue.

— Ah ! c'est ça.

— Il voulait s'emparer de mon affaire (. . .). Je ne m'y suis pas opposé ; j'ai démenagé. Je me suis monté une autre affaire ailleurs. Je lui ai bien dit lors de notre rencontre que, même si je t'apercevais dans un restaurant situé de l'autre côté de la rue, il ne le saurait jamais (. . .). Je ne donne jamais personne, je ne veux pas faire tuer personne.

(. . .)

— Quand tu lui rendras visite, méfie-toi tout le temps.

— Bien sûr !

— Certains qui avaient accepté un rendez-vous (. . .) n'en sont jamais revenus (. . .) ça fait dix ans que je connais le gros Dubois. Je connais ses méthodes car je l'ai vu monter.

— Ah ! je le sais bien.

— Je l'ai vu travailler dans le centre-ville (. . .). Il n'était jamais présent. Je l'ai vu recruter Claude Dubeau et puis les autres.

— Ah ! oui, ah ! oui je le sais.

— Il est très fort, ajoute Holliday.

(. . .)

— Ne dis à personne où les gens peuvent te joindre, conseille Jean-Guy Giguère, inquiet de la tournure des événements.

— Non ! non !

— J'ai des amis en qui j'ai toujours eu une confiance aveugle. Pourtant, je ne leur donne pas mon adresse.

— C'est ça.

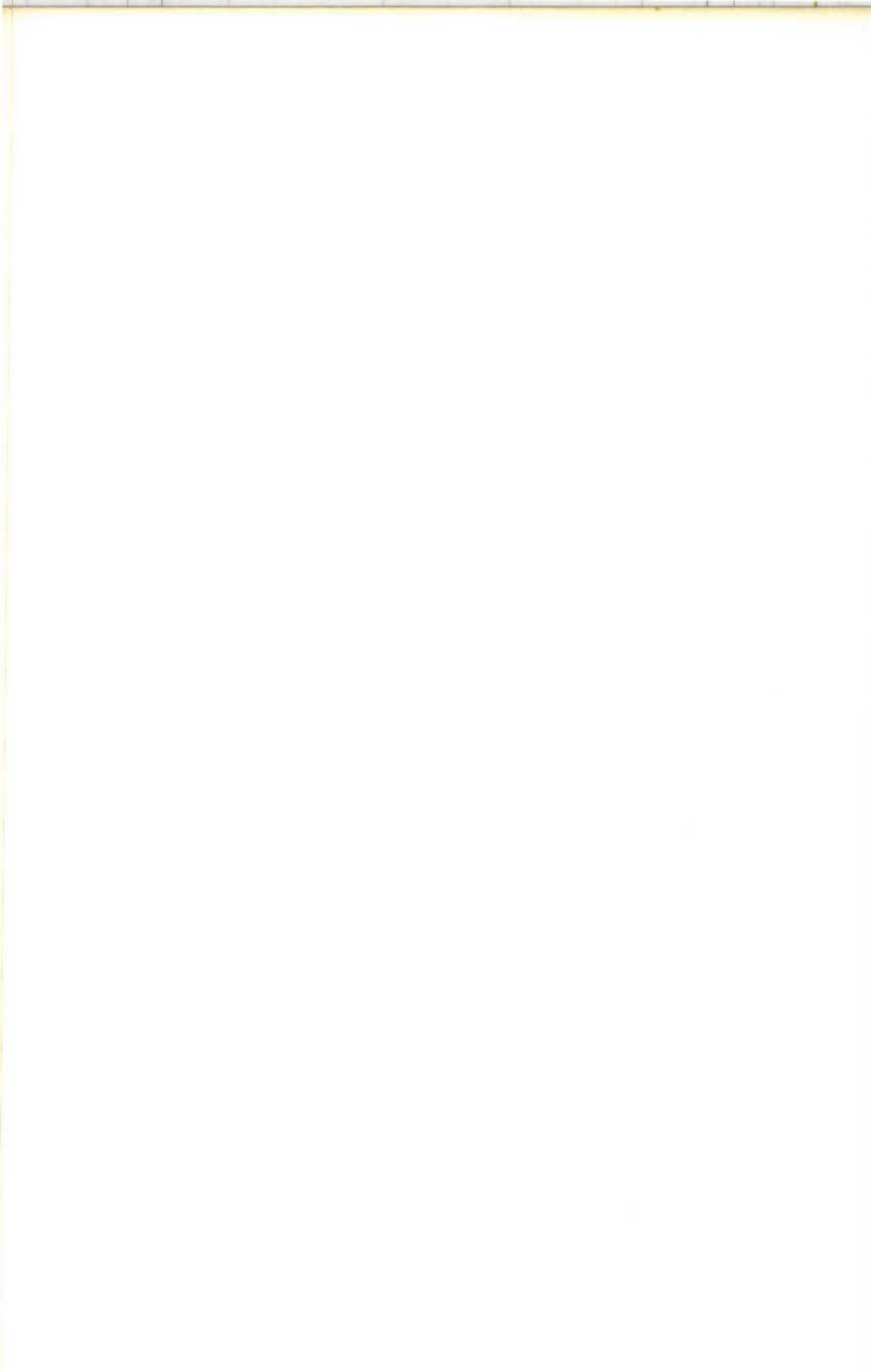
— Une fois, pour sauver leur vie, (. . .) ils pourraient trop parler.

— Je vais disparaître de la circulation.

— C'est ça !

— Je reviendrai dans six mois, un an peut-être.

— C'est ça, tu me fais plaisir (. . .) avec le temps, il y a bien des choses qui se tassent.





## 5. « Vous n'êtes pas soutenus par Violi, on le sait. »

26 juin 1969

L'homme est armé d'un couteau !

Claude Simard se garde bien de laisser voir sa peur. Il recule, mais des chaises renversées sur le sol pendant la bagarre forment un obstacle. Pris au piège, il cherche du regard un objet qui pourrait écarter la menace. L'arme brandie virevolte près de son visage. Il s'écarte. Une première fois, sans trop de mal, mais son adversaire revient à la charge et personne aux alentours ne songe à lui porter secours. Plutôt que de continuer à fuir, il marche résolument vers l'inconnu qui, surpris du geste, retraite à son tour. Dans sa hâte, il touche l'abdomen de Claude Simard.

Au Carafon, cabaret situé au 3963 est, rue Sainte-Catherine, le silence fait soudain place au tumulte. Chacun porte les yeux sur le blessé qui ne s'est pas encore relevé ; les plus hardis gagnent déjà la sortie. En marchant vers le téléphone, le barman fait fuir les derniers clients.

Transporté à l'hôpital Saint-Joseph de Rosemont, Claude Simard meurt douze jours plus tard. Les quotidiens parlent dès lors d'un meurtre, mais le médecin légiste nie vigoureusement le fait. Selon ses dires, le couteau n'aurait provoqué qu'une blessure sans gravité.

Le mystère plane sur cette affaire qui intrigue d'autant plus les observateurs de la scène policière qu'elle

concerne le président d'une agence de danseuses de la rue Sainte-Catherine. Fondée en juillet 1967, l'entreprise est en passe de s'accaparer d'un marché hautement lucratif en recrutant pour le compte des restaurants et des cabarets la plupart des effeuilleuses, des danseuses et des serveuses « aux seins nus ». Sur son lit de mort, Claude Simard avait incité son épouse, à poursuivre le travail déjà commencé ; il lui avait mentionné également l'existence d'une dette de \$500 contractée en 1964 envers Claude Dubois. Cette dette restait importante même s'il avait agi comme « collecteur » pour la Famille afin de se défaire de son emprunt plus rapidement.

Deux jours avant la sépulture, Claude Dubois rend visite au salon funéraire pour déposer au nom des siens une couronne de fleurs. Ginette Simard s'écarte des membres de sa famille pour venir remercier l'ami de son époux. L'homme a bien vite fait de dire toute sa sympathie ; profitant de l'occasion, il ne manque pas de faire état de la dette, puis le ton change, quand il apprend l'intention de la jeune femme de reprendre l'affaire.

Claude Dubois →

Ginette Simard    Paul Calcé

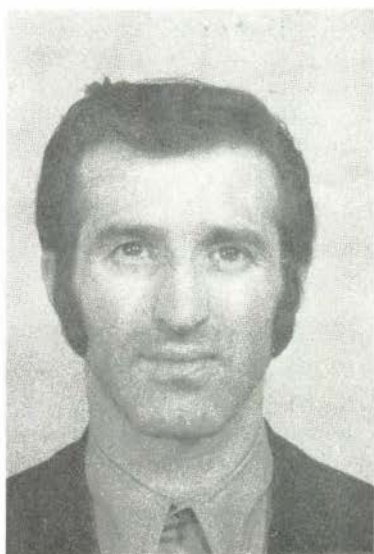


photo : Allo police





— Tu ferais mieux de ne pas trop travailler si tu ne veux pas finir dans une poubelle !<sup>32</sup>

Ginette Simard n'en continue pas moins le travail de son mari en collectant dans les bars en compagnie d'un de ses employés, Paul Calcé. Mais très tôt, elle mesure l'ampleur de sa tâche et sa situation par rapport aux forces en présence. Plutôt que de risquer sa vie plus longtemps, elle croit plus sage de céder l'agence aux bons soins de Claude Dubois, Robert Gendron et . . . Paul Calcé. Elle le fait d'autant plus volontiers que le plus important des trois hommes lui a promis le versement d'une rente de \$75 par semaine pour les enfants du défunt.

La nouvelle équipe dirigeante entreprend une vigoureuse réorientation de l'entreprise qui se scinde en deux sociétés : l'agence théâtrale Paul Calcé, spécialisée dans le recrutement des effeuilleuses avec à sa tête Paul Calcé et Raymond Duclos ; la seconde, l'agence Paul et Robert, s'intéresse aux danseuses et aux serveuses aux seins nus. Les « patrons » en sont Paul Calcé et Robert Gendron<sup>33</sup>. Claude Dubois reçoit à titre d'employé des deux nouvelles sociétés un salaire hebdomadaire de \$200. Il s'occupe de relations publiques.

Sous leur impulsion, « l'affaire » connaît un essor considérable, bien plus que ne pouvait l'espérer son fondateur, Claude Simard. Les deux sociétés s'emparent du marché : elles contrôlent plus de 90 pour cent des jeunes stripteaseuses et serveuses. Cette croissance toutefois n'a été possible que grâce à l'emploi de méthodes jugées non orthodoxes. L'intimidation fait place à la persuasion ; les coups, aux discussions orageuses avec un personnel souvent en passe de se rebeller. Au chapitre des conditions d'embauche, l'âge des candidates importe peu.

Ainsi, une adolescente<sup>34</sup> âgée seulement de 16 ans trouve-t-elle bon accueil au 254 est, rue Sainte-Catherine;

32. Témoignage de Ginette Simard devant la Commission d'enquête sur le crime organisé.

33. Selon des témoignages entendus lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

34. Témoin entendu lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.



sur la recommandation d'un ami rencontré à la discothèque La Grande.

Robert Gendron reçoit la nouvelle venue ; ses questions se limitent à une seule demande : son prénom. Immédiatement acceptée dans les rangs de l'agence, elle occupe le soir même un emploi de serveuse « aux seins nus » dans un cabaret situé au 321, rue Sainte-Catherine. Ses revenus hebdomadaires varient entre \$350 et \$400 ; à Forestville, pour une seule semaine de spectacles, elle encaisse \$1 500.

D'aventure en aventure, l'adolescente se laisse entraîner dans divers trafics : pornographie, trafic de drogue, délation des clients aux poches bourrées d'argent, mais elle se refuse toujours à la prostitution, en dépit de pressantes invitations. Son travail, comme celui de nombreuses autres jeunes femmes, procure des revenus substantiels aux propriétaires des deux agences qui prélèvent 10 pour cent de ses gains, tout en exigeant la même somme du propriétaire du cabaret ou du restaurant.

Paolo Violi    Jos DiMaulo



Les fondateurs de la nouvelle agence Honest John, Jacques Lemieux et Gérard Mayer<sup>35</sup>, innovent en se refusant à prendre la moindre part du salaire des danseuses ou des effeuilleuses. Ils se contentent également de réclamer entre \$15 et \$20 aux employeurs des jeunes femmes. Au chapitre des relations de travail, la société se fait un point d'honneur de veiller aux intérêts de ses protégées. Elle ne craint pas de rappeler à l'ordre un tenancier peu exigeant sur la tenue et le comportement de sa clientèle.

Honest John acquiert rapidement dans le milieu la réputation de sérieux qui la caractérise ; elle exerce dès lors une force d'attraction sur le personnel des agences Paul Calcé et Paul et Robert. Le départ de Madame Denise Adam<sup>36</sup>, pivot des deux sociétés, qui se joint à la nouvelle agence, aggrave la tension existant entre les concurrents. Des menaces verbales, on en vient aux actes.

Des durs à cuire envahissent les locaux du Honest John pour refroidir l'ardeur des nouveaux venus. Pour appuyer la demande de Paul Calcé qui exige 50 pour cent

---

35. Témoins entendus lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

36. Témoin entendu lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.



photo : Allo police

Frank Cotroni

des recettes, les hommes de main s'en prennent à un employé qu'ils croient être Gérard Mayer et font feu à deux reprises en direction de Madame Adam.

En présence de . . . Jos DiMaulo<sup>37</sup>, une rencontre se déroule peu après dans les locaux de Késpec — nouveau nom de l'agence Paul Calcé — entre les patrons du Honest John et Claude Dubois. Ce dernier déclare dès les premières minutes de la réunion :

— Vous n'êtes pas soutenus par Violi<sup>38</sup> on le sait ; on s'est renseigné. On a dîné avec lui ce midi. Et vous êtes mieux de rester tranquille . . .

---

37. D'après la police, Jos DiMaulo aurait succédé à Frank Cotroni à la tête d'une cellule de la mafia montréalaise. Il a quitté le Canada pour les États-Unis peu avant les audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé traitant des activités du clan des Italiens, à l'automne 1975.

38. Paulo Violi a été identifié devant la Commission d'enquête sur le crime organisé comme le parrain de la mafia à Montréal.





## 6. « Ce sera \$25 d'intérêt par jour. »

La plupart des bandes de durs à cuire qui se partagent la métropole contrôlent à leur gré sur leur territoire le prêt usuraire, les loteries clandestines, la prostitution et la protection des bars et des tavernes ; le trafic de la drogue toutefois fait exception à la règle, en raison de l'importance des ressources financières — paiement comptant — et des « relations d'affaires » — sources d'approvisionnement — qu'il exige. Peu de gangs offrent suffisamment de garantie pour s'assurer la haute main sur ce commerce lucratif. Aux premières heures de l'ascension de la Famille<sup>39</sup>, les garçons de table dans les cabarets et les tavernes obtenus « sur le bras »<sup>40</sup> sont mis à contribution ; ils se font des « extra » en écoulant la marchandise : \$0.20 de ristourne pour la vente d'un joint<sup>41</sup> ; \$0.10, pour une capsule de *speed*<sup>42</sup> ; \$0.50, pour un sachet de mescaline. Des vendeurs, choisis parmi les « serins » ou les employées des agences de danseuses aux seins nus ou d'effeuilleuses, leur succèdent bientôt dans « la vente au détail ». Le groupe des motards de Saint-Henri, les Mercenaires, prête également son concours aux Dubois en recrutant de jeunes vendeurs, chaque motard étant à la tête d'un réseau de 10 ou 15 adolescents.

39. Selon des témoignages recueillis lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

40. Établissements obtenus grâce à l'intimidation ou à la violence.

41. Cigarette de marijuana.

42. Métamphétamine.

Les vendeurs disposent de marijuana, de comprimés de haschisch, de cocaïne, de métamphétamine et de mescaline. Toutefois, la marchandise laisse à désirer. Sachant par exemple que le L.S.D. a très mauvaise réputation auprès des usagers de la drogue, les pourvoyeurs ont converti le produit en mescaline . . . en ajoutant un peu de chocolat pour lui donner sa couleur caractéristique ; cela n'en demeure pas moins du L.S.D. nettement à déconseiller. Comme il n'y a aucun contrôle dans la production des capsules, préparées dans les laboratoires clandestins, il s'y glisse parfois des substances toxiques telles qu'arsenic, strychnine, etc.

Les profits sont ainsi considérables. À titre d'exemple, une livre de marijuana importée du Mexique et payée \$50 donne 25 onces revendues \$25 l'once soit \$625 la livre.

En dépit des revenus encaissés, les vendeurs sont assez mal payés ; souvent, ils doivent même emprunter pour rembourser le fruit de leurs achats hebdomadaires. S'ils songent à prendre « leur retraite » ou négligent de rendre des comptes, une escouade de durs à cuire intervient pour ramener le récalcitrant à de meilleurs sentiments.

photo : Allo police



Adrien Dubois

Juin 1971

Quand il s'introduit dans le cercle étroit des intimes d'Adrien Dubois pour jouer une partie de billard, Douglas Fisher<sup>43</sup> un étudiant anglophone âgé d'une vingtaine d'années, ignore tout des dessous du trafic de la drogue. Le nom même de son adversaire n'éveille en lui aucun écho familial. Sa tenue, celle de ses amis, le langage qu'ils tiennent, les identifient à la jeunesse dorée qui hante, après les cours, les coins sordides à la mode sur le campus.

Les joueurs semblent d'égale force ; les esprits s'échauffent à la fin d'une première partie où chacun croit pouvoir faire mieux à la seconde. À preuve, ils décident tous deux de corser le jeu en ouvrant les paris. Dès la reprise, Adrien Dubois se métamorphose en joueur expérimenté, ruse bien connue pour dépouiller les naïfs. Sa technique est sans faille, ses coups, portés avec une habileté consommée. Devant une aussi évidente supériorité, l'étudiant s'avoue vaincu, bien qu'ignorant encore comment il s'acquittera d'une dette de jeu de \$50.

Le vainqueur, loin de se mettre en colère à l'aveu de l'infortuné, témoigne d'une grande magnanimité. À mots couverts, il lui propose de résoudre tous ses problèmes en vendant de la drogue. L'offre est alléchante ; l'étudiant pourrait ainsi payer sa dette tout en arrondissant ses fins de mois. Faisant taire ses dernières craintes, il accepte finalement la proposition. Mais l'enthousiasme de ses débuts cède bientôt la place à la plus noire déception. Les risques du métier de vendeur de drogue sont élevés en raison de la lutte impitoyable que mènent aux trafiquants les divers corps policiers. Il lui faut vivre désormais dans la crainte perpétuelle de voir son avenir compromis à tout jamais, tension que le jeune homme n'arrive pas à supporter, d'autant plus que se sont évanouis ses espoirs de faire une fortune rapide. C'est à peine s'il peut joindre les deux bouts avec ce que lui rapporte la vente de la drogue et sa dette s'élève maintenant à \$400.

---

43. Nom fictif d'un témoin entendu au cours des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

Au moment où il annonce son intention de quitter les rangs de l'organisation, Adrien Dubois se montre moins conciliant qu'à leur première rencontre.

— Ça sera \$25 par jour d'intérêt !

L'argument suffit à convaincre le jeune homme de reporter sa décision. Seconde tentative, quelques mois plus tard. Le garçon interrompt la vente et cherche à se faire oublier. Adrien Dubois, Gilles Saint-Onge, Pierre Thibodeau et Claude Loranger<sup>44</sup> qui ont pris place dans une automobile le retrouvent un soir à l'angle des rues Sainte-Catherine et Atwater. On l'assaille en pleine rue, on le jette contre son gré dans l'automobile pour le conduire dans une discothèque du centre-ville où on l'attache à une chaise.

Une foule nombreuse se presse à l'intérieur de l'établissement, mais cela n'empêche pas les quatre hommes de frapper leur victime au visage pendant... cinq heures. Les coups ne suffisent pas : un des hommes de main d'Adrien Dubois maintient ouverte la bouche du transfuge pour permettre à un complice d'y engouffrer des cigarettes, des pilules et de la drogue. La victime de ces sévices obtient sa liberté contre la promesse formelle de rembourser non plus \$400, mais \$800.

---

44. Ces deux derniers sont considérés par la police comme des proches d'Adrien Dubois.



Pierre Thibodeau



13 novembre 1974

La conquête du centre-ville de Montréal aux dépens du clan des Italiens permet à la Famille d'étendre son réseau de distribution de drogue dont une ramification atteint même la ville de Hull<sup>45</sup>.

Cette percée en province suit de peu la découverte d'un cadavre dénudé, enseveli sous deux pieds de terre dans un sous-bois de Touraine, municipalité située dans la banlieue de Hull.

Grâce aux empreintes digitales, les policiers identifient rapidement la victime comme étant Conrad Carré, 24 ans, un jeune chômeur marié et père d'un enfant. L'autopsie révèle d'autre part qu'il a subi une double fracture de la boîte crânienne, en plus d'une rupture du lobe central du foie. « Battu à mort », du moins est-ce là l'avis du médecin légiste qui témoigne à l'enquête du coroner tenue peu après la découverte du corps. Parmi les témoins importants, un individu retient particulièrement

45. Selon des témoignages recueillis lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

Jean-Claude Lesage



Maurice Dubois

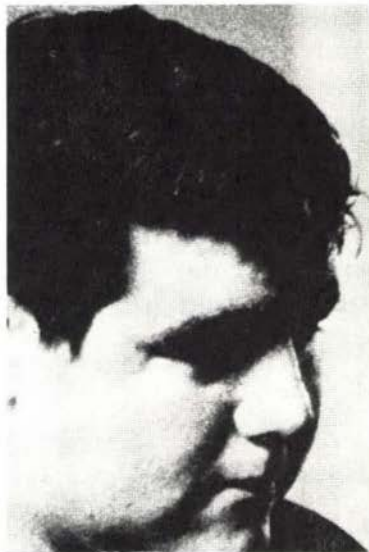


photo : Allo police

l'attention. Le soir du meurtre, il a été vu avec la victime en compagnie de Conrad Saint-Jean et de sa concubine, Denise Gagnon-Payne. L'homme, Jean-Claude Lesage, âgé de 31 ans, fréquente assidûment les frères Dubois.

L'individu agit à titre de conseiller technique auprès du réseau de Claude Marinier<sup>46</sup> qui s'approvisionne dans la métropole. Ce dernier, pour joindre Lesage, appelle au bar Les Copains, centre névralgique de la Famille devenu avec les années le quartier général d'Adrien Dubois. Le 18 février 1974, un certain Guy demande à parler à un individu prénommé Jules.

— Jules est pas ici ! lui répond un garçon de table.

— Moineau ?<sup>47</sup>

— Non plus !

— Adrien ?

— Lui non plus !

— Et Maurice ?

Comme Maurice Dubois est présent à la taverne, le mystérieux correspondant peut confier ses difficultés présentes à la Famille.

— Mon gars ne veut pas faire cette transaction en quatre étapes. Il veut faire tout d'un coup, c'est plus pratique pour lui.

Le lendemain de cette conversation<sup>48</sup>, un entretien entre Jean-Claude Lesage et Claude Marinier éclaire les propos sibyllins du dénommé Guy. Une importante transaction de haschisch est en cours. Un certain Ti-Guy impose comme règle aux trafiquants la remise en quatre versements de l'argent — \$5 000 — contre la quantité équivalente de drogue.

— Mais les autres veulent voir l'argent avant, déclare Marinier.

---

46. Une vingtaine de vendeurs.

47. Surnom de Claude Legault, à ne pas confondre avec Roger Létourneau qui porte le même surnom.

48. Conversation interceptée par la police et dont la transcription a été déposée lors de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

— Ne t'inquiète pas, rétorque Jean-Claude Lesage. Les acheteurs sont fiables. Y a pas de danger ; nous autres, on va se rendre responsables, Claude et moi.

À Hull comme à Montréal, la Famille ne supporte guère la concurrence. Les vendeurs et les distributeurs indépendants ne sont pas tolérés et ceux qui tentent leur chance sont sévèrement mis à leur place suivant des procédés d'une cruauté inouïe<sup>49</sup>. Un quartier proche du centre-ville de Montréal, le carré Saint-Louis, échappe pourtant à leur contrôle. Le groupe des motards, les *Devil's Disciples*, venus de l'est de la ville, y ont établi un avant-poste. Refuge de la gent hippy montréalaise, l'endroit regorge d'habitues aux poches généralement bien garnies.

L'achat de la taverne de Montréal par un individu proche des *Devil's Disciples* déclenche les hostilités entre les deux groupes. La Famille délègue en guise d'émissaires les deux frères Lavoie, Claude Dubeau ainsi que d'autres durs à cuire. L'escouade est accueillie à coups de bâtons de baseball.

49. Selon un témoignage entendu lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

Carol Lavoie    Donald Lavoie





Cette première bataille ne devait pas être la dernière ; une longue série d'attentats inexploqués contre les membres du groupe de motards succède à la déroute des hommes de main du clan des Dubois jusqu'à la défaite complète des *Devil's Disciples* qui se replient vers l'est. Le travail des envahisseurs s'est trouvé grandement facilité par la lutte que se livrent deux factions au sein de la puissante formation de motards.

Cette guerre intestine oppose le président des *Devil's Disciples*, Claude Ellefsen, à son héritier présomptif, Pierre Saint-Jean.

La mort fauche en premier lieu des hommes de second plan, puis le 20 mars 1975, Ellefsen, en compagnie de Pierre McDuff, âgé de 32 ans, et de Suzanne Pate-naude, âgée d'une vingtaine d'années, échappe de justesse à un attentat à la bombe perpétré dans un chalet de Piedmont, dans les Laurentides.

Le mercredi 23 avril, c'est au tour du vice-président du clan, Gilles Auger, 27 ans, d'être la cible des tueurs. Un engin meurtrier explose dans sa luxueuse Cadillac stationnée rue Boyce, dans l'est de Montréal. La déflagration le rejette loin de son automobile, ce qui lui vaut d'être sauf.

Trois jours plus tard toutefois, le clan Ellefsen perd l'un de ses plus importants distributeurs. Le cadavre de Claude Brabant, âgé de 38 ans, est découvert dans un terrain boisé de la réserve amérindienne de Caughnawaga, à une dizaine de milles de Montréal.

Le mardi 29 avril, des enfants découvrent dans un égout qui passe sous l'entrée de la cour d'une résidence privée située au 488, rue Saint-François, à Blainville, une bombe d'origine artisanale. L'engin est constitué de six bâtons de dynamite et de 32 onces de nitroglycérine reliés à une batterie de 12 volts. Le propriétaire des lieux se nomme José Martindale, ex-président des *Devil's Disciples*.

Quelques jours après l'attentat raté contre Martindale, la police repêche des eaux du fleuve Saint-Laurent le cadavre putréfié d'un certain Réal Girard. L'état du corps est tel que le médecin légiste ne peut



établir la cause du décès. Les enquêteurs avancent l'hypothèse d'un règlement de compte ; l'homme était membre du groupe des motards.

Au début de juin, Ginette Pelletier, concubine de Guy Filion<sup>50</sup>, tombe sous les balles de tueurs inconnus à son arrivée à sa demeure de Sainte-Monique, dans la banlieue de la métropole. Filion, cible des suspects, a ainsi la vie sauve.

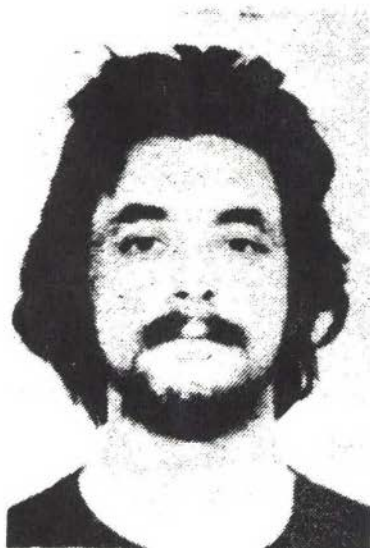
En cet été brûlant, la guerre entre les deux factions atteint son point culminant. Ellefsen prend le maquis pour échapper aux tueurs lancés à ses trousses comme il l'annonçait à son ami Jean-Guy Giguère.

Pierre Saint-Jean, dit Napo, et son proche collaborateur, Gilles Forget, font preuve de moins de sagesse ; ils dirigent les opérations de la brasserie d'Iberville située au 5195, rue d'Iberville, un rendez-vous de motards. Le 12 juin au matin, ils rencontrent un émissaire pour tenter de négocier la fin des hostilités. Au moment où ils croient l'affaire conclue, des hommes assis à une table voisine brandissent des armes. Une fusillade éclate et laisse peu

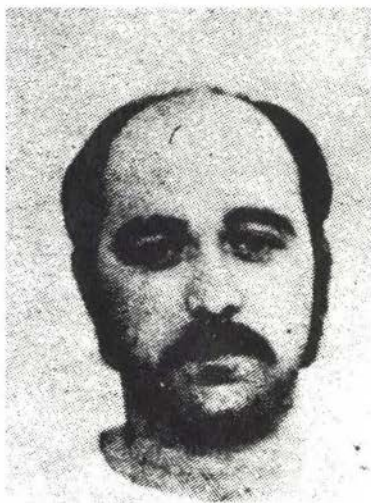
---

50. Un des leaders du groupe des dissidents.

Gilles Forget



Pierre Saint-Jean



de chances à Forget et à Napo. Percés de toutes parts, ils s'écroulent sur le sol, sans même avoir pu toucher un revolver allemand de calibre 9 mm placé entre eux.

Cette fois, les individus soupçonnés de ce double meurtre n'ont plus rien à voir directement avec le gang de motards. Il s'agit de Michel Blass, frère du « pistolero » Richard Blass surnommé *The Cat*<sup>51</sup>, d'Armand Auger, Raynald Proulx et Jean-Paul Mathurin, un employé de la brasserie d'Iberville. Les agents du Bureau des enquêtes criminelles appréhendent les quatre suspects, tandis que les journalistes se livrent à divers commentaires.

« En scrutant dans nos dossiers, écrit le journal *Allo Police* du 22 juin 1975, on y voit qu'un certain Jean-Guy Giguère, 34 ans, a été victime d'un attentat à la bombe le 2 avril. L'engin télécommandé a pu être détecté avant qu'il n'explose . . . Quelques heures plus tard, Giguère comparaisait à Valleyfield pour être condamné à trois

---

51. Soupçonné du meurtre de 13 personnes au cabaret le Gargantua, massacre perpétré le 21 janvier 1975, Richard Blass tombe sous les balles d'une brigade de choc de la police, quatre jours plus tard, dans un chalet de Val-David. Pas moins de 26 balles ont atteint celui qu'on tenait pour un maître de l'évasion.

photo : Pierre LaSalle

Richard Blass, au moment d'une de ses nombreuses arrestations



mois de prison et à une amende de \$2 000 pour un vol de bijoux. Il était alors en compagnie d'un certain Armand Auger, lui-même condamné à trois mois de prison . . . Or c'est ce même Auger qu'on retrouve aujourd'hui soupçonné du double meurtre (. . .). Un de ses présumés complices, Mathurin, serait employé dans cet établissement alors que Jean-Guy Giguère aurait la « concession » des repas dans ce même établissement. Quant à Michel Blass, il semblerait qu'il ait été vu fort souvent en compagnie de Giguère et d'Auger au cours des derniers mois . . . »

Loin de mettre un terme à la guerre d'extermination à laquelle se livrent depuis plus d'un an les rares survivants des *Devil's Disciples*, le meurtre de Forget et de Saint-Jean déclenche une recrudescence d'attentats.

Joseph Minotti, âgé de 20 ans, trouve la mort à sa sortie du J.-J. Pub situé au 3270 ouest, rue Jean-Talon, dans le nord-est de Montréal. Le 27 juillet, on retrouve en bordure de la nouvelle autoroute 640, à Lachenaie, le corps d'Yvon Saint-Pierre, 20 ans, compagnon de chambre de Minotti. Le 31 au matin, devant sa demeure à l'est de la rue Sherbrooke, Pierre McDuff, le bras droit de

Raymond Dubois      Michel Blass



photo : Allo police

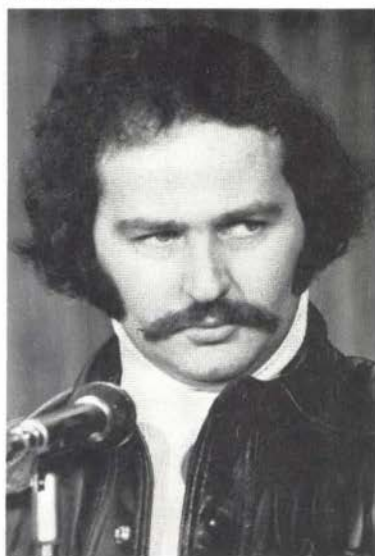
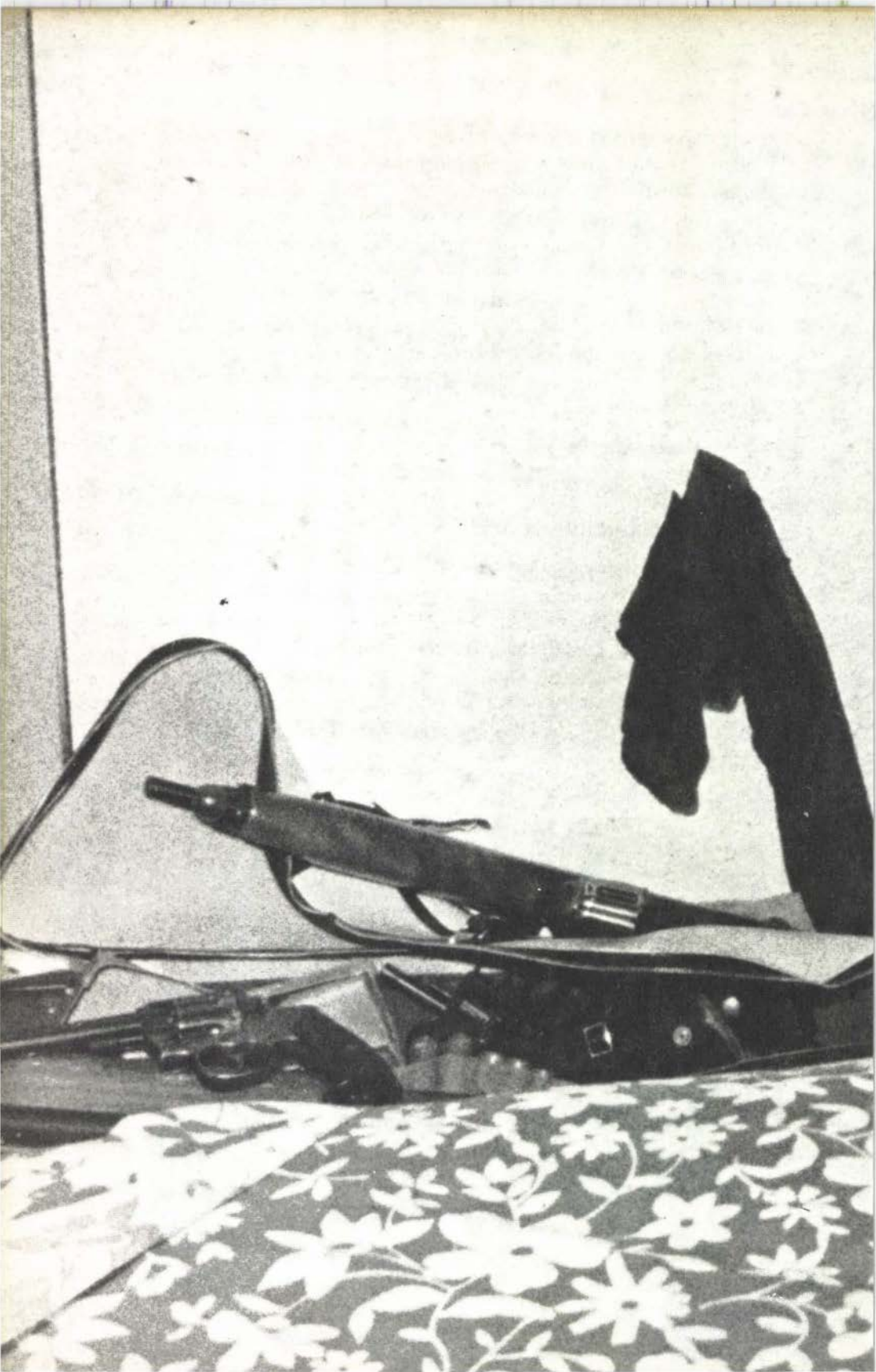


photo : Pierre Lasalle









Claude Ellefsen, reçoit une décharge mortelle de fusil en plein visage.

À tous ces meurtres perpétrés à quelques jours d'intervalle s'ajoute celui de Jean-Guy Giguère<sup>52</sup>, tué d'une balle de gros calibre à quelques pas de son repaire secret de Saint-Léonard, le 23 août.

« D'où originait le coup, écrit *Allo Police* dans son édition du 7 septembre 1975, d'un des deux clans des *Devil's Disciples*, l'un voulant venger le double meurtre de la brasserie d'Iberville, l'autre n'ayant pas aimé que Giguère en refuse l'exécution ? De son gang rival de toujours, au Petit Ritz ? Ou encore, de ceux qui sont indirectement en train de devenir les rois de Montréal à travers toutes ces rivalités de gang, une famille célèbre de l'ouest ? »

---

52. À la suite de ce meurtre, Roland Giguère, frère de la victime, jure de venger cette mort. Pour ce faire, il devient indicateur de la police. Sa carrière sera de courte durée puisque le 9 août 1976, il tombe sous les balles de trois tueurs à la taverne Fleury.



Richard Blass abattu par la police  
à Val-David  
photo : Pierre Lasalle

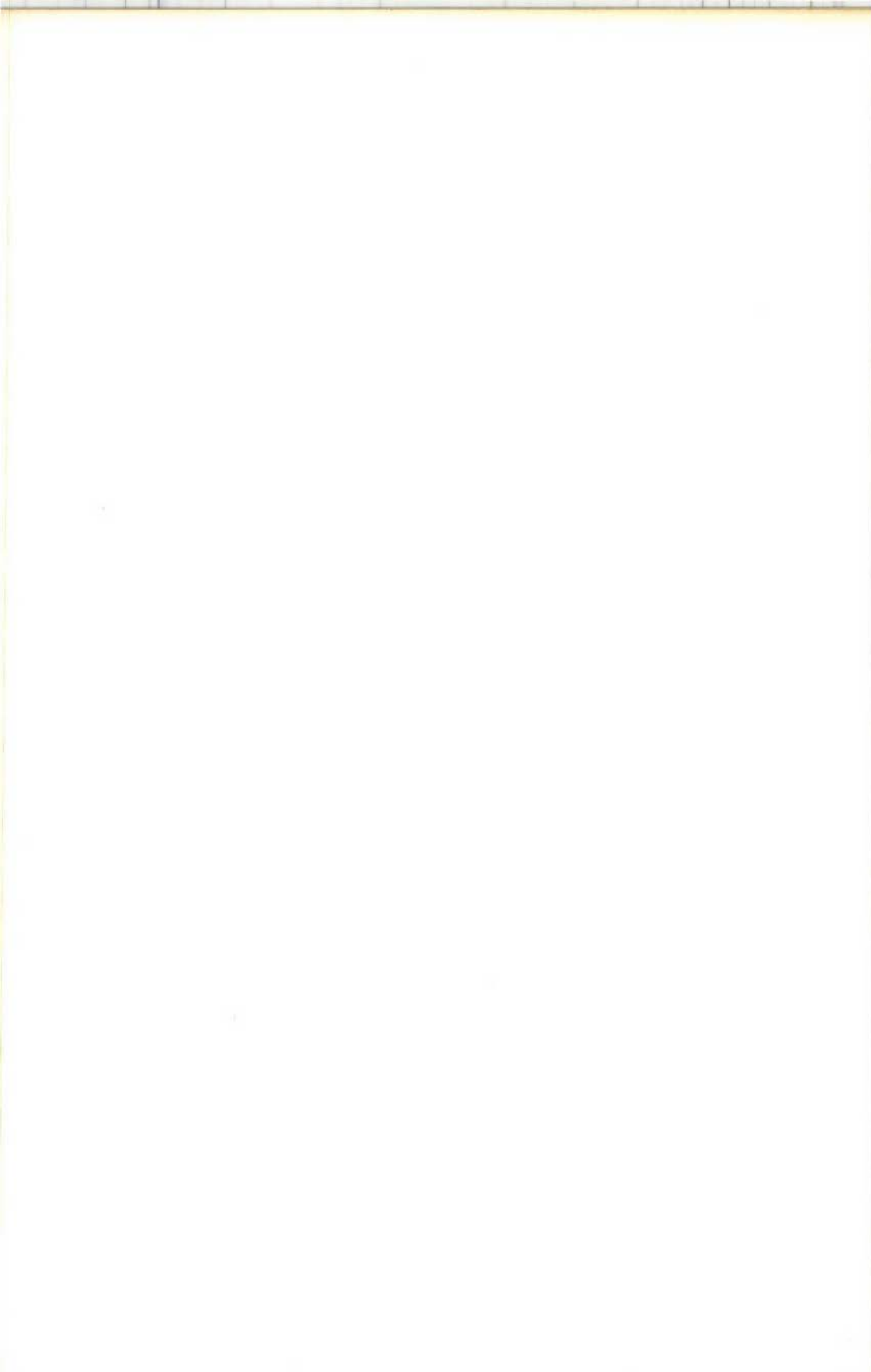


photo: Journal de Montréal

Jean-Guy Giguère

TROISIÈME PARTIE

**LA GUERRE  
DE L'OUEST**





# 1. « Je vais le tuer, le chien sale. »

3 août 1974

À la brasserie Michael, devant une bière qu'il n'a pas encore touchée, Ti-Cul Ratté<sup>1</sup> rumine sa colère contre Réal Lépine. La drogue prise quelques minutes avant son entrée dans l'établissement paralyse son esprit, alimentant sa haine que la frustration a transformée en désir obsessionnel de meurtre.

— Je vais le tuer, le chien sale ! répète-t-il inlassablement devant son compagnon, Pierre McSween.

1. De son vrai nom, Gérald Ratté. Au dire de ses proches, il serait devenu narcomane par suite de traitements à l'hôpital pour ses blessures subies au cours d'un combat.

Gérald Ratté    Gérald Ratté, avant son accident.



Depuis cet accident survenu lors d'un combat de boxe, Gérald Ratté a toujours servi fidèlement le Bon-homme<sup>2</sup>, se chargeant en son nom de la perception des mauvaises créances. Toutefois, il fait grand usage de la drogue, ce qui lui a valu la défaveur de son employeur. Réal Lépine lui interdit même l'accès du Caraquet, son quartier général, sous prétexte qu'il distribue des narcotiques de provenance douteuse.

— Le chien sale !

L'impuissance augmente la colère du jeune homme ; que faire contre un homme fortement protégé, qui règne en maître presque absolu sur tout le territoire situé à l'est de la rue Atwater, dans le sud-ouest de Montréal. Ex-Monsieur Canada, Réal Lépine n'est pas une proie facile. Son travail de garçon de table et d'homme de main dans les cabarets lui a permis d'acquérir un club de nuit et de recruter quelques durs à cuire pour l'exécution de ses moindres désirs. Au cours des années, il a pu ainsi se rendre maître par la menace et la violence des plus importants cabarets et tavernes de son secteur où il se livre en toute impunité à la pratique du prêt usuraire.

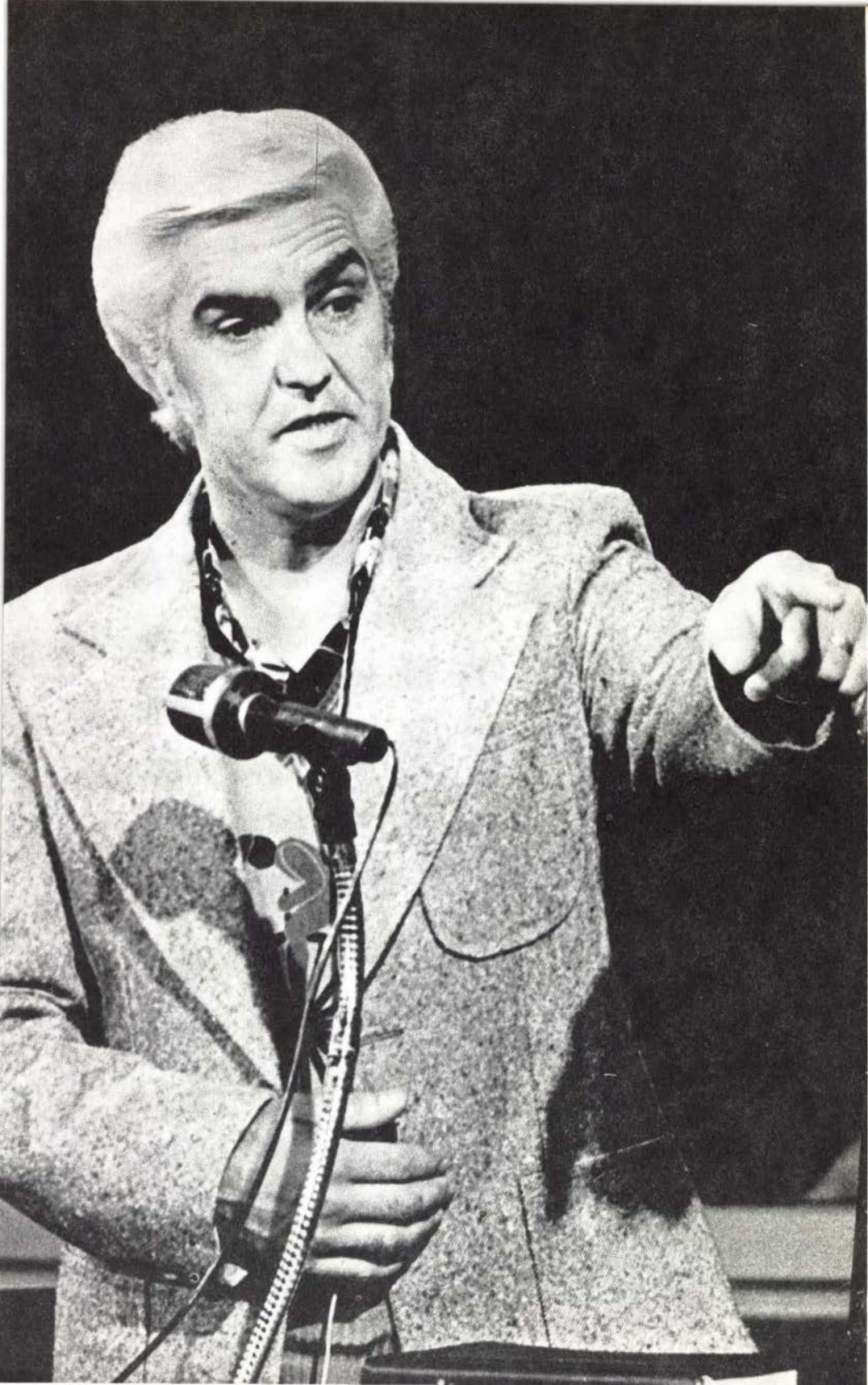
---

2. Surnom de Réal Lépine.

Pierre McSween →



photo : Allo police





Ce racket, baptisé la *charlotte*<sup>3</sup> fonctionne grâce au concours des garçons de table qui rabattent la clientèle vers les prêteurs de l'organisation ; aux prêteurs s'ajoute une escouade de « bras »<sup>4</sup>, nom donné aux percepteurs. L'argent prêté provient, pour une grande part, des revenus de loteries clandestines truquées ; l'intérêt consenti est égal à 800 pour cent par année, sans compter les amendes pour les retards de paiement. La plupart des victimes de ce racket se contentent d'ailleurs d'acquitter les amendes, reportant d'année en année le paiement du capital et des intérêts. Le montant des créances que détient Réal Lépine en août 1974 dépasse \$50 000.

En dépit de sa puissance, le Bonhomme demeure assujéti à l'autorité de la Famille<sup>5</sup>, ce qu'ignorent ses proches collaborateurs. Le trafic de la drogue sur son territoire, par exemple, échappe totalement à son contrôle. Réal Lépine n'en a cure, préférant à ce « commerce » périlleux l'organisation des loteries clandestines et le prêt usuraire.

---

3. Déformation de *shylock*.

4. Terme argotique pour désigner un dur à cuire.

5. Témoignage entendu lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.



Réal Lépine



L'arrivée à la brasserie Michael de Roger Fontaine, dit Fon-Fon<sup>6</sup> interrompt le soliloque de Ti-Cul Ratté qui s'empresse de faire bon accueil à son ami ; McSween se livre à une même démonstration d'amitié sans toutefois se départir de son flegme légendaire. À l'invitation des deux hommes, le nouveau venu prend place à la table parsemée de verres vides. La récente disgrâce de Ratté vient aussitôt sur le tapis. Fontaine prête une oreille attentive au récit des déboires de l'ex-boxeur ; il se dit même prêt à l'aider dans ses projets de vengeance.

Regaillardi par ce témoignage d'amitié, Gérard Ratté se propose de tenter le coup sans plus attendre. La perspective de toucher une part de la prime de \$2 000 offerte à quiconque exécutera Réal Lépine renforce sa conviction d'agir le soir même. Ainsi, peu avant minuit, le trio fait voile vers le quartier général du Bonhomme.

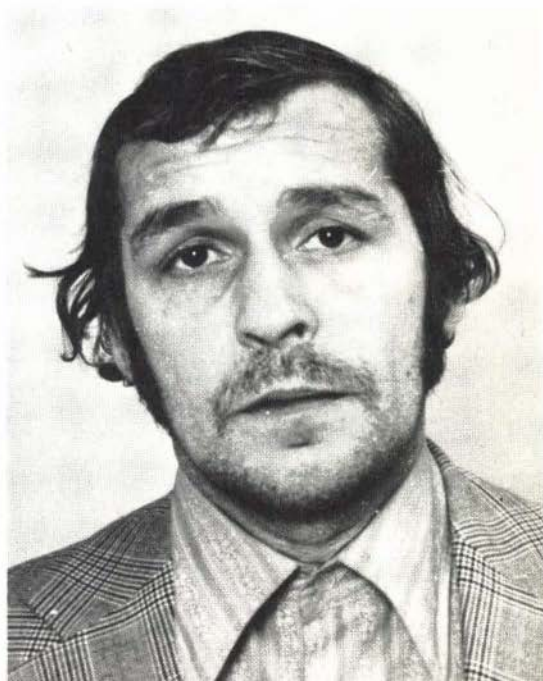
4 août 1974

Le Caraquet est situé au deuxième étage d'un immeuble promis aux pics des démolisseurs. La perspective d'une prochaine expropriation incite Réal Lépine à la

---

6. Tenu pour le leader du gang de Pointe-Saint-Charles, quartier situé dans le secteur sud-ouest de Montréal. Cette bande, au dire d'un témoin de la Commission d'enquête sur le crime organisé, est inféodée à la Famille.

Roger Fontaine



prudence, tout incident dans l'établissement pouvant conduire au retrait de son permis d'alcool. En dépit d'instructions sévères données à tous les habitués, une violente bagarre éclate au Caraquet peu après minuit, le 4 août. Marcel Paradis sort vainqueur de la confrontation avec un client de passage, mais ce manquement à la règle ne restera pas longtemps impuni puisque le barman a tiré du lit le Bonhomme.

Pour Réal Lépine, les amis comptent peu en regard des affaires. Il pénètre dans le cabaret en coup de vent, vouant à l'enfer celui qui a osé enfreindre ses ordres. Ti-Cul Ratté, assis à une table en compagnie de Roger Fontaine et de Pierre McSween, assiste à l'irruption intempestive du Bonhomme.

— S'il frappe Marcel, chuchote Ratté, je tire . . .

Tout rentre dans l'ordre pourtant, après un vif échange entre Lépine et Paradis. Les conversations aux tables reprennent après cette courte interruption jusqu'à une heure avancée de la nuit ; puis par groupes de deux ou trois, les clients vident la place.

— Ça va être bientôt le moment, dit un des trois hommes, heureux de constater l'absence des gardes du



Marcel Paradis

corps du Bonhomme qui casse la croûte en présence de son principal lieutenant, Jacques McSween<sup>7</sup>. Ce dernier surprend les regards qu'échangent les trois hommes ; il se dirige vers leur table pour ordonner à son frère de vider les lieux.

— Il vaut mieux que tu partes, recommande-t-il à Pierre, mais Fontaine et Ratté insistent pour qu'il demeure en leur compagnie. Jacques n'ignore plus rien de leur projet. L'hésitation se lit dans ses yeux. Craignant une trahison de sa part, le trio se rend à la salle des toilettes où il tient un conciliabule. À cause de la présence de son frère, Pierre McSween refuse désormais de passer aux actes, mais il promet d'observer la plus stricte neutralité.

— Alors, passe-moi ton revolver si c'est comme ça, ordonne Gérard Ratté qui s'empare de l'arme, un calibre 25. Tu ne pourras pas t'en servir contre nous quand le moment sera venu.

La défection de Pierre McSween ne modifie en rien les projets de ses complices. Dissimulés dans l'entrée du cabaret, ils guettent anxieusement leur proie qui termine son repas en toute quiétude. Fontaine, armé d'un calibre

---

7. Frère de Pierre McSween.



Roger Létourneau







32, et Ratté, en possession d'un 25, font mine de tirer, mais Lépine s'est levé en repoussant son assiette pour aller prendre place devant le poste de télévision.

Aussitôt les tueurs passent à l'action. Huit coups de feu. Le Bonhomme est atteint mortellement à la tête. Son corps s'affaisse dans sa chaise comme s'il cherchait une position plus confortable, puis ne donne plus signe de vie. Des éclats de cervelle ont éclaboussé la table où Jacques McSween poursuivait son repas. Ébahi, il contemple le cadavre, sans un regard pour les meurtriers et leur complice qui se séparent à la sortie du cabaret.

Peu après 11 heures du matin, Pierre McSween rejoint Ti-Cul Ratté à son repaire de la rue Paxton. Les deux hommes s'y sont donné rendez-vous quelques heures plus tôt pour le partage des \$2 000. En lui remettant son revolver que s'empresse de refuser McSween, Ratté propose d'abattre l'unique témoin de l'assassinat.

← Le cadavre de Réal Lépine

photo : Pierre Lasalle

Jacques McSween





— C'est Fontaine qui nous envoie tuer ton frère ; je vais te donner une carabine pour exécuter le travail.

Son complice rejette la proposition ; il ne veut pas tremper dans cette nouvelle affaire. Ti-Cul insiste, servant de nouveaux arguments : Jacques peut chercher à venger la mort du Bonhomme ou encore livrer ses assassins aux policiers. Pierre persiste dans son refus.

— Si tu n'exécutes pas les ordres de Fontaine, tu ne toucheras rien des \$2 000, déclare péremptoirement Gérald Ratté. Cette menace n'a guère plus d'effet que les précédentes.

Les deux hommes se séparent en bons termes, McSween acceptant même de reconduire Ratté à son appartement de la rue Victoria, à Saint-Lambert, à bord de son auto-taxi. Toutefois, sur le chemin du retour, il s'arrête devant la première cabine téléphonique pour parler à son frère qui a trouvé refuge dans une maison de Sainte-Marthe-sur-le-lac, propriété du Bonhomme.

En peu de mots, il dévoile le complot sans toutefois vaincre la méfiance de Jacques qui accorde peu d'intérêt au complice de Ratté, fût-il son frère. Pierre insiste ; il veut à nouveau se joindre à l'équipe. À force d'arguments, Jacques se laisse tenter par cette offre de service venant de la part d'un homme qui manie le pistolet avec adresse. La petite armée qu'il se hâte de lever parmi les hommes de Réal Lépine compte désormais une recrue de choix.





## 2. « Nous serons associés comme jadis. »

5 août 1974

À Sainte-Marthe-sur-le-lac, Jacques McSween tient conseil avec les rares éléments restés fidèles à l'organisation de Réal Lépine. Ils sont peu nombreux, à peine cinq : André, frère de Jacques et de Pierre, Marcel Paradis, son frère André et Sam Orchard. Pierre McSween se joint au groupe après avoir conduit à l'hôpital son épouse, sur le point d'accoucher. Son arrivée met fin aux incertitudes qu'avait suscitées son adhésion tardive au groupe encore sous le choc de la fin brutale du Bonhomme. De tous les hommes présents, Jacques McSween est certes le plus affecté ; il se montre peu empressé à s'emparer des rênes du pouvoir. La mort de Lépine le fait héritier d'un immense empire dont il semble ne savoir que faire. Pourtant, la liste des clients de la bande vaut à elle seule \$50 000. Une fois de plus, il interroge Pierre sur ses projets :

— Je marche avec toi ; nous serons associés comme avant<sup>8</sup>.

Chacun fait une réponse semblable à la question de Jacques avant qu'il ne dévoile ses propres intentions.

— Je connais quelqu'un qui nous soutiendra ; il nous coûtera seulement \$300 par semaine. Vous serez surpris quand vous connaîtrez son nom.

8. Au cours de son témoignage devant la Commission d'enquête sur le crime organisé, Pierre McSween a révélé qu'à une certaine époque, il n'était pas en très bons termes avec son frère à qui il reprochait son amitié pour Réal Lépine.

Pierre McSween voit d'un mauvais œil le projet de son frère, mais il se garde bien de faire connaître son avis avant d'en savoir plus. Son attente est de courte durée. Jacques, qui avait rendez-vous au Château Sainte-Rose avec son nouvel associé, rentre bientôt en compagnie de l'avocat Germain Champagne et de Raymond Dubois. Ce dernier pénètre dans la place comme s'il était le maître des lieux au grand déplaisir de Pierre qui voue une haine mortelle à la Famille. Pour avoir servi sous ses ordres dans le passé, il sait les frères Dubois capables de tout, âpres au gain et cruels.

Selon Jacques, Raymond agit pour son compte personnel ; contre le versement d'une somme de \$300, il tiendra à l'écart de son territoire les bandes rivales. Pierre pourtant n'en croit rien. Les questions du nouveau venu renforcent d'ailleurs sa conviction. Raymond Dubois demande qu'on lui remette les « livres » de Réal Lépine, s'informe de la clientèle, de l'organisation, du mode d'opération des loteries clandestines et des profits réalisés au Caraquet : sous le couvert de son rôle, il conseille même à ses nouveaux « protégés » de ne point quitter la maison de Sainte-Marthe, de crainte que Ti-Cul Ratté ne puisse mettre sa menace à exécution. Jacques McSween s'empresse de suivre les ultimes recommandations de Raymond dans l'attente de l'exécution du meurtrier du Bonhomme, mais son frère pense tout autrement. Il entraîne même à sa suite Marcel Paradis et Sam Orchard dans une expédition punitive contre l'ex-boxeur.

À bord de l'auto-taxi, la bande fait route en direction de l'appartement de Saint-Lambert où elle pénètre en utilisant une barre de fer. Les efforts de tous se révèlent inutiles ; l'oiseau a quitté le nid. Pierre convainc ses compagnons de faire une dernière visite à l'appartement de la rue Paxton avant de regagner Sainte-Marthe. Sans égard pour les voisins, ils enfoncent la porte, prêts à faire feu sur Ti-Cul Ratté. Ils découvrent avec rage que leur victime n'y a point séjourné depuis longtemps.

La nouvelle de l'expédition punitive vient aux oreilles de Raymond Dubois qui rapplique dès le lendemain

Raymond Dubois





au repaire de Jacques pour se plaindre de cette malencontreuse initiative.

— Ti-Cul est appuyé par quelqu'un de puissant, révèle-t-il au nouveau chef de bande en se gardant bien de mentionner un nom.

La peur désormais ne quitte plus Jacques McSween ; les avis contradictoires qu'il reçoit de Raymond Dubois et de Pierre sèment le désarroi dans son esprit. Un incident qui survient dans la soirée fait pourtant pencher la balance en faveur de son frère.

Vers minuit, une auto-patrouille de la Sûreté du Québec stationne au bout de l'allée qui conduit à la maison de Réal Lépine. Les phares du véhicule attirent l'attention des hommes de McSween. Pierre le premier s'aventure en bordure de la route pour s'informer du but de la présence des policiers. Il découvre avec stupeur que les agents tiennent en respect quatre individus dont les visages lui sont inconnus.

— Viens, dit Raymond Dubois à Sam Orchard ; on va aller voir s'il s'agit de gars connus.

Ils avouent également à leur retour tout ignorer des suspects.

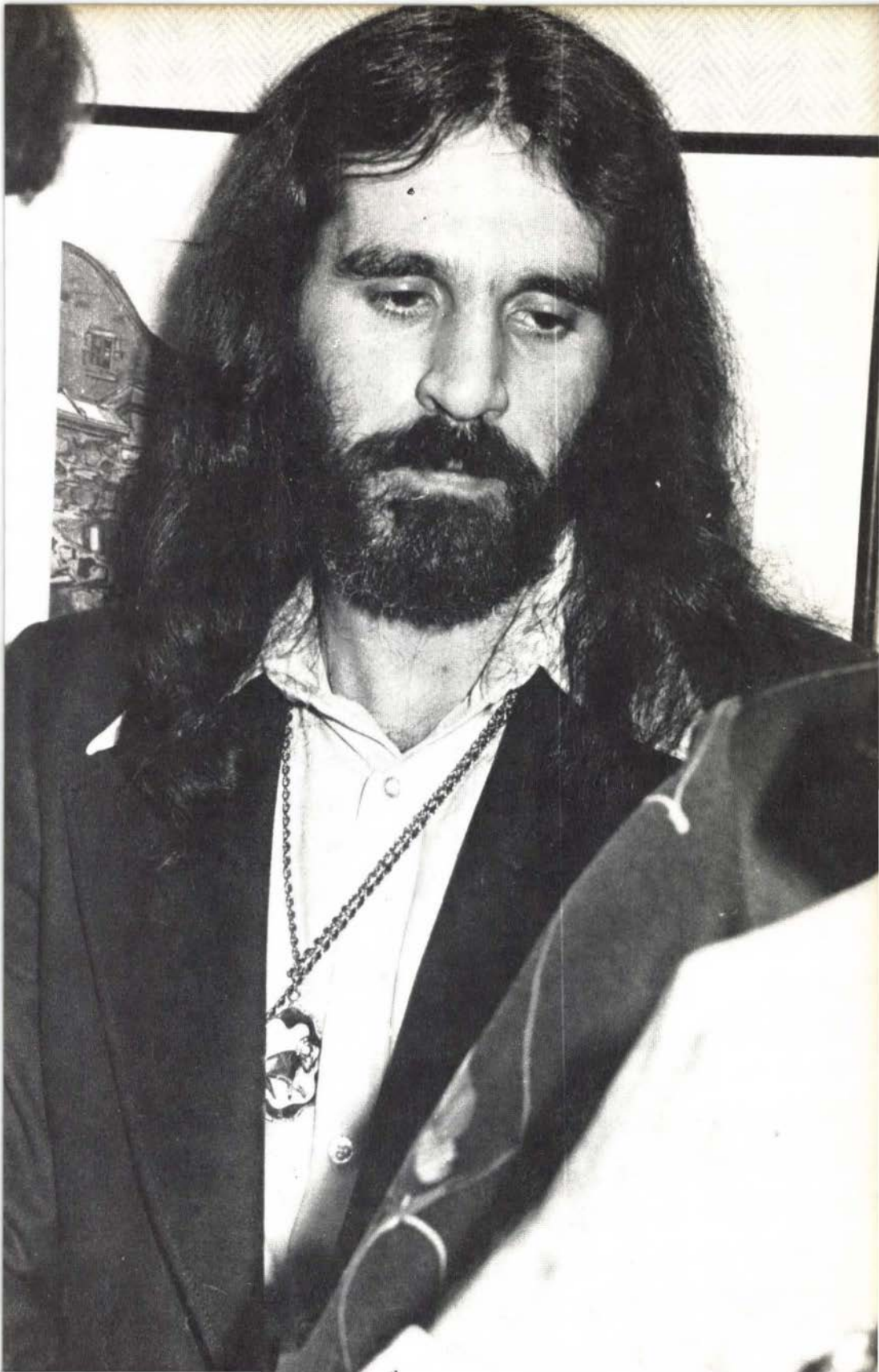
Au lendemain de l'événement, le gang quitte son repaire. L'endroit n'est plus sûr ; trop de gens connaissent ce refuge. Jacques McSween s'interroge même sur la loyauté de Raymond Dubois qui l'a tenu habilement à l'écart de son territoire sous le prétexte d'assurer sa sécurité. L'empressement dont il a fait preuve intrigue maintenant le successeur du Bonhomme. Il souhaite une nouvelle rencontre pour écarter ses soupçons.

Les McSween font une première halte aux Deux Mouches, mais Raymond Dubois a déjà quitté l'établissement. Ils mettent le cap sur le quartier général de la Famille, le bar salon Les copains, où ils espèrent trouver leur homme.

Jacques McSween entre seul dans l'établissement ; il prend place à une table située à l'écart sous le regard de

Adrien Dubois





Jean-Guy et d'Adrien Dubois. Ignorant les deux frères, il commande une bière, mais avant d'être servi, Raymond qui a fait son apparition l'invite à le suivre :

— Viens en bas . . .

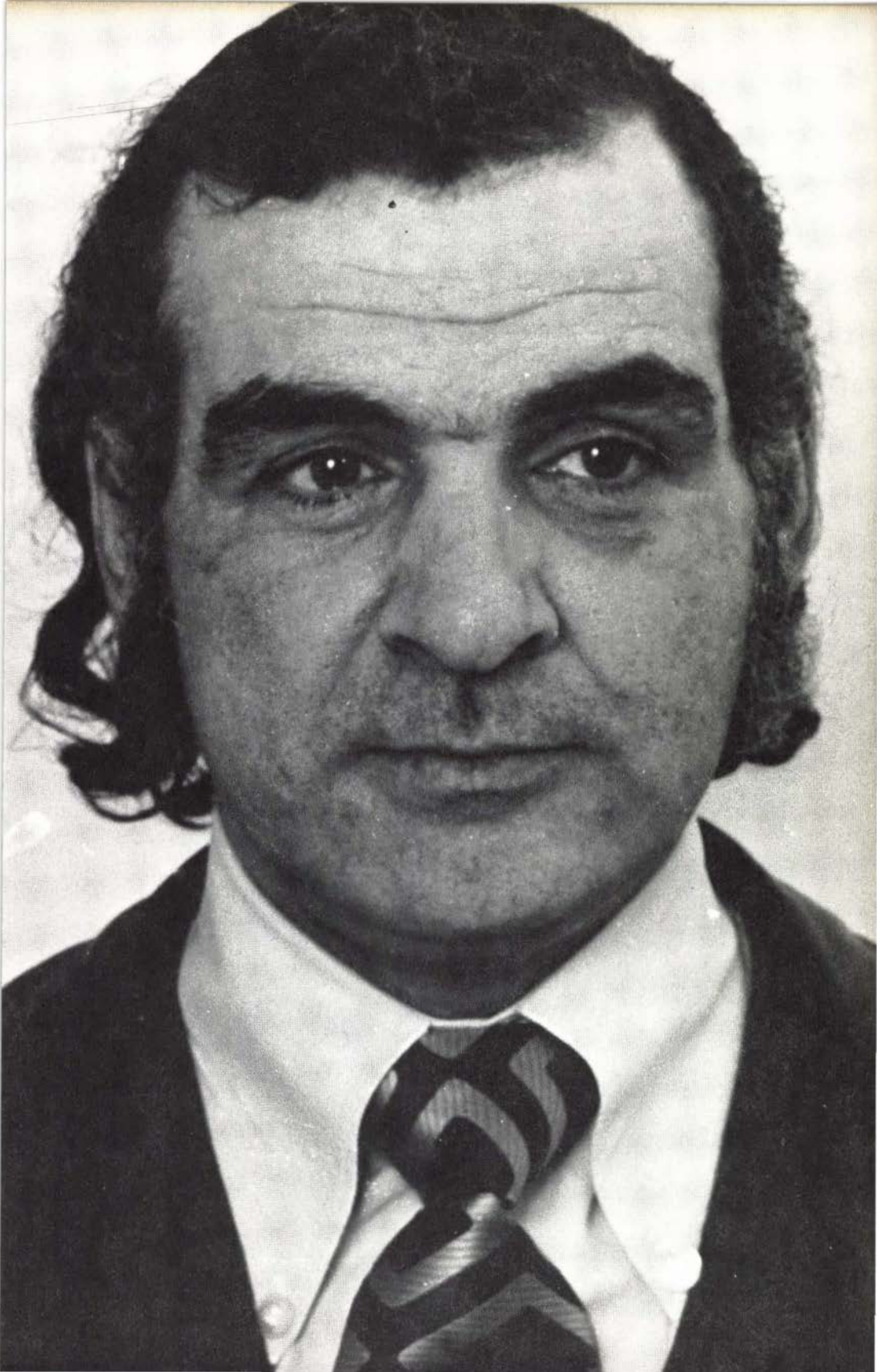
Quelqu'un hausse le son du juke-box au moment où ils disparaissent par l'escalier. Jean-Guy semble heureux de l'initiative de son frère ; il reluque la salle à la découverte d'un regard trop curieux. De nouveaux clients pénètrent dans le bar au même moment. Les hommes de main de Lépine, tous armés. Un instant, il hésite sur le parti à suivre, mais il a tôt fait de mesurer le danger d'une confrontation. Plutôt que de faire appel à des amis, il court avertir Raymond.

— Les Dubois sont neutres, affirme-t-il à Jacques en le saluant. Nous sommes ni d'un côté ni de l'autre.

Les McSween n'en croient rien ; trop d'indices laissent désormais soupçonner que la Famille appuie le gang de Pointe-Saint-Charles qui compte dans ses rangs Roger Fontaine, Gérald Ratté, Chapeau Gagné, Pierre Brunet, Serge Champagne, dit la Sardine en raison de sa petite taille. Devant la meute des hommes lancés à ses trousses, Jacques décide de faire route vers l'Abitibi, dans le nord-ouest québécois, où il compte tirer de nouveaux plans. Cet exil dure peu d'autant plus que la bande échoue dans ses tentatives d'extorsion. Mais seule la conclusion d'une trêve avec ses rivaux peut permettre un retour dans la métropole. Jacques délègue ses deux frères en guise d'émissaires auprès de Roger Fontaine. La rencontre entre les trois hommes se déroule au bar Bahili, à la place Alexis-Nihon, en présence de Marcel Paradis et de Gérald Ratté.

Roger Fontaine accepte volontiers la proposition de Pierre McSween, mais il pose toutefois une condition : le versement hebdomadaire de \$250 à Ti-Cul Ratté. La somme paraît trop peu importante pour ne pas acquiescer à cette demande. Jacques voit toutefois la chose d'un tout autre angle. Il refuse systématiquement de verser la

Jean-Guy Dubois





somme promise à l'assassin de Réal Lépine. Bien plus, il accuse l'un de ses hommes d'avoir détourné des sommes collectées auprès de débiteurs du gang, se privant ainsi d'un allié précieux. L'obstination dont il fait preuve croît au fur et à mesure que se précise le danger. Jacques abuse de l'alcool et des drogues ; ses ordres sont souvent contradictoires et il accepte difficilement les conseils d'amis, sauf s'ils concernent sa propre sécurité. Ainsi, voit-il d'un bon œil l'alliance que suggère son frère avec Moineau Létourneau<sup>9</sup> et ses deux lieutenants Paul-Émile Lapointe et Gilles Roy.

Lors d'une réunion tenue au village de la Réserve amérindienne de Caughnawagha, Moineau exige le versement d'une somme de \$3 000 pour l'achat des armes.

— Je vais te donner \$1 500 tout de suite, rétorque Jacques.

— D'accord, mais trois hommes, ce n'est pas assez pour jouer du revolver. Je vais garder Pierre avec moi.

---

9. Roger Létourneau ; à ne pas confondre avec Claude Legault, également doté du même surnom.

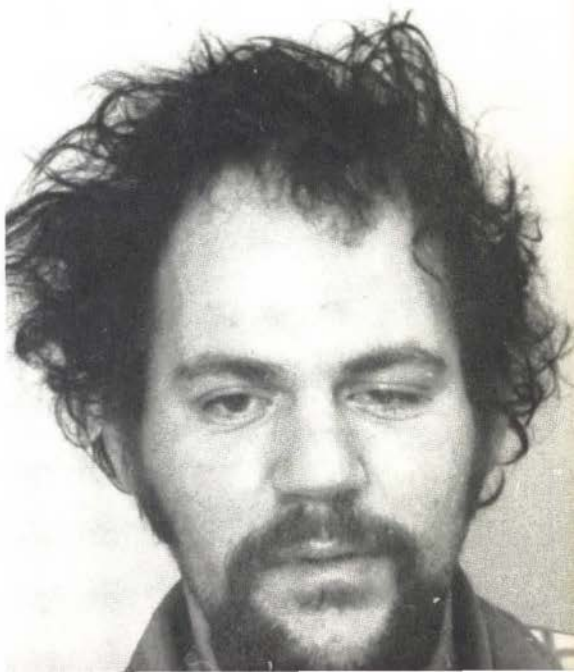


### 3. « Ils travaillent ensemble. »

29 août 1974

La sonnerie du téléphone déchire le silence de l'appartement plongé dans l'obscurité. Un coup, deux coups, trois coups retentissent avant qu'une voix ne fasse écho à cet appel tardif. Un bruit de meubles qu'on déplace accompagne une kyrielle de jurons. La porte d'une pièce voisine de l'entrée s'entrouvre, laissant filtrer le pâle rayon d'une lampe de chevet où se découpe une silhouette, celle d'un homme, encore ivre de sommeil.

Gilles Roy



— Allô !

— Pierre, c'est Ratté !.

— Tu es fou, as-tu une idée de l'heure ?

— Écoute, il faut absolument qu'on tienne une réunion, toi, moi et puis Jacques. Il faut que je voie Jacques, tu m'entends. Je vais tout vous raconter sur Fontaine. Tu sais Fontaine . . . il est avec les Dubois. Ils travaillent ensemble.

Une voix s'interpose comme si un nouvel interlocuteur s'était approché du téléphone.

— Ferme ta gueule, dit l'inconnu à Ti-Cul Ratté qui réplique sur le même ton.

— Toi, le chien, mêle-toi de tes affaires !

Pierre McSween entend les bruits d'une bousculade, mais il s'empresse d'ajouter à l'intention de Ratté avant qu'il ne le quitte :

— Où vas-tu maintenant ?

— Je m'en vais chez Fontaine, dans sa maison mobile. Il faudra tenir la réunion ce matin.

— Va avec Fontaine et puis demain, on se verra. Je vais essayer de raisonner Jacques entre-temps.

Ce même jour, vers 15 heures, le docteur Pierre Gosselin de l'hôpital Charles-Lemoyne, situé à Greenfield Park, s'empresse auprès de Gérard Ratté plongé dans un coma profond ; après un examen sommaire, le médecin constate qu'il est décédé depuis au moins une heure. Trois personnes ont conduit le patient à la clinique du service de l'urgence : un homme et deux femmes ; tous trois fournissent si peu d'explications sur les circonstances du décès que le docteur Gosselin juge bon d'en informer la police.

La plus jeune des deux femmes, Joanne Ball, se présente aux sergents-détectives Jacques Brunelle et Denis Bergevin de la Sûreté de Saint-Hubert comme l'amie de la victime avant de se prêter aux questions des enquêteurs. Ses réponses pas plus que celles des deux autres

personnes présentes, Roger Fontaine et son amie, Arlène Comeau, ne satisfont les policiers.

Fontaine est peu loquace ; ses deux compagnes racontent plus volontiers les circonstances entourant la mort de Ratté. Selon leur témoignage, les deux couples auraient participé la veille à une petite fête d'amis. À la fin de cette soirée, Gérald Ratté se serait dirigé vers la Rive sud pour passer la nuit dans un motel de Saint-Hubert dont les trois suspects ignorent le nom. Joanne Ball se serait éveillée vers 9 heures, mais ses efforts pour le tirer du lit se seraient révélés vains. Elle aurait alors appelé Fontaine à la rescousse, sans qu'il puisse faire mieux. Ratté semblait trop profondément endormi. Le visiteur, accompagné d'Arlène Comeau, aurait décidé de prendre quelques heures de sommeil dans l'attente du réveil de la victime. À midi, il dormait encore ; vers 15 heures, n'y tenant plus, les proches de Ratté auraient décidé de le conduire à l'hôpital.

Cette version de l'affaire ne convainc guère les enquêteurs. Dans la soirée, ils conduisent Joanne Ball dans les divers motels de Saint-Hubert ; la jeune femme ne peut reconnaître l'établissement où elle a passé la nuit.

30 août 1974

Au matin du 30 août, le dossier est confié à la Sûreté du Québec. Pendant deux heures, l'agent Jean-Louis Savard interroge la compagne de Gérald Ratté qui, lasse de toutes ces questions, accepte de dire « toute la vérité ».

Les deux couples ont fait la veille la tournée des grands-ducs. Tard dans la soirée du 29, Gérald Ratté se retrouve seul avec Roger Fontaine au bar salon Jean-Pierre. Une descente de police interrompt la fête ; Fontaine est conduit au poste de police n° 9 pour interrogatoire. Ratté, pour sa part, rentre à son domicile, au 344, rue Saint-Ferdinand à Montréal où l'attend Joanne Ball. Au matin, la jeune femme trouve la victime dans un état de coma profond ; elle fait aussitôt appel à Roger Fontaine et Arlène Comeau qui relient l'état de la victime à l'absorption d'une trop forte dose de cocaïne. Pour éviter les ennuis et échapper aux questions, ils conduisent Ratté à l'hôpital Charles-Lemoyne situé loin de leur domicile.

Les policiers concluent dans le rapport : *mort suspecte ; endroit du délit : inconnu.*

1er septembre 1974

Dans son édition du 1er septembre, *Montréal-Matin* annonce en manchette la publication d'une lettre de Gérald Ratté écrite présumément le 21 août. La missive est adressée à un journaliste du quotidien, ami de la victime. « C'est avec toute ma connaissance que j'ai écrit cette lettre. J'ai tué Réal Lépine sans avoir de raison valable ; c'était un coup monté par Jacques McSween et puis, dans mon ivresse, je l'ai tué, mais je n'étais pas seul ; nous étions deux, moi et Roger Fontaine. J'ai passé la veillée avec Roger et nous avons décidé d'éliminer Réal, Réal Lépine. Voyez-vous, Réal avait dit à Roger qu'il ne vendrait plus de drogue et ne ferait plus de *charlotte* dans Pointe-Saint-Charles. Nous avons bu ensemble. La raison pour laquelle j'écris cette lettre, c'est parce qu'après, Roger et McSween ont décidé de m'exécuter. J'ai toujours été honnête à l'égard de Roger, mais malgré tout, je savais qu'il n'était pas mon ami. J'ai demandé à un proche s'il m'arrivait quelque chose de vous faire parvenir cette lettre. P.S. Ce n'est pas payant de me doubler hein ! Roger : chacun son tour, le chien. »

L'examen de cette lettre révèle toutefois qu'il peut s'agir d'un faux, même si certaines révélations correspondent aux conclusions du Bureau des enquêtes criminelles de la police de la Communauté urbaine de Montréal chargé d'éclaircir le meurtre de Bonhomme.



#### 4. « Voilà trois gars avec des mitraillettes. »

23 septembre 1974

Roger Fontaine n'a plus que quelques heures à vivre. Les McSween ont décidé sa mort pour mettre fin à la menace qui pèse sur leur organisation. Vers 16 heures, le 23 septembre, ils stationnent leur automobile devant la brasserie Michael, château fort du gang de Pointe-Saint-Charles, où ils savent pouvoir trouver leur homme. Comme à son habitude depuis la mort du Bonhomme, Jacques McSween a bu ; Sam Orchard ne vaut guère mieux, mais qu'importe puisque Gilles Roy doit exécuter le travail. Les autres membres de l'équipe, Pierre McSween, Moineau Létourneau et Marcel Paradis suffiront à la tâche quand il faudra dissimuler le corps dans un marécage situé à l'arrière de la résidence de Létourneau.

Roy se poste en embuscade devant l'établissement tandis que quelques membres de la bande pénètrent à l'intérieur. Mais l'attente se fait longue. Il disparaît à son tour dans la brasserie pour recevoir l'ordre d'aller quérir Marcel Paradis à la taverne Dominion.

— Viens, ils veulent te parler, dit-il à ce dernier avant de rejoindre la bande.

Au bar, une âpre discussion oppose Roger Fontaine à ses visiteurs qui, avant de déclencher le tir, lui cherchent querelle, l'accusant d'avoir rédigé la présumée lettre posthume de Gérald Ratté. Devant Paradis, Fon-Fon affirme que ce dernier en est l'auteur.

— Ce n'est pas vrai ! hurle Paradis. Tu es un menteur. Je n'ai pas écrit cette lettre.

— Pas toi, mais ton amie, réplique Fontaine.

L'accusation laisse Marcel Paradis pantois ; ses compagnons scrutent attentivement ses gestes, attendant la réplique qui fera oublier les dernières paroles de Fontaine. Tandis que le silence se prolonge, le doute s'installe dans leur esprit. Aucun d'entre eux n'ignore que Paradis détient la liste des débiteurs de l'organisation. L'arrestation de Jacques McSween, désigné comme complice de Ti-Cul Ratté et de Fon-Fon, lui aurait permis de s'accaparer sans coup férir de la succession du Bonhomme.

Avant que cette idée ne recueille l'adhésion du gang des McSween, Marcel Paradis emporte la décision en se jetant sur son accusateur. Roger Fontaine résiste au premier assaut tandis que sa compagne, Arlène Comeau, se glisse dans la cabine téléphonique. Son geste n'est pas passé inaperçu de tous. Pierre McSween montait la garde à l'écart pour s'assurer la neutralité des rares clients de l'établissement. Il se rend auprès d'elle, mais Arlène prévient son geste en affirmant qu'elle parle à une amie. Cela est dit avec assurance, du moins suffisamment pour que McSween s'abstienne de couper la communication. Le répit de la jeune femme est toutefois de courte durée. Bientôt convaincu qu'il s'est fait rouler, il interrompt la conversation.

Dans l'arène hâtivement dressée parmi les tables et les chaises, le combat se poursuit. Moineau s'est avancé, l'arme à la main, prêt à faire feu en direction de Fontaine, mais Jacques McSween s'interpose.

— Il y a trop de monde dans la place !

Létourneau revient à la charge, cette fois en brandissant une table à bout de bras. Fon-Fon a son compte ; il gît sur le sol, la figure ensanglantée. Le vianqueur ordonne de le laisser tranquille, heureux d'avoir terrassé à lui seul celui que plusieurs craignent. Il refuse qu'on le prive désormais de la moindre parcelle de cette victoire, remportée de haute lutte. Ne pouvant désormais donner libre cours à leur rage, les durs à cuire se jettent

sur les tables et les chaises qu'ils renversent, brisent les bouteilles qui s'alignent à l'arrière du comptoir, font voler en éclats vitres et verres. L'établissement est dévasté de fond en comble quand, enfin satisfaits, les membres du gang quittent la brasserie Michael.

Roger Fontaine a la vie sauve.

29 septembre 1974

La tentative de meurtre commise à l'endroit de Roger Fontaine, ami intime de Jean-Guy Dubois, ne reste pas longtemps impunie. La vengeance s'impose d'autant plus que le gang des McSween qui compte désormais un « quartette » de tueurs<sup>10</sup>, se fait de plus en plus menaçant. Il pousse même l'audace jusqu'à revendiquer des établissements depuis longtemps tenus par la Famille.

Le 29 septembre, les hommes de Jacques McSween envahissent le Old Chum où les attend la femme de Moineau Létourneau. Avant de vider les lieux, ils réitérent leurs menaces en exigeant le paiement d'une prime pour la protection.

— C'est nous qui contrôlons le quartier, affirme péremptoirement l'un d'entre eux à un employé du cabaret, sans pousser plus avant son avantage. Le gang compte sur la mise à sac du Town Casino qu'exécutent quelques heures plus tard Jacques McSween et Sam Orchard, pour ramener à la raison les récalcitrants.

Tandis que, peu avant minuit, la bande fête joyeusement au Victory Bar la reprise en main de son secteur, trois hommes abandonnent leur automobile dans la ruelle située à l'arrière du cabaret. Parmi les véhicules, une Pinto 1971 immatriculée 479E403. Son propriétaire a donné pour nom celui d'un certain Michel Casavant, domicilié au 3802, rue Saint-Hubert, un numéro civique inexistant. Le trio, armé de carabines M-1, s'avance en direction du Victory Bar, mais il se bute à une porte solidement verrouillée. Plutôt que de quitter la place, ils décident après conciliabule d'emprunter l'entrée principale

---

10. Selon un témoin entendu lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.



en dépit des risques. Mais leur arrivée ne passe pas inaperçue. Yvon Lamoureux surprend l'approche du trio : il se précipite à l'intérieur pour donner l'alerte.

— Surveillez-vous parce que voilà trois gars avec des mitraillettes ; ils sont en train de mettre des gants.

Pierre et André McSween profitent de ce court répit pour prendre position de part et d'autre de la porte du Victory Bar, l'arme à la main, cherchant à deviner la prochaine manœuvre des assaillants. Tous les autres membres du gang à l'exception de Jacques McSween, sous l'effet de l'alcool et de la drogue, se sont levés pour accueillir de pied ferme les trois visiteurs.

Jean-Guy Dubois marche en tête ; dans ses mains, une carabine M-1 pointée en direction de Paul-Émile Lapointe qui se jette sur lui avant qu'il ne franchisse le seuil, le débarrassant de son arme d'un coup de pied bien ajusté. Étrangement, les deux hommes fuient en direction des automobiles stationnées devant le cabaret, tandis que Moineau Legault et Maurice Dubois couvrent leur retraite. Tenant d'une main son frère Jacques, Pierre McSween fonce en direction de la sortie ; une salve tirée à courte distance l'oblige à se terrer dans l'entrée du Victory Bar. Une seconde tentative, cette fois en compa-



photo :Allo police

Pierre McSween



gnie de Sam Orchard échoue, mais elle lui permet de repérer les assaillants qui cherchent à gagner la ruelle. Une courte distance les sépare de leur automobile, mais le passage sous le feu des armes du gang des McSween se révèle infranchissable. Maurice Dubois réussit toutefois l'exploit, protégé par un tir de barrage. Une fois à bord de son automobile, il cueille ses coéquipiers avant de fuir les lieux de la fusillade par crainte de la police.

Abandonnant le reste de la bande à son sort, Pierre McSween saute au volant de la voiture de Sam Orchard en compagnie de ce dernier. Il emprunte la rue Notre-Dame en direction du bar-salon Les Copains plutôt que de suivre les fuyards à la trace, rue Saint-Antoine. Cette heureuse initiative lui permet de rejoindre le commando avant qu'il ne pénètre à l'intérieur de l'établissement.

— On les a tous les trois, dit-il à son compagnon qui a récupéré sa M-1 dans l'automobile. Orchard fait feu, mais évite volontairement les cibles humaines.

Sans un mot de reproche, McSween poursuit sa folle randonnée bien que pestant intérieurement contre l'étrange comportement de Paul-Émile Lapointe et du fidèle Orchard. Une autre occasion s'offre de porter un dur coup à la Famille, mais le tireur fait preuve à nouveau d'une inhabituelle maladresse. René Dubois qui monte la garde devant les Deux Mouches, cabaret placé sur la route de McSween, a la vie sauve. Au coin des rues Dominion et Saint-Jacques, nouvelle salve dirigée vers la façade du Houde Bar Salon. Pure provocation ! Mais le geste se veut un défi lancé aux maîtres des lieux.

30 septembre 1974

Aux premières heures du 30 septembre, les deux hommes atteignent les abords du Jean-Pierre Bar Salon, tenus en main par un homme de Roger Fontaine, Raymond Gagné dit Chapeau. Roger Létourneau et Paul-Émile Lapointe, dont nul ne songe encore à lui reprocher son geste, sont fidèles au rendez-vous. Ils quittent leur voiture dès l'arrivée de McSween et d'Orchard pour pénétrer dans le bar. Lapointe prend place près de la porte arrière pour couper toute voie de retraite, tandis

que Moineau fait l'essai de son revolver avant de le suivre. Le coup de feu attire à l'extérieur Pierre Brunette, garde du corps de Chapeau qui croit à l'arrivée des membres de la Famille. Dans sa hâte, il se heurte à Pierre McSween.

— Sauve-toi, lui conseille-t-il en souvenir de leur enfance.

Le conseil ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd. Chapeau, qui marche sur ses traces, a moins de chance. Létourneau tire à trois reprises en sa direction, avant que Paul-Émile Lapointe, placé sur ses arrières, achève le travail<sup>11</sup>.

---

11. Selon un témoin entendu lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

## 5. « C'est vous qui avez tué mon frère. »

Trois hommes déjà sont morts ; la lutte entre les deux bandes rivales s'intensifie. Les attentats et les règlements de compte ont fait place aux paroles de défi lancées du seuil d'une taverne ou d'un cabaret. Les gangs fourbissent leurs armes dans l'attente de l'instant propice, tandis que les journaux, sous le titre de *La guerre de l'ouest*, commentent l'événement en spéculant sur le nom de la prochaine victime comme si la police était impuissante à enrayer cette vague de meurtres crapuleux.

« Cette guerre interne qui a été déclenchée pour le contrôle des rackets du quartier Saint-Henri en particulier ( . . . ) à la fin de l'été, ne tirerait cependant pas à sa fin pour autant ! écrit *Allo Police*. Bien au contraire ! Et tout simplement parce que, jusqu'ici, à part l'assassinat de Réal Lépine qui régnait dans le quartier, tous ceux qui sont tombés sous les balles n'étaient que les soldats, les exécutants des deux caïds qui s'affrontent vraiment dans cette guerre à finir qu'on avait prévue dès la disparition sanglante de Réal Lépine<sup>12</sup>. »

3 octobre 1974

Par crainte d'être pris par ses rivaux en quête des meurtriers de Chapeau, Pierre McSween ne se départit plus de son revolver qu'il porte à la ceinture. Cela lui vaut le 3 octobre d'être appréhendé à bord de son auto-taxi en compagnie de Paul-Émile Lapointe pour possession d'une arme à feu. Lors de sa comparution à la Cour des

12. 22 décembre 1974.

sessions de la paix, au matin du 4 octobre, il obtient un cautionnement dans l'attente de son procès, mais il est arrêté à nouveau au moment où il franchit le seuil du Palais de justice pour le « vol » de l'auto-taxi. Lapointe retrouve la liberté, mais Pierre McSween doit attendre au lendemain pour s'expliquer devant un juge.

Vers 4 heures, le 5 octobre, Roger Létourneau appelle Paul-Émile Lapointe à son domicile de Ville LaSalle du Mario Bar-B-Q où il se trouve en compagnie de Sam Orchard et de Jacques McSween. Ce dernier est trop ivre pour regagner seul son domicile ; Moineau fait appel aux services de son lieutenant pour reconduire le chef de la bande à son repaire secret de Longueuil. La nervosité de l'homme de main n'échappe pas à l'attention de l'épouse de Pierre McSween qui séjourne pour la nuit dans l'appartement de la compagne de Lapointe.

— Tu veux que je t'accompagne, lui dit-elle ; nous irons ensemble reconduire Jacques à la maison.

— Non, je vais amener la petite Monique<sup>13</sup>.

Deux automobiles font le trajet de Pointe-Saint-Charles à Longueuil, sur la Rive sud. Dans le premier vé-

---

13. Amie de Roger Létourneau.



photo : Allo police

Monique Desroches en compagnie du caporal Marcel Lacoste, de la Sûreté du Québec



hicule, Jacques McSween sommeille ; il y a trouvé place en compagnie de Monique Desroches et de Paul-Émile Lapointe. Sam Orchard et Moineau suivent dans la seconde voiture à une distance respectable.

Le chauffeur de McSween arrive bon premier devant le 750, rue Goyette où se terrent pendant le jour les membres du gang.

« À la manière des tristement célèbres frères Gallo, de New York, qui avaient défié pendant plus de trois ans, dans une guerre à finir, toutes les têtes italiennes du crime organisé, Jacques a loué tout un étage de cette maison de rapport pour ses hommes de main et leurs petites amies. Il paie lui-même pas moins de quatre loyers de près de \$200 par mois chacun. Il a meublé avec faste tout ce quartier général. Il a fourni des voitures luxueuses à tous ses équipiers. Et il les a armés jusqu'aux dents . . . »<sup>14</sup>

À cette heure de la nuit, la rue Goyette est déserte ; pas une âme en vue. Paul-Émile Lapointe verrouille soigneusement sa portière avant d'aller prêter main-forte à son compagnon ivre mort. Avec peine, il l'extirpe du véhicule, mais McSween est incapable de se tenir sur ses jambes. Sous l'effet de l'alcool, il s'agenouille sur le trottoir en dépit des exhortations de Lapointe. L'attention de ce dernier est bientôt détournée par le bruit du démarrage d'une camionnette Ford Econoline qui stationne tous feux éteints, à proximité.

— Couche-toi par terre, hurle-t-il à McSween avant de fuir en direction de la cour de l'immeuble.

Une rafale de mitraillette touche les voitures que Lapointe longe dans sa course éperdue, mais il atteint sans mal la maison qui le dérobe aux regards des assaillants. Ils sont six, armés de carabines M-1 et de revolvers. Se désintéressant du fuyard, ils font feu sur la voiture où se terre Monique Desroches ; plusieurs balles l'atteignent au corps et dans les jambes.

Le règlement de compte déclenche quelques minutes plus tard une vaste chasse à l'homme qui permet aux po-

14. *Allo Police*, 13 octobre 1974, p. 9.

liciers de découvrir le véhicule des auteurs de l'attentat ainsi que leurs armes. Des revolvers et des carabines sont également découverts dans les quatre appartements loués au 750, rue Goyette, par les membres du gang des McSween. Quant au revolver de calibre 38 que Jacques McSween avait coutume de dissimuler dans son dos, à la hauteur de la ceinture, les enquêteurs devaient le retrouver là où Paul-Emile Lapointe avait trouvé refuge quelques heures plus tôt pour échapper aux tueurs.

Au Palais de justice de Montréal, d'autres agents interpellent Pierre McSween qui quitte le tribunal, ignorant du drame.

— Connais-tu un certain Jacques McSween ?

— Non ! répond Pierre.

— C'est pas ton frère, Jacques McSween ?

— Non !

— Connais-tu un autre Jacques McSween ?

— Oui, mais ce n'est pas mon frère.

Un appel au poste de police de Longueuil permet aux agents montréalais de prendre Pierre McSween en défaut.

— Nous savons que c'est ton frère. Il vient de se faire tuer dans un règlement de compte.

Pestant contre les policiers qui l'ont retenu en prison pendant l'événement sous des griefs qu'il juge mineurs, il lance à ses inquisiteurs :

— C'est vous qui avez tué mon frère !

## 6. « Bonne Saint-Valentin ! »

« De nouveau, les langues du *milieu* ont commencé à se délier pour crier à tous vents que ce massacre était l'œuvre des rois de Saint-Henri, la réponse à l'insurrection appréhendée du groupe McSween et le point final à cette guerre que des hommes du clan des insurgés avaient commenté récemment, en disant que ce serait pire à Montréal que lors du massacre de la Saint-Valentin à Chicago . . . Mais les cris de vengeance ont aussi commencé à percer<sup>15</sup> ».

Pierre McSween soupçonne Moineau Létourneau et ses deux lieutenants d'avoir trempé dans l'assassinat de son frère, mais craignant pour sa vie, il n'ose faire part de ses doutes. Il assiste impuissant à la reprise en main de l'organisation par les nouveaux venus qui se sont emparés de la liste des débiteurs du Bonhomme. Toutefois, ils ne peuvent rien faire sans sa collaboration. L'argent venait à l'origine des McSween et seul un McSween pouvait en exiger le remboursement. Mû par l'intérêt tout autant que par la peur, il accepte de collecter les sommes dues contre le versement d'un salaire hebdomadaire de \$75. Toutefois, ses nouveaux employeurs omettent parfois de le payer ; plutôt que de s'en plaindre, il conserve pour lui les sommes perçues au cours de ses tournées.

---

15. *Allo Police*, 13 octobre 1974, p. 9.

Cela lui vaut d'être victime d'une première tentative de meurtre<sup>16</sup>. La leçon est salutaire. Plutôt que de prétendre encore à l'héritage de son frère, Pierre McSween préfère disparaître de la circulation, du moins pour un temps . . .

10 octobre 1974

Les frères Paradis, pour leur part, font preuve de moins de prudence. En dépit des menaces qui pèsent sur les proches du gang McSween, ils n'ont pas cru bon de rompre avec leurs habitudes. Ils vont et viennent dans le quartier, ignorant les mises en garde de leurs amis. Le 10 octobre, ils quittent la taverne Dominion à leur heure ha-

---

16. À trois reprises, des tueurs tentent d'abattre Pierre McSween. La plus importante tentative survient le 13 octobre 1974, lorsqu'une bombe commandée à distance, et composée de cinq bâtons de dynamite, est placée devant le 118, 2e Avenue, à Verdun, là où McSween doit venir jouer aux cartes. Des conversations téléphoniques interceptées par la police ont révélé que l'engin a été commandé par un des frères Dubois. Heureusement, pour des raisons inexplicables, le détonateur refuse de fonctionner. Le 21 octobre, McSween échappe à une autre tentative de meurtre. Un suspect, occupant la banquette arrière d'une automobile en marche, tire en sa direction au moment où il pénètre dans sa résidence. Seule une balle effleure sa cuisse. Son jeune neveu qui l'accompagne a aussi la vie sauve.



Pierre Brunette



bituelle, sans prendre garde à une voiture stationnée rue Notre-Dame où deux couples ont trouvé place. Puis Marcel reconnaît Roger Fontaine et Sardine Champagne ; les deux hommes sont armés<sup>17</sup>. Il se jette sur le sol, mais il est déjà trop tard. Un projectile l'atteint au dos tandis qu'un second se loge dans une jambe.

Roger Fontaine se croit dès lors vengé pour l'affront subi à la brasserie Michael ; Marcel Paradis trouve pourtant la force de répliquer, faisant mouche à son premier coup de feu. Cette rigoureuse riposte a tôt fait de décourager les assaillants qui préfèrent fuir les lieux de la fusillade plutôt que d'avoir à s'expliquer devant les policiers.

Ils n'ont pas à craindre que leurs victimes révèlent leur identité puisque telle est la loi du *milieu*. Étrange loi fondée sur une justice tout aussi sommaire qu'expéditive. Ainsi, Pierre Brunette, pour n'avoir point protégé

---

17. Selon un témoignage entendu lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.



Serge Champagne

Chapeau Gagné, se voit condamné à la mort<sup>18</sup>. Le dimanche 20 octobre, il quitte son domicile avec l'intention de faire une balade en automobile ; personne ne l'a jamais revu vivant. Son cadavre est découvert le lendemain, vers 6 heures du matin, percé de neuf balles de revolver de calibre 38.

Tout accuse les survivants du gang des McSween. Pierre McSween est appréhendé ainsi que Moineau Létourneau, mais deux hommes de main travaillant pour le compte de Roger Fontaine, font également l'objet des soupçons des policiers.

Le *milieu* ne pardonne guère les erreurs, pas plus qu'il oublie facilement une offense. Serge Champagne en fait la triste expérience peu avant la fin de l'année.

Vers 18 heures 45, le 12 décembre, il est attablé à la brasserie Michael en compagnie de six ou sept amis quand un tueur, opérant à visage découvert, marche vers

18. « Comme la plupart de ces personnages qui savent ce qui va leur arriver, écrivait *Allo Police*, le 3 novembre 1974, il s'était terré, évitant de se promener en public dans les restaurants et les bars du quartier. Contrairement aux nombreux autres qui craignent, et avec raison, pour leur vie, Brunette s'est cependant lassé. Il a cru trouver la solution, pour éviter d'être abattu, en rendant visite à certains rois du quartier pour leur demander protection. »

L'hôtel Lapinière

photo : Pierre Lasalle



lui. Personne n'ose se porter à son secours par crainte d'un deuxième homme qui monte la garde à la porte de l'établissement. Une balle tirée à la tête presque à bout portant suffit à mettre fin à la carrière prometteuse de Sardine, âgé seulement de 23 ans.

13 février 1974

Un dernier épisode sanglant vient mettre fin à *la guerre de l'ouest*, le 13 février 1975, veille de la Saint-Valentin. Le théâtre du drame : l'hôtel Lapinière situé dans la banlieue sud de la métropole, à Brossard, où les tueurs des deux gangs sont au rendez-vous par un étrange concours de circonstances<sup>19</sup>.

Moineau, en compagnie de ses lieutenants Paul-Émile Lapointe et Gilles Roy, célèbre ce soir-là sa promotion récente à la tête de l'organisation du Bonhomme. Plus rien ne semble désormais s'opposer à son ascension dans le milieu. Ses plus proches ennemis sont morts ou réduits à l'impuissance ; les rivaux des McSween observent pour l'instant une stricte neutralité.

19. Selon des témoignages recueillis lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

Richard Desmarais en compagnie des enquêteurs Boislard et Marceau à leur sortie de l'hôtel Lapinière

photo : Pierre Lasalle





Tandis que les trois hommes ne songent qu'au plaisir, une voiture de couleur noire stationne près de l'automobile de Monique Cinq-Mars<sup>20</sup>, compagne de Létourneau qui a conduit le trio à l'hôtel Lapinière. Le conducteur, Pierre McSween, laisse tourner son moteur comme s'il avait l'intention de demeurer à bord du véhicule pendant un long moment. De fait, il ne sait pas à quelle heure Moineau quittera la place, mais qu'importe puisqu'il est là pour assassiner la bande qu'il tient responsable de la mort de son frère. S'il ignore l'heure de leur sortie, il sait par un proche parent de Moineau rejoint au téléphone que les trois hommes sont désarmés. Pour éviter d'être repéré dans les parages, McSween a retiré le dôme lumineux de son auto-taxi et plié les plaques d'immatriculation de telle sorte que les témoins probables de la tuerie ne puissent transmettre les numéros à la police.

Vers 23 heures, une Cadillac de couleur blanche suivie de près par une camionnette bleue de marque Ford Econoline font halte devant la porte de l'établissement. Alerté par un sixième sens, Pierre McSween coupe son moteur. La buée a tôt fait d'envahir les vitres de l'auto-taxi, le déroband à la vue des hommes qui sortent des deux véhicules. Parmi eux, Roger Fontaine. Avant de pénétrer à l'intérieur de l'établissement, celui-ci tient conseil avec Claude Dubeau, Moineau Legault et Jacques Paré à quelques pieds à peine de l'automobile de Pierre McSween. Ce dernier s'étonne de la présence du gang en un lieu assujetti à la bande de Létourneau. « Pourquoi sont-ils ici, pense McSween, sinon pour les exécuter ? » Pourtant, Lapointe et Létourneau s'étaient vantés quelques semaines plus tôt d'être à l'abri du mauvais sort depuis son départ. « Qu'avaient-ils dit ? » se demande McSween. « Désormais ça va bien ; on ne se fait plus attaquer depuis que tu as quitté la bande ; on n'a plus de McSween dans le gang, personne ne nous attaque maintenant. » Souriant à l'ironie du sort, il quitte l'endroit dès que les quatre hommes se sont engouffrés dans l'hôtel. L'endroit risque d'être malsain très bientôt.

---

20. Monique Cinq-Mars est cette même jeune femme qui a été blessée de plusieurs balles, le matin de l'assassinat de Jacques McSween. Elle avait été identifiée sous le nom de Monique Desroches.



À l'intérieur, le spectacle mettant en vedette le comédien Georges Pantorez vient à peine de commencer. Plus de cent vingt-cinq personnes ont pris place dans la salle, réouverte depuis peu à la suite d'un différend entre son propriétaire et la Commission de contrôle des permis d'alcool. L'arrivée de quatre nouveaux clients passe inaperçue de la plupart des spectateurs et des employés, bien qu'ils soient armés de revolvers de gros calibre et de mitraillettes. Tandis qu'un des tueurs monte la garde à l'entrée, ses complices se dirigent vers une table située à droite. Le gérant de l'établissement, Pierre Provost, a vu les étranges visiteurs ; il marche résolument à leur rencontre, mais il est abattu froidement avant même de pouvoir leur adresser la parole. Le silence succède à la détonation. Tous les regards convergent vers le trio, mais personne n'ose se dresser sur sa route. À quelques pas de la table de Moineau, ils lèvent à nouveau leurs armes et font feu. Pas moins de cinquante balles. Roger Moineau Létourneau, âgé de 31 ans, est tué sur le coup<sup>21</sup> en compagnie d'un ami, André Lefebvre<sup>22</sup>. Monique Cinq-Mars, Paul-Émile Lapointe et sa compagne Denise Duhamel ainsi que Gilles Roy sont touchés gravement au cours de la fusillade. Les balles ricochent, tuant un garçon de table, Richard Bannon<sup>23</sup> et blessant trois clients : Claude Lajoie, Éric Côté et Guy Poissant.

Une indescriptible panique s'empare des clients qui se sont tirés indemnes de la fusillade ; ils fuient en désordre, dans le sillage des tueurs, mais un inconnu<sup>24</sup> forme un barrage de son corps pour retenir le plus de témoins possible. À l'arrivée des policiers, soixante-quinze personnes attendent patiemment d'être interrogées, insouciantes des cris et des gémissements des blessés.

À plusieurs milles du théâtre du drame, le frère de Gilles Roy reçoit un appel : « Je te souhaite une bonne

---

21. Atteint par douze projectiles.

22. Atteint par huit balles.

23. Touché à une cuisse, l'employé meurt après avoir perdu tout son sang. La balle avait sectionné l'artère fémorale.

24. Selon Gilles Roy, interrogé par *Allo Police*, il s'agirait d'un policier en civil. « Il y avait des policiers sur les lieux, mais comment expliquer qu'ils ne veulent pas le dire. J'ai été conscient tout le temps. Après la fusillade, je me suis même levé. »

Saint-Valentin ; ton frère est à la morgue. » Le correspondant anonyme place un deuxième appel, cette fois au domicile de Roger Létourneau. Son épouse répond au téléphone : « Bonne Saint-Valentin, de la part de Fon-Fon et de Clau-Clau. »

Interrogé sur son lit d'hôpital, Paul-Émile Lapointe refuse de livrer ses agresseurs : « On n'a tout simplement rien vu. On n'est pas capable d'identifier personne. Moi, ça fait quatre fois qu'on me tire dessus, mais cette fois je ne peux dire qui a fait le coup ; nous regardions un spectacle, ils avaient fermé les lumières. Puis, de toute façon, nous n'avons pas besoin d'identifier quelqu'un ; nous savons de qui il s'agit.

« Pour dire que nous avons vu un visage, on ne peut pas l'affirmer ; pour dire que nous avons vu quelqu'un, non plus. Nous ne nous attendions pas à ça ce soir-là. En d'autres temps, oui . . . mais pas ce soir-là. Pour le moment, ils peuvent tenter encore de nous attraper. Ils peuvent essayer à n'importe quel moment. Nous savons qu'il faut nous tenir sur nos gardes. Nous savons qu'il nous faut éviter les endroits qu'ils fréquentent (. . .) Ils ont plusieurs avantages. Les patrons . . . disposent de plusieurs centaines de mille dollars, alors que nous n'avons rien, à peine \$10. »<sup>25</sup>

Privés de chef, les derniers survivants du gang de McSween préfèrent suivre l'exemple de Pierre, mais les tueurs feront encore une victime<sup>26</sup> parmi eux avant qu'ils ne tombent dans l'oubli . . .

---

25. *Allo Police*, 2 mars 1975, p. 3.

26. Gilles Roy, abattu le 19 juin 1975, devant un cabaret de l'est de la ville. La victime se serait vantée à plusieurs reprises d'être responsable du massacre de Saint-Bruno, le 22 mai 1975. Les victimes : un présumé trafiquant de drogue, François Corbeil, traqué dans le centre-ville de Montréal et qui avait trouvé refuge chez son frère Léo, âgé de 25 ans, où se trouvaient Mireille Perras, âgée de 24 ans, Roseline Therrien, 25 ans, Jean-Guy Laviolette, 31 ans. Tous les quatre ont été assassinés parce qu'ils avaient été témoins du meurtre de Corbeil.









QUATRIÈME PARTIE

LA VENGEANCE DU  
DERNIER DES McSWEEN



## 1. « Ne viens plus te promener dans le Vieux. »

Sur la place Jacques-Cartier, dans le Vieux Montréal, l'hôtel Iroquois recrute une clientèle variée selon le souhait de son propriétaire qui rachetait en 1970 deux établissements, le Plaza et le Taft, au passé chargé d'histoire.

Les avocats, les juges, les employés du Palais de justice et de la morgue prenaient jadis leur repas du midi à l'hôtel Plaza, réputé pour sa cuisine. Après le souper, l'établissement devenait un cabaret où se produisaient les vedettes de l'heure. Le Taft, en revanche, était le refuge des débardeurs, des prostituées et des clochards. Les clients du lieu louaient une chambre pour \$3 avec une ristourne de \$1 s'ils remettaient la clé au portier. À la fin des années soixante, un homme d'affaires fit l'acquisition des deux immeubles pour n'en faire qu'un seul, l'hôtel Iroquois. « La bonne table du Plaza se transporte au chic Plexi, aménagé dans les locaux de l'ancien Taft ; la salle à manger du Plaza devient l'Imprévu tandis que la taverne du Taft est convertie en cabaret baptisé Chez Dieu »<sup>1</sup>.

S'il faut porter veston et cravate au Plexi, la discothèque Chez Dieu fait montre, bien au contraire, d'une certaine répugnance à la vue des clients vêtus de la sorte.

« On fume ouvertement de la drogue à cet endroit. Et même si vous n'êtes pas du groupe, on vous offre géné-

---

1. *Dimanche Dernière Heure*, 21 décembre 1975.



ASSE L'IMPR



ARRÊT  
STOP

HOTEL TROQUAIS





HOTEL IROQUOIS



HOTEL IROQUOIS

HOTEL IROQUOIS

4th Street

reusement de prendre une bouffée de la cigarette de marijuana. D'ailleurs la majorité des clients forme une grande famille et plusieurs vivent en communauté dans des maisons situées soit au parc Lafontaine soit au carré Saint-Louis. »<sup>2</sup>

Le groupe de motards, les *Devil's Disciples*, s'y installe à demeure jusqu'à l'arrivée en 1974, de Jacques Ouimet, le nouveau gérant de l'équipe du soir. Très tôt aux prises avec les vendeurs de stupéfiants qui imposent leur loi aux employés, Ouimet fait appel à trois amis pour mettre un terme à l'activité des redoutables motards. Richard Deslauriers dit Chimmer est propriétaire d'un garage ; Denis Bérubé et Julien Martel sont camionneurs. Ils montent une garde vigilante à l'entrée de l'hôtel, après s'être livrés à une rapide épuration parmi la clientèle et le personnel. Les éléments jugés indésirables ont été expulsés des lieux, ce qui a d'ailleurs permis au trio de mettre sur pied des rackets lucratifs, mais inoffensifs comme celui de *la porte arrière*.

Le syndicat des employés, tout nouvellement créé, voit ses efforts compromis à l'arrivée de Chimmer, mais sous l'initiative de Jacques Ouimet, il connaît un regain d'activité. En effet, le nouveau gérant est un homme du métier et voit d'un bon œil l'adoption d'une convention collective.

Ce climat idyllique dure peu. Les premiers déboires des barmen et des garçons de table coïncident avec l'engagement d'un nouveau portier, Pierre Ménard, mannequin bien connu en publicité<sup>3</sup>. Des voyous, pour la plupart du groupe de motards les Mercenaires, et des durs à cuire du sud-ouest, tous amis des frères Dubois, font leur apparition en ces lieux jadis réservés à une clientèle d'un tout autre ordre. Les incidents se multiplient : un client refuse de payer ou nargue le personnel ; les motards menacent de tout casser ; des truands ne se gênent pas pour se servir à même le bar en menaçant les employés de leur revolver.

2. *Dimanche Dernière Heure*, 21 décembre 1975.

3. Selon des témoignages recueillis lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.



Le nouveau portier convainc Jacques Ouimet de congédier sous divers motifs de vieux et fidèles employés pour les remplacer par des gens en qui il a personnellement confiance, des hommes qui sauront ramener l'ordre compromis par l'invasion de nouveaux éléments. En dépit de cet apport, la situation ne change guère. En avril 1975, les visiteurs du sud-ouest se font plus nombreux ; ils boivent aux frais de la maison. L'hôtel Iroquois reçoit même la visite de Raymond Dubois et de Ti-Rouge Doucet<sup>4</sup>. La présidente du syndicat des employés, Louise Hébert, âgée de 30 ans, surprend une réunion où participent en plus de Jacques Ouimet et de Pierre Ménard, Adrien Dubois.

Dans ce climat particulièrement agité s'amorce la ronde des négociations. La première rencontre tourne à la catastrophe ; les deux parties quittent la table après s'être copieusement injuriées en dépit des protestations du conseiller de l'employeur, un vieux notaire dénué d'expérience syndicale. D'ailleurs, son rôle prend

---

4. De son vrai nom, Yvon Doucet, considéré comme un proche de Claude Dubois.

Denis Bérubé, Richard Deslauriers, Julien Martel photo : Allo police



rapidement fin avec la nomination de Pierre Ménard au poste d'adjoint au gérant.

Le 5 mai 1975

Dans la nuit du 4 au 5 mai, tous les employés de la discothèque Plexi dont Chimmer et ses deux acolytes sont convoqués à une réunion après le travail. Vers 2 heures du matin, ils se rendent dans la salle de conférence de l'hôtel située au second étage où les accueillent Pierre Ménard et deux des frères Dubois, Adrien et Jean-Paul. Ils ne sont pas seuls ; Donald et Carl Lavoie, Michel Bernard, Denis Barrette<sup>5</sup> ainsi que d'autres durs à cuire participent à la rencontre<sup>6</sup>.

— Messieurs, comme vous pouvez le constater, je suis entouré de mes amis, déclare en guise d'avant-propos le nouvel adjoint au gérant. Jacques Ouimet a été un bon patron pour vous tous, mais vous l'avez trompé, trahi. Vous avez pensé donner un coup de main à Jacques

5. Denis Barrette, dit apache, et Michel Bernard sont considérés par la police comme des proches d'Adrien Dubois.

6. Selon des témoignages recueillis lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

Pierre Ménard Louise Hébert

photo : Allo police





Ouimet, mais vous lui avez donné un coup de poignard dans le dos. À partir de maintenant, vous pouvez vous considérer tous comme congédiés. Il vaudrait mieux pour vous qu'on ne vous revoie plus à l'hôtel ni dans le Vieux Montréal.

La stupeur se lit sur toutes les figures. Le personnel ne quitte point des yeux le gérant de l'établissement qui n'ose soutenir leur regard. Mais avant qu'ils ne puissent protester, Donald Lavoie prend la parole pour ordonner à tous de déguerpir, ordonnant toutefois à Denis « Nounou » Bérubé, Julien Martel et au colosse Richard Deslauriers<sup>7</sup> de rester encore avec le groupe.

— Tu es un « *jaune* », dit-il à Nounou, en caressant un bâton soigneusement dissimulé jusqu'à présent. Bérubé s'empresse d'acquiescer aux propos de Lavoie, mais son ami Martel n'a pas l'intention de se laisser intimider.

— Prouve-le donc !

Cette réplique lui vaut un coup de poing suivi d'un crachat au visage.

— Tu ferais mieux de prendre garde à tes yeux pour ta famille, s'écrie le provocateur en fixant sa victime qui n'ose plus faire preuve de la moindre opposition par crainte qu'elle ne déclenche le signal du massacre. D'ailleurs, Lavoie en a terminé avec lui. Il se tourne lentement vers Deslauriers dont la physionomie cache soigneusement sa peur. « Ça y est, pense ce dernier, je vais finir dans une poubelle. »

— Toi, tu es le chef. Tu as incité les autres à se révolter contre Ouimet . . .

Le colosse sourit intérieurement devant l'accusation. « Ils ont déjà tous leurs verres *sur le bras*, se dit-il à lui-même alors qu'on a de la peine à obtenir une bière gratuitement. »

— . . . On ne veut plus te voir ici. Ne viens même plus te promener dans le Vieux<sup>8</sup>. Et si tu fais un mouvement,

7. Témoins entendus lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

8. Vieux Montréal.

n'importe quoi, on va faire un massacre. On va massacrer ta femme, tes enfants. Il faut que tu te surveilles !

Le 10 juillet 1975

Parmi les employés de l'ancienne équipe, quelques irréductibles conservent encore leur poste dont Serge l'Écuyer, Laurent Ouellette et André Lamoureux<sup>9</sup>. En dépit de l'observance d'une stricte neutralité, L'Écuyer est invité à vider les lieux.

— Ça serait peut-être mieux que tu t'en ailles, lui dit Ouimet. J'ai quelqu'un pour te remplacer et le syndicat me prend pour un imbécile. Quand l'employé s'informe des raisons de son renvoi, le gérant allègue divers motifs dont celui de la malpropreté. L'Écuyer comprend à demi-mots qu'il vaut mieux se contenter d'aussi piètres raisons plutôt que s'obstiner davantage.

Les nouveaux maîtres de la place adoptent une tout autre stratégie pour obtenir la démission d'André Lamoureux. Ce dernier apprend le 10 juillet qu'il quitte son poste à l'Imprévu-en-bas pour seconder le barman Laurent Ouellette au second étage. Dès son arrivée dans le bar, un jeune client commande une bière en remettant un billet de \$5 ; au moment de la remise de sa monnaie, il allègue qu'il a confié \$20 à l'employé. Une bagarre éclate sous les yeux des portiers chargés traditionnellement de maintenir l'ordre. Ils s'abstiennent d'intervenir, mais Ouellette, craignant pour la vie de son compagnon, se lance dans la bagarre.

L'initiative du barman mécontente la « Direction » ; à la fermeture du cabaret, on lui demande de se rendre au sous-sol pour aider un autre employé qui, à son arrivée, s'étonne de sa présence. Une trentaine de « clients » observent la scène.

— La caisse est faite, mon gars !

Il fait mine de repartir, mais un dur à cuire lui bloque le passage.

---

9. Témoins entendus lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

— Tu es bien pressé. Pourquoi ne nous laisses-tu pas le temps de finir nos verres ?

Yves Morin<sup>10</sup>, celui-là même qui s'est attaqué à Lamoureux au cours de l'après-midi, se rue vers lui et commence à le frapper. Ouellette s'écroule sur le sol en se protégeant du mieux qu'il peut contre les coups qui pleuvent de toutes parts. D'autres hommes de main viennent à la curée. Ils cognent jusqu'à ce que leur victime s'évanouisse.

Le barman reprend conscience dans la salle de toilette située au deuxième étage. Son œil droit saigne abondamment ; la douleur est intolérable.

Grâce à un ami, il quitte l'Iroquois pour se rendre à l'hôpital où, malgré une intervention chirurgicale, il apprend qu'il perdra l'œil.

Les jeunes serveuses ne sont guère plus à l'abri ; Jacques Ouimet leur avoue :

— Je ne peux plus vous protéger. Je n'aimerais pas qu'il vous arrive quelque chose. Le personnel est tout changé ;

10. Considéré par la police comme un proche d'Adrien Dubois.

Laurent Ouellette

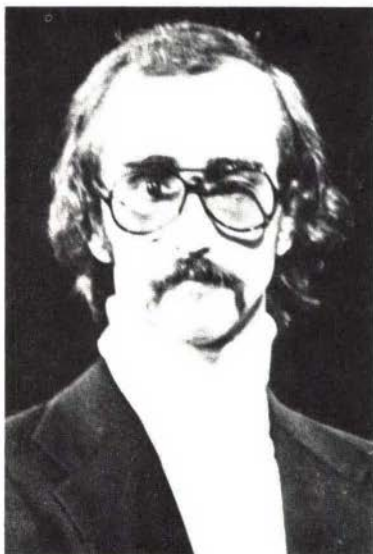


photo : Allo police

ce n'est plus votre genre. Vous feriez mieux de partir. La présidente du syndicat<sup>11</sup> tente une ultime démarche, mais un appel anonyme ne lui laisse guère d'espoir : « C'est ce soir que tu démissionnes si tu ne veux pas te faire casser les deux jambes. »

Le personnel féminin est aussitôt remplacé par les « petites amies » du groupe de motards les Mercenaires, tandis que les emplois de garçons de table, barmen et portiers sont confiés aux amis de la famille Dubois : Denis Barrette, Carl Lavoie, Normand Golding<sup>12</sup>, Robert McFee, Yves Morin, Pierre Thibodeau, Georges Mitchell, Jean-Pierre Lalonde, Richard Palladini<sup>13</sup> et Guy Fournier. Ce dernier nom pour l'heure est inconnu du grand public ; toutefois, il s'étale bientôt à la une des journaux par suite de la découverte du cadavre de l'employé dans les eaux du canal Lachine.

Quelques heures plus tôt, des agents de la police de la Communauté urbaine de Montréal avaient appréhendé à proximité de la voie d'eau Jacques Ouimet et Jean-Guy Dubois. La présence insolite des deux hommes en ces lieux déserts, ainsi que des taches de sang sur leurs vêtements avaient incité les jeunes constables, par pure routine, à demander l'aide du Bureau des enquêtes criminelles. Leur geste devait conduire à la découverte du corps de Fournier et à l'inculpation des deux suspects.

---

11. Témoin entendu lors des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

12. Considéré par la police comme un proche de Normand Dubois.

13. Robert McFee, Pierre Thibodeau, dit Thibode, Jean-Pierre Lalonde et Richard Palladini, dit Palo, sont considérés par la police comme des proches d'Adrien Dubois.

→

Jean-Guy Fournier  
photo : Pierre Lasalle







## 2. « Ils veulent briser le mythe Dubois. »

L'arrestation de Jean-Guy Dubois, considéré comme le leader du clan, et la perspective du dévoilement des résultats de l'enquête menée sur la pègre italienne<sup>14</sup> et la pègre canadienne-française<sup>15</sup> marquent un tournant dans la guérilla que se livrent les Dubois et les services policiers.

Le journal *Allo Police* du 16 novembre 1975 commente l'événement en ces termes :

« La guerre des nerfs qui subsiste depuis presque 20 ans entre les policiers de Montréal et les fameux frères Dubois, de Saint-Henri, est devenue une véritable guerre ouverte depuis l'arrestation, sur les lieux d'un meurtre, le 23 octobre dernier, de celui qui est considéré comme leur leader, Jean-Guy, 42 ans. Trois incidents teintés de violence tant physique que verbale, survenus coup sur coup, la semaine dernière, en ont démontré l'intensité.

« . . . On raconte au sujet des Dubois d'innombrables histoires criminelles, allant du chantage à l'escroquerie. On les associe continuellement au monde interlope local, au sommet duquel, ou presque, on les place présentement, à cause de l'éloignement des vrais chefs. On les traite de durs à cuire, tout au moins à mots couverts. On mentionne régulièrement leur nom quand

---

14. Projet Benoît.

15. Projet Fred, sous la direction du capitaine Henri Marchessault, chef de la brigade antigang.



surviennent certains règlements de compte entre gangs montréalais. On les associe presque quotidiennement à la criminalité montréalaise et, particulièrement dans les milieux populaires de Saint-Henri, les nombreux incidents violents auxquels ils ont été reliés, à tort ou à raison, ont créé le mythe du clan Dubois. Leur nom est devenu le synonyme, sinon le symbole, de la violence.

« Ce mythe, qui a été souvent exagéré par 20 ans de publicité et de ragots, va jusqu'à prétendre qu'ils sont des batteurs de femmes et de vieillards, alors que la réalité est tout autre. Ils sèment plutôt la peur chez une certaine clientèle de cabarets et chez leurs ennemis.

(...)

« On a même associé leur nom à plusieurs rackets payants du *milieu* (...) prêts usuraires, narcotiques, protection, mais de fait, (...) le gang des neuf frères Dubois et de leurs amis n'a pas été traîné autant de fois qu'on le dit devant les tribunaux. Et encore moins, condamné.

« Très peu des neuf célèbres frères Dubois ont fait longtemps de la prison. Un petit nombre a été condamné à plusieurs reprises et, la plupart du temps, les rares condamnations correspondaient à des offenses

photo : Allo police





mineures : être présent dans un tripot, bagarre, intimidation.

« . . . Les Dubois, c'est connu, n'aiment pas la police à cause de différents accrochages avec la justice durant leur jeunesse et même durant leur enfance. Chez eux, on s'est toujours senti ostracisé par les forces de l'ordre et on l'illustre en rappelant que, même durant l'adolescence, certains d'entre eux ont été emprisonnés dans des pénitenciers ».

La Commission d'enquête sur le crime organisé (CECO) qui s'intéresse à leur activité *professionnelle* renforce la conviction chez les frères Dubois qu'ils sont victimes d'un parti-pris. Ils évitent toutefois de prêter le flanc à la critique, se limitant à des engagements verbaux avec les policiers qui les suivent à la trace dans les bars, les restaurants et les tavernes. Cette situation dure jusqu'à l'arrestation de Jean-Guy, le 23 octobre. L'affaire porte un dur coup à la Famille sur laquelle le sort semble s'acharner. Privée des conseils de cet aîné, toute prudence est jugée comme une faiblesse face à la « conjuration » des policiers.

3 novembre 1975

Vers 2 heures, dans la nuit du 3 novembre, le propriétaire du cabaret Le Barina situé au 2015, rue de l'Église, dans le quartier Pointe-Saint-Charles, fait appel à la police de la Communauté urbaine de Montréal pour assurer sa protection. Selon ses dires, deux individus présents dans son établissement veulent s'en prendre à lui. Le nom d'un des suspects, Normand Dubois, fait accourir sur les lieux quatre agents de l'escouade désignée sous le nom de *patrouille de nuit*. Le hasard veut que deux des policiers présents aient été mêlés étroitement à l'inculpation de Jean-Guy Dubois. Mis en leur présence, Normand Dubois, passablement ivre, s'emporte ; une violente dispute l'oppose aux agents. L'altercation risque fort de dégénérer en bagarre générale. Normand Dubois va même jusqu'à hurler à un des agents né dans Saint-Henri :

— Je vais te tuer, chien sale<sup>16</sup>.

Une foule nombreuse, alertée par les éclats de voix, se presse aux abords du cabaret. Dans ce contexte, une fusillade est à craindre ; plusieurs témoins pourraient être blessés au cours de l'affrontement. Les policiers laissent filer Normand Dubois en compagnie de son ami Paul Morgan, mais suivent l'automobile des deux hommes. À peu de distance du cabaret, ils interceptent le véhicule pour effectuer l'arrestation des suspects. Une violente bagarre éclate entre les belligérants. Elle se termine peu après par une double inculpation : assaut contre un policier et résistance offerte au cours d'une arrestation.

Normand Dubois réplique aux accusations des agents en dénonçant leur brutalité. Les paroles du prévenu toutefois n'ont que peu d'écho dans la presse.

Au matin du 4 novembre, quelques heures à peine après le premier incident, le propriétaire du cabaret de Pointe-Saint-Charles recourt à nouveau aux services de la police, cette fois pour mettre un terme à une bagarre générale. Les agents du poste numéro 12 interviennent en force au Barina que quittent au même moment Rolland

16. *Allo Police*, 16 novembre 1975, p. 5.



Frank Rocco

→  
Normand Dubois





Dubois, Robert Denis, Frank Rocco et Bernard Lamer. Les suspects sont conduits en premier lieu au poste de police avant de rendre visite au quartier général de la police de la Communauté urbaine de Montréal, rue Gosford.

Peu après sa libération dans l'attente de son enquête préliminaire, Rolland Dubois rend visite aux avocats de la Famille, Mes Sydney Leithman et Rolland Blais<sup>17</sup>, pour se plaindre du traitement dont il a été l'objet dans les bureaux de la police. Devant l'état de leur client, les avocats convoquent les journalistes à leur bureau pour une conférence de presse. L'annonce du dévoilement des traitements infligés aux détenus attire une meute de reporters ; le service des nouvelles de Radio-Canada dépêche même sur les lieux une équipe de cameramen.

Mes Leithman et Blais accueillent les nouveaux venus, mais Claude Dubois qui connaît la plupart d'entre eux est impuissant à se contenir davantage. Blanc de rage, il se lance dans une charge à fond de train contre les services policiers :

→  
Rolland Dubois

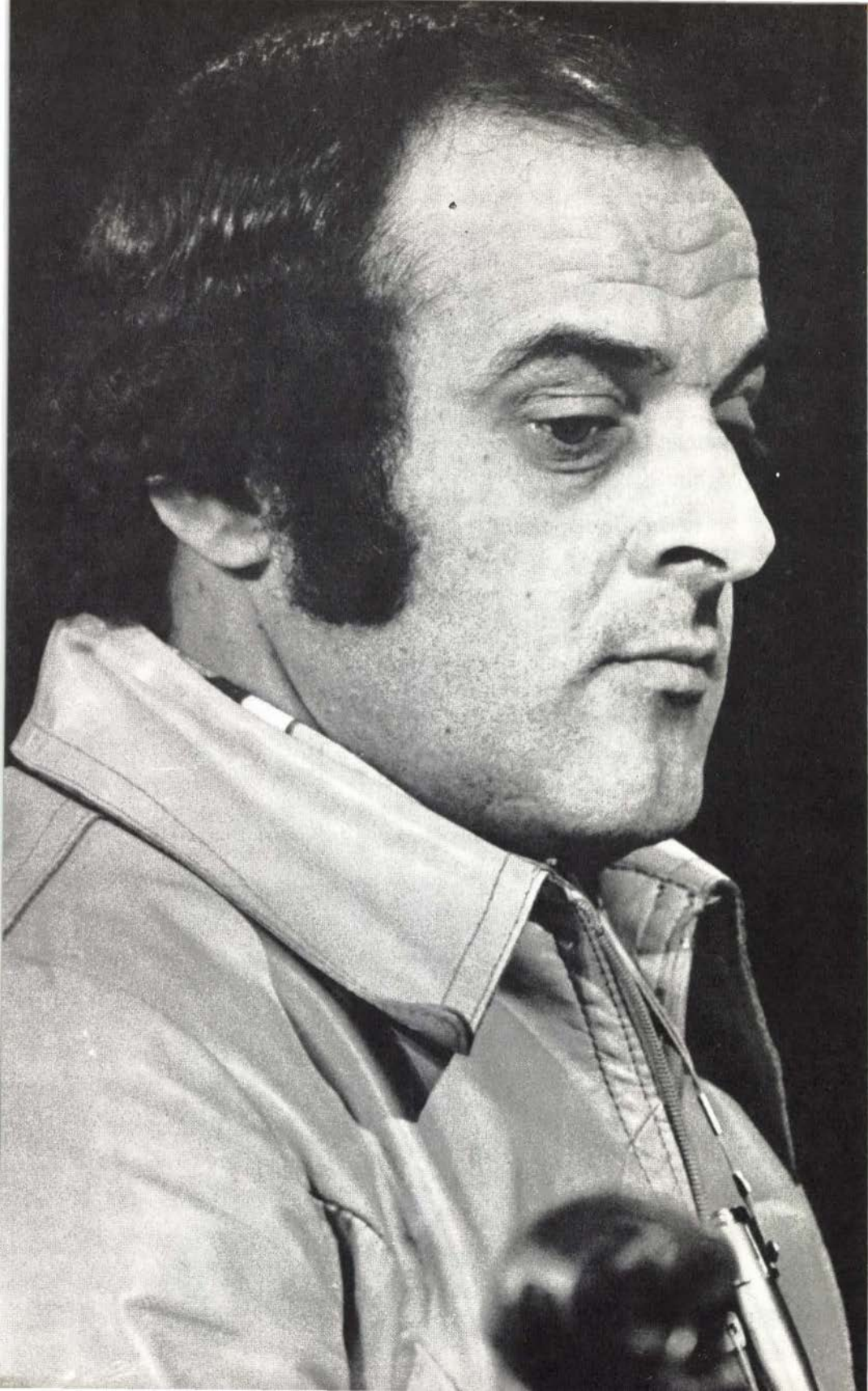
---

17. Me Blais a, depuis, quitté l'étude de Me Leithman.

Robert Denis    Paul Morgan







— On nous provoque. On nous bat. On saute de joie dans la rue parce qu'on nous arrête . . . Qu'est-ce qu'on va faire ? Se battre, quoi ?

L'arrivée de son frère Rolland, les vêtements en sang, ranime sa colère. Il l'oblige à se dévêtir pour montrer son dos et ses fesses.

— Quand je vois mes frères dans cet état, poursuit-il à l'intention des journalistes, que voulez-vous que je fasse ? D'accord nous sommes des voleurs, mais nous ne méritons pas un tel traitement. Personne ne mérite un tel traitement. D'accord, qu'on nous arrête. D'accord. Qu'on nous donne des coups de poing. D'accord. Mais qu'on ne nous traite pas ainsi. Claude Dubois s'interrompt devant les gestes de mécontentement de son avocat, mais avant de réintégrer sa place, il s'écrie :

— Moi, je ne me laisserai pas traiter ainsi. Nous allons nous battre. C'est tout . . .

L'arrivée des cameramen de la Société d'État met fin à la conférence impromptue ; Me Blais prend la parole pour saluer ses invités en précisant :

— Nous ne vous dirons pas quoi écrire. Nous voulons

Normand Dubois, répondant aux questions de Richard Desmarais et de Claude Poirier, sous les yeux de son avocat.





que vous vous demandiez si un gars qui a résisté à son arrestation peut avoir le nombre et la « qualité » des blessures que vous allez voir. Ici, c'est un massacre pur et simple. Constatez de vos yeux et tenez compte du fait que moi, après quinze ans de pratique du droit, je n'ai rien vu de semblable. Nous avons constaté une recrudescence de la violence au cours des six derniers mois. Plusieurs de nos clients se sont présentés affreusement battus, il faut l'admettre, non pas par des agents de la Sûreté du Québec ou de la Gendarmerie royale, mais par des policiers de la Communauté urbaine de Montréal. Nous n'avons pas rendu publiques leurs plaintes à leur demande. Mais là, depuis une semaine, la violence dirigée contre les frères Dubois, parce que ce sont des Dubois, atteint un degré inacceptable. Tirez vos propres conclusions, mais constatez que même si les Dubois ne sont pas des *Enfants de Marie*<sup>18</sup>, la force déployée semble exagérée et tenir de la provocation pure et simple.

Pour le bénéfice des caméras de télévision, Rolland se déshabille à nouveau, tout en montrant les endroits où il a été frappé à coup de levier, de bâton de baseball et de fouet . . .

— . . . par les sadiques. On m'a même brûlé avec des cigarettes. Pourtant, je n'ai pas résisté à mon arrestation. Ils jouaient à ça. Ils m'ont dit : ton père est un chien. Ta mère aussi. Ils sont pire que les SS. C'est pas la première fois que je suis battu, mais de cette façon, oui ! On a dû me réveiller avec des sels.

— Pourquoi vous a-t-on traité ainsi ? demande naïvement un nouveau dans le métier.

— Parce que je suis un Dubois !

Robert Denis, ami de la Famille, succède à son ami Rolland en faisant montre d'une plus grande pudeur. Après avoir décrit ses tourments, il rapporte aux journalistes les propos d'un policier :

— Il m'a dit : le gang des Dubois, on va le briser. Si tu dis quelque chose au juge parce qu'on t'a battu, nous aurons un entretien à trois ; toi, moi et mon 38.

18. Association religieuse vouée au culte marial.

D'autres familiers des Dubois viennent à leur tour narrer leur aventure. Leurs propos correspondent en tous points à ceux de Denis.

À Paul Morgan, les agents auraient déclaré : « Tu es avec les Dubois, tu es de la même espèce. Et on va vous posséder. » À Jacques Laramée, ex-proprétaire du cabaret les Deux Mouches : « Tu donneras un message aux Dubois ; tu leur diras qu'ils sont peut-être forts avec leurs bras, mais nous, on est cinq mille et on est aussi forts qu'eux. »

Commentant les propos des trois hommes, Claude Dubois conclut à une conspiration :

— On voit qu'ils veulent briser le mythe Dubois. On sent qu'ils veulent nous donner le coup de grâce. Nous les laisserons pas faire . . .

Les media d'information s'emparent de l'affaire. À la « une » des journaux, s'étale la photo des *victimes*, tandis que la télévision livre en pâture aux familiers du petit écran des images pour le moins osées. Malgré les nombreuses marques et cicatrices qu'ils affichent, Rolland et Normand ne suscitent guère la sympathie du public. La réputation des deux hommes, leur agressivité



photo : Journal de Montréal

France Landry



et leurs manières nuisent à la cause qu'ils prétendent servir.

Le 8 novembre, deux journalistes attachés à un quotidien de Montréal lancent une nouvelle invitation à la presse dans le cadre de la campagne de dénonciation de la brutalité policière. Les victimes sont cette fois une jeune femme de 20 ans, France Landry, danseuse et serveuse au Robert Bar Salon, le propriétaire de l'établissement, Monsieur Antonio Bartuccio, et son barman, Jacques Denis.

Selon le témoignage de Mademoiselle Landry qui ne craint pas les indiscretions de la caméra en dévoilant partiellement ses charmes, un policier aurait tenté de lui faire signer un document incriminant les frères Dubois. Devant son refus, son bourreau l'aurait battue avant de lui brûler un sein à l'aide d'une cigarette. Affichant un superbe œil au beurre noir, Mademoiselle Landry ajoute même que le policier aurait menacé de s'en prendre à son fiancé, détenu pour un délit mineur, si elle portait plainte.

Bartuccio, pour sa part, accuse les agents du poste de police du secteur sud-ouest de Montréal de se livrer à une guérilla ayant pour but de chasser la clientèle de son cabaret. Un policier aurait même brandi une arme en déclarant devant une serveuse, absente au moment de la conférence de presse : « Je vais te tuer. » Le témoignage du barman Jacques Denis qui n'ose accuser formellement le corps policier apporte peu d'éléments nouveaux au dossier. Bien peu de journalistes accorderont d'ailleurs foi aux témoignages de ces nouvelles victimes. Le journal *Dimanche-Matin*, principal hebdomadaire du Québec, rédige à peine un entrefilet ; Radio-Canada s'abstient de présenter le film de l'événement.

Un éditorialiste d'un journal de quartier écrit même :

« Les révérends frères Dubois, de Saint-Henri, viennent de changer le cours de l'histoire religieuse du Québec. Les saints martyrs canadiens<sup>19</sup> passent au second

---

19. Missionnaires jésuites mis à mort par des Amérindiens au temps de la colonie française.

rang. On ne parlera plus maintenant que des saints martyrs Dubois.

« Non, mais vous avez vu ça, l'anatomie de Normand dans les journaux ? Il devait être intimidé, ce n'est pas possible, lui, si prude, se dévoiler publiquement ainsi devant les caméras. Imagine-t-on ce qu'ils ont dû souffrir, ces pauvres petits. Tout de même, Messieurs les policiers, allez-y doucement quand vous avez affaire à des tendres comme les frères Dubois. Ils n'aiment pas la violence. Vous le savez bien !

« . . . Je propose que de bonnes âmes fondent un genre de *fan club* pour les Dubois, qu'ils adressent des lettres de protestation au ministre de la Justice. Il faudra sévir contre les policiers. Pourquoi ne pas les mettre en prison ? Ils apprendront ainsi qu'il ne faut pas donner des taloches à ces êtres frêles et sans défense. C'est la logique toute pure. Si les policiers reçoivent une gifle sur la joue droite, il faut qu'ils présentent la joue gauche pour une seconde gifle. Jésus-Christ l'a dit dans son Évangile. Je suggère qu'on rééduque les policiers. Ils devront apprendre leur petit catéchisme par cœur.

« Puisqu'on y est, pourquoi ne pas organiser une grande collecte pour les frères Dubois ? Ça les consolerait probablement et ça adoucira leurs souffrances.

« De toute manière, soyez assurés, chers lecteurs, que je sympathise avec cette belle famille de chez nous dans le malheur qui la frappe. Je trouve la conduite des policiers dégoûtante. Qu'on les fusille pour avoir tenté de lever la main sur nos saints martyrs Dubois. Amen ! »

Et le billet est signé Jean-Jacques Mercier.

### 3. « Je veux les citoyens de Montréal contre la police. »

À la reprise des audiences publiques de la Commission d'enquête sur le crime organisé, commission qui avait révélé au printemps l'existence d'un important trafic de viande avariée dans des charcuteries et des boucheries, les commissaires Jean Dutil, Marc-E. Cordeau et Denys Dionne se proposaient le 18 novembre 1975 de dévoiler devant les caméras de télévision les activités criminelles du puissant clan des Italiens, avant de s'en prendre à la famille Dubois.

Ils essuient un échec en tentant de faire témoigner les présumés chefs du premier gang. Paolo Violi, tenu pour l'actuel *parrain* de la mafia montréalaise est condamné à un an de prison pour outrage au tribunal, tandis que Vincent Cotroni bénéficie d'un sursis par suite d'une requête présentée à la Cour suprême, requête contestant la constitutionnalité de la Commission d'enquête. Son geste provoque une réaction en chaîne ; quatorze témoins, parmi les plus importants dans l'étude des deux dossiers, se dérobent dans l'attente de la décision du plus haut tribunal canadien. Si cette contre-offensive juridique nuit à l'examen de la preuve réunie aux dépens du clan des Italiens, les commissaires disposent d'autres témoins contre la famille Dubois qui compensent largement l'absence de Jean-Guy Dubois<sup>20</sup> et de ses frères Raymond, Rolland Jean-Paul, Normand, Adrien et Claude<sup>21</sup>, ainsi que de leurs principaux amis Ti-Rouge Doucet, Donald Lavoie, Denis Barrette, Michel Bernard, Paul Calcé, Robert

---

20. Dans l'attente de son procès pour meurtre.

21. Il séjourne pour l'heure aux États-Unis.



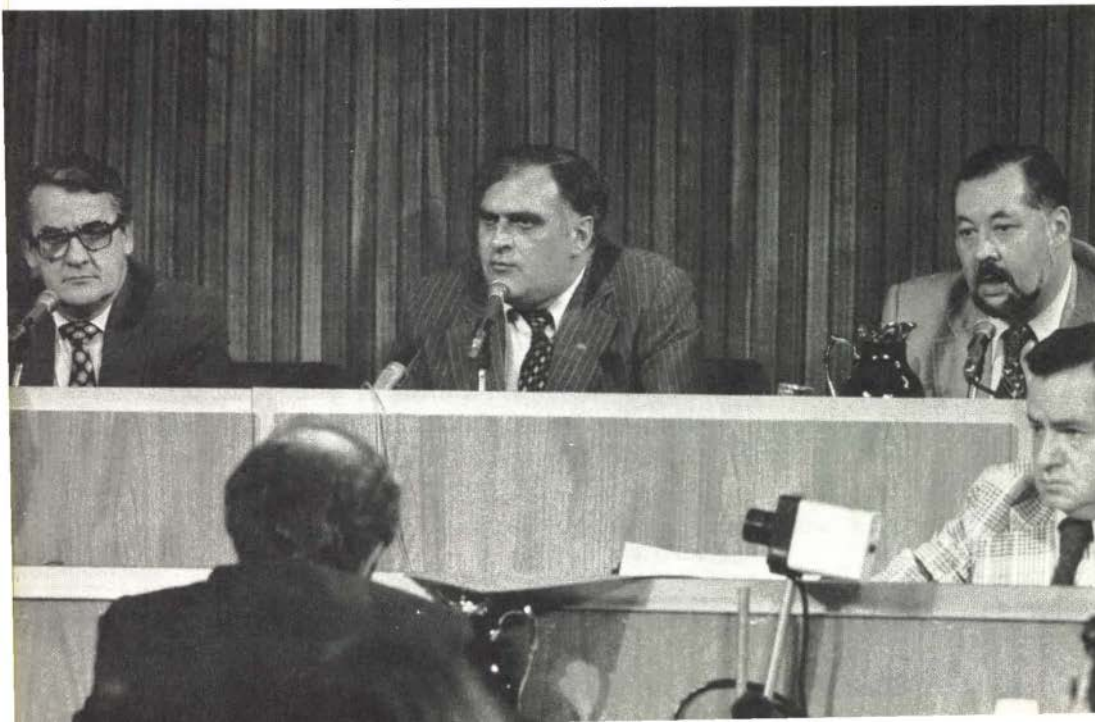
Gendron, Jean-Jacques Gagnon, Raymond Duclos et Yvon Belzil.

La Commission d'enquête sur le crime organisé cause un premier émoi en dévoilant les résultats d'une enquête sur la conférence de presse du Robert Bar Salon où Me Germain Champagne avait dénoncé la brutalité policière. Le principal témoin à charge, France Landry, avoue qu'il s'agit d'un coup monté ; elle s'est infligé elle-même les blessures au visage et au sein avant d'en accuser les policiers.

Deux journalistes montréalais sont mis en cause dans cette affaire, puis le procureur de la Commission d'enquête sur le crime organisé, Me Jacques Dagenais, fait entendre un enregistrement d'une conversation téléphonique entre Claude Dubois et Me Sydney Leithman, conversation interceptée le 8 novembre, quelques heures avant la conférence de presse.

Claude Dubois affirme lors de cet échange téléphonique que le portier du Robert Bar Salon a dû se rendre à l'hôpital après avoir été battu . . .

La Commission d'enquête sur le crime organisé. De gauche à droite: Marc-E. Cordeau, Jean Dutil et Denys Dionne.





— C'est bon, rétorque l'avocat, nous allons tout donner ça à la Commission de police du Québec, lundi !

— Que fais-tu à 20 heures, toi ?

— Ce soir ?

— Oui . . .

Comme Me Leithman semble disposer de sa soirée, son client lui demande d'assister à la conférence au Robert Bar Salon, mais l'heure ne convient pas à l'avocat.

— D'accord, disons 19 heures. Je vais les appeler et leur dire 19 heures.

— Je me demande seulement une chose Claude . . . Tu sais, je ne tente pas d'être . . . de me soustraire à mes obligations. Tu me connais un peu mieux que ça. Plus il y a de groupes différents, mieux c'est . . .

— D'accord, Champagne sera là . . .

— Je ne veux pas les Dubois contre la police . . . Moi, je veux les citoyens de Montréal contre la police.

Après l'audition de l'enregistrement, le président de la Commission d'enquête sur le crime organisé, Me Jean Dutil, déclare péremptoirement :



Vincent Cotroni

photo : Dimanche-Matin

— Il s'agit là d'une bien étrange affirmation de la part d'un avocat à l'un de ses clients.

Mais d'autres coups de théâtre attendent le public. Plus de soixante-dix témoins, victimes de divers rackets, défilent, les uns à visage découvert, les autres dissimulés sous une ample cagoule noire, à la barre des témoins pour raconter leurs mésaventures. La plupart incriminent les frères Dubois ou des proches de la Famille.

Parmi tous les témoignages recueillis, celui de Pierre McSween demeure le plus important. Le dernier des McSween n'a plus rien à perdre. En échange d'une protection policière, il a décidé de dévoiler les dessous du crime organisé dans lequel il a vécu pendant de longues années.

« Cela m'a pris un bon mois avant de me décider, révèle-t-il à *La Presse*. Ma femme m'a aidé à prendre cette décision. Je pense que je n'avais pas d'autre choix de toute façon (. . .). Ce n'est pas amusant pour un dur de ma trempe de voir sa femme se promener armée d'un revolver de calibre 22. Ce n'est pas amusant non plus de devoir garder dans sa maison une M-1 et de déménager

photo : Pierre Lasalle



Me Jacques Dagenais

constamment pour demeurer en vie. J'ai quatre enfants et je veux m'en sortir. »

Pendant 8 heures, Pierre McSween vide son sac<sup>22</sup>, ne craignant pas de révéler aux commissaires les règles de fonctionnement du *milieu*, les noms des auteurs de 13 attentats ou règlements de compte et l'importance qu'occupe la Famille au sein de la pègre.

— Dans quel quartier de la ville êtes-vous né ? demande en premier lieu le procureur Jacques Dagenais.

— À Saint-Henri !

— Combien étiez-vous d'enfants chez vous ?

— Nous étions six.

— Pourriez-vous nous parler de vos conditions de vie ?

— Mon père était chauffeur de taxi. À sa mort, j'avais alors une quinzaine d'années, j'ai commencé à faire des mauvais coups pour manger. Nous étions très pauvres. Nous étions sept dans une seule pièce, louée \$10 par semaine. Ma mère ne travaillait pas, pour surveiller tout le monde. Peu après le décès de mon père, Jacques, âgé de 11 ans et moi, nous avons cambriolé un appartement ; nous avons volé \$12 dans un portefeuille qui en contenait \$75 et la nourriture du réfrigérateur. Ce vol nous a valu deux ans et demi d'école de réforme. L'institution a complété ma formation. Adolescent, toujours privé de secours, j'ai fini par détester la société. C'est ainsi que je suis devenu un criminel.

— Vous avez déjà déclaré avoir eu des relations avec les frères Dubois dès les années cinquante. Pourriez-vous nous en parler ?

— Nous avons grandi ensemble. Comme les aînés bénéficiaient de relations, ils nous fournissaient des automobiles, des armes et des cagoules pour les vols à main armée ; en retour, nous leur consentions un pourcentage sur le butin. Parfois même, ils nous indiquaient les coups à faire, l'heure propice pour accomplir le vol, etc. La

22. Des corrections ont été apportées au témoignage de Pierre McSween, pour en faciliter la lecture. Seuls certains passages ont été retenus.

marchandise dérobée était vendue par la suite à la Famille.

— Est-ce que certains des Dubois participaient au vol ?

— Oui, Jean-Paul . . .

— Pouvez-vous désigner celui qui, dans le langage que vous utilisez, *spotait* les endroits, vous indiquait les bons endroits ?

— Dans la plupart des cas, le renseignement venait de Jean-Guy Dubois.

— Dans quelles circonstances avez-vous été condamné en 1960 à deux ans de prison ?

— Je me faisais embaucher comme chauffeur de camion sous un faux nom. Je conduisais le véhicule dans un entrepôt où il était vidé de sa marchandise, puis, d'un restaurant, j'informais la compagnie du vol du camion. Les Dubois me versaient un faible pourcentage du produit du vol, gardant pour eux la plus grosse part. À cette époque, j'étais un peu naïf.

— Quand vous avez été arrêté, est-ce que les Dubois ont été impliqués dans ces vols ?

— Non ! nous écopions à leur place. En retour, ils payaient nos frais d'avocat.

— Après plusieurs séjours en prison, vous retrouvez la liberté en 1970, le 26 mai, le jour de votre anniversaire. Vous avez rejoint alors votre frère. Comment gagnait-il sa vie ?

— Dans les *billets de hockey*, une loterie clandestine fonctionnant à partir du premier et du dernier buts comptés par les joueurs, au cours d'un match. Les billets se vendaient \$0.50 ou \$1 ; les prix donnés aux gagnants variaient entre \$100 et \$400. Toutefois, l'horloge officielle du Forum de Montréal où se déroulaient les matches de hockey était truquée. L'organisation imprimait, par exemple, les chiffres pairs ; cette semaine-là, les points comptés correspondaient à un minutage aux chiffres impairs. Il n'y avait donc jamais de gagnants ou très rarement.



— Avez-vous trempé dans le second racket mis au point par votre frère ? Quels étaient vos complices ?

— Oui, avec Gérald Ratté, mon frère Jacques s'est lancé dans le prêt usuraire en investissant \$2 000 des revenus tirés de la loterie truquée. Tous les profits de ce racket ont été par la suite versés dans l'affaire.

— Pouvez-vous nous renseigner sur la rentabilité de l'entreprise ?

— Jacques et Gérald ont d'abord investi chacun \$2 000 ; en l'espace de deux ou trois mois, leur capital se situait entre \$10 000 et \$12 000.

— Avant de poursuivre sur ce sujet, je voudrais revenir sur la question des loteries. Réal Lépine était-il mêlé à ce racket ?

— Il était l'associé de Jacques, mais, bien que travaillant officiellement avec notre bande, il marchait de pair avec les Dubois. Après la mort de Lépine, les loteries sont passées sous le contrôle de Maurice Dubois.

— Vous avez avoué devant les commissaires que les profits des loteries étaient investis dans le racket du prêt usuraire. Quel était votre rôle dans cette entreprise ?

— . . .

— L'équipe de ceux qui faisaient peur ! affirme le procureur Dagenais devant le silence du témoin.

— C'est ça !

— Pourquoi les gens de votre quartier avaient-ils peur de vous ?

— Je ne parlais jamais. De plus, j'avais la réputation de jouer du revolver un peu plus souvent que mes frères.

— Dans quels endroits prêtiez-vous votre argent ?

— Dans les tavernes, les cabarets . . . Pour \$100, le gars doit rendre \$130.

— Quelle était la durée du prêt ?

— Quatre semaines, un mois.

— Si votre débiteur ne pouvait rembourser la somme, qu'arrivait-il ?

— Il devait payer une amende . . . entre \$10 ou \$15 par semaine selon le montant du prêt.

— En plus du capital ?

— Oui !

— En plus de l'intérêt ?

— Oui ! S'il est obligé d'emprunter encore, avant d'avoir remboursé sa première dette, il doit verser une surprime de 30 pour cent. Le montant des amendes augmente s'il ne peut payer. La plupart des clients n'y arrivent pas. Ils donnent \$20 ou \$25 par semaine sans jamais pouvoir se libérer. Ils paient tout le temps.

— Si un de vos débiteurs décidaient de ne plus vous rembourser, que faisiez-vous alors ?

— Je n'ai jamais vu personne avoir suffisamment de courage pour nous dire cela. La plupart du temps, ils se sauvent. Nous les retraçons par leur femme ou tout simplement parce qu'ils reviennent dans le quartier.

— Vous leur imposez de nouvelles amendes, mais s'ils fuient à nouveau ?

— Ils reçoivent une correction par l'escouade des bras : des coups au visage en premier, puis, en cas de récidive, des jambes et des bras brisés.

— Combien comptiez-vous de clients ?

— Entre 300 et 400 clients. Quand mon frère est mort, on nous devait alors près de \$50 000.

— Pour un investissement de \$4 000 seulement ?

— Oui ! c'est ça. Il faut encore ajouter nos salaires et nos dépenses qui atteignent \$100 000 par année. Tout cet argent provenait de l'entreprise.

— Qui prêtait votre argent ?

— Des garçons de table et des serveuses dans différents établissements travaillaient pour nous. Ils rabattaient les clients.

— Votre réponse me permet de vous interroger sur la *protection*. Les cabarets assujettis à votre autorité, obtenus *sur le bras*, comme on dit dans le *milieu*, vous permettent de faire bien davantage que de soutirer \$100 du propriétaire ; cela veut dire aussi contrôler tous les rackets dans l'établissement !

— Oui !

— Si on parle du cabaret Old Chum que vous désignez comme un endroit aux mains des Dubois, l'argent prêté à cet endroit appartient aux Dubois ?

— C'est exact !

— Et la drogue qui se vend là, c'est la drogue des Dubois.

— C'est ça !

— Ça veut dire que vous ne pouvez pas aller vendre à cet endroit !

— Bien non !

— Je vous le demande.

— Je vous le dis . . .

— Vous ne pouvez pas non plus aller prêter votre argent ?

— Nous avions à cette époque chacun notre territoire. Ils ne venaient pas chez nous ; et nous ne nous rendions pas dans leur secteur. Nous ne pouvions aller prêter notre argent dans leurs cabarets.

— Quand vous dites : leurs cabarets, cela signifie-t-il qu'ils en sont les propriétaires ?

— Non ! Non ! cela veut dire qu'ils dirigent l'affaire.

— Vous avez bien décrit votre groupe ; parlons maintenant des frères Dubois. Qui sont-ils ?

— . . . ils étaient les maîtres à l'ouest de la rue Atwater et puis, ils ont envahi d'autres secteurs. Ils se sont appropriés de nouveaux territoires, augmentant ainsi leur puissance qu'ils tirent de l'argent. L'argent est leur véritable force ; ils opèrent à coups de \$100 000. Au-

jourd'hui, leur territoire est vaste ; il englobe le Vieux Montréal et tout l'ouest de la ville ; presque tout appartient désormais . . .

— Qui est le chef de la famille ?

— Jean-Guy !

— Ce n'est pourtant pas le plus vieux ?

— Non ! Il y a parmi les aînés Raymond et Roger, mais ce dernier n'a jamais trempé dans les affaires de la Famille. C'est un garçon « travailleur », c'est le seul d'ailleurs. Il n'est pas mêlé à l'affaire.

— Comment se fait-il que Jean-Guy soit le chef ?

— Plus jeune, il était bon bagarreur ; il n'avait peur de rien. Il défendait toujours ses frères en rendant visite au plaignant. Si ce dernier ne retirait pas ses accusations, Jean-Guy lui donnait une raclée. Avec le temps, il s'est emparé d'un cabaret de Lachine, le Stardust, où il s'est fait une réputation. Tous ses frères sont des faiseurs d'ennuis ; il fallait donc qu'il en soit le chef.

— Voulez-vous dire par cela qu'ils ne dirigent aucune entreprise ?

— Ce ne sont pas des *têtes à Papineau* ; ils ne peuvent diriger un gang. Ça leur prenait un chef comme les Indiens et ce chef, c'est Jean-Guy. Claude est avec lui !

— Claude fait-il partie des faiseurs d'ennuis ?

— Non, lui c'est le numéro 2.

— Oui ? s'informe le procureur.

Pierre McSween précise sa pensée.

— C'est lui qui dirige tout dans le centre-ville, dans le Vieux Montréal . . .

— Que dirige-t-il ?

— Les cabarets, la protection, la drogue . . .

— Quelles drogues se vendent à ces endroits ?

— Toutes les sortes ! c'est Adrien . . .

— Pardon ? s'exclame Me Dagenais.



- C'est Adrien qui dirige ce racket.
- Comment l'avez-vous appris ?
- Dans notre secteur, par exemple, nous étions à la tête de tous les rackets, mais la drogue vendue ne pouvait être que celle des Dubois.
- Les Dubois travaillent maintenant dans le centre-ville de Montréal. Quand ont-ils commencé à se déplacer vers ce nouveau territoire ?
- Depuis deux ou trois ans, ils gagnent du prestige.
- N'est-il pas exact que les Italiens contrôlaient plusieurs établissements de la rue Sainte-Catherine ? Vous souvenez-vous de cette époque ?
- Claude Dubois travaillait au *Casa Loma* ; il était portier.
- Oui ?
- C'est après avoir décroché cet emploi qu'il est devenu puissant, après les meurtres<sup>23</sup>.
- Est-ce que les Italiens sont aussi puissants dans le centre-ville ? Marchent-ils de pair avec les Dubois ?
- Non . . . c'est l'un contre l'autre.
- Est-ce que, à votre connaissance, les Dubois emploient des spécialistes du revolver ?
- . . .
- Des règlements de compte ?
- Ah ! oui, ils en ont quelques-uns.
- Pouvez-vous les nommer ?
- Il y a Claude Dubeau, Donald Lavoie . . . Michel Verreault . . . Jean-Guy Dubois, Adrien . . . puis . . . il y a Claude Legault, leur *Moineau*, le *Moineau* des Dubois . . .
- D'après ce que vous savez, un individu comme Claude

---

23. Pierre McSween fait référence à l'assassinat de Jean-Claude Rioux, dit Ti-Caille, Jacques Verrier et André Vaillancourt, gérant du *Casa Loma*, survenu le 12 mai 1971.

Dubeau<sup>24</sup>, par exemple, combien peut-il avoir commis de meurtres ?

— Une dizaine . . .

---

24. Recherché par la police relativement à la tuerie de l'hôtel Lapinière.

#### 4. « Ne fais pas le fou ! »

Au lendemain des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé, le mauvais sort semble s'acharner sur les frères Dubois. Trois individus, considérés comme des proches de la Famille, trouvent la mort dans des circonstances tragiques.

Le 12 décembre, Daniel Lapointe, ex-chauffeur de Claude Dubois, tombe sous les balles de trois tueurs professionnels. Alerté par un témoin qui a assisté au départ des meurtriers, les policiers découvrent le cadavre du jeune homme âgé de 28 ans, baignant dans une mare de sang au coin des rues Clément-Ader et André-Ampère, dans le quartier Rivière-des-Prairies. Six balles de calibre 22, tirées en pleine figure ont eu raison de la victime, soupçonnée d'être reliée au trafic de la drogue.

Quatre jours plus tard, les policiers de Saint-Constant, municipalité de la banlieue montréalaise, se rendent sur les lieux d'un deuxième règlement de compte touchant de près la Famille à la suite d'un appel anonyme. La victime, Antonio Defrancisco, est découverte en bordure de la montée Sainte-Catherine, la tête trouée par une balle de gros calibre. Un revolver repose à côté du jeune homme ; des douilles provenant de deux armes différentes parsèment la neige comme si Defrancisco avait opposé une farouche résistance à son ou ses assassins.

Les enquêteurs chargés de l'affaire se perdent en conjectures quant aux mobiles des deux crimes ; plusieurs hypothèses sont avancées que rapportent fidèlement les journaux : leur mort serait-elle reliée au trafic

de la drogue dans la métropole montréalaise ou les jeunes hommes seraient-ils devenus des témoins gênants pour certains individus ? concluent les reporters, sans oser en dire plus, faute de preuves. Leur intérêt pour ce double assassinat est d'ailleurs de courte durée ; une troisième affaire, mettant en scène cette fois, une personnalité de premier plan, réclame toute leur attention.

28 février 1976

Roger Fontaine est mort.

Au matin du 28 février 1976, les pompiers de Sher-  
rington, village situé non loin de Montréal, découvrent son cadavre dans les ruines encore fumantes d'une maison de ferme. Un deuxième corps est sorti des décom-  
bres quelques heures plus tard, mais il subsiste si peu d'éléments que l'identification est impossible. L'examen des ossements permet seulement de déterminer le sexe de la deuxième victime ; il s'agit d'une femme, sans doute Arlène Comeau, compagne de Fon-Fon.

Depuis le *massacre de la Saint-Valentin*, le couple vivait en reclus dans une maison mobile installée sur les terres de Richard Allen Fowley, un important propriétaire de pistes de course, parent de la victime. Fontaine habitait



Arlène Comeau



parfois la maison de ferme, un bâtiment de deux étages, en l'absence de son propriétaire.

La veille du double meurtre, le gérant de la ferme, Monsieur Vincent Simioni, visite le domaine en compagnie d'un ami à qui il veut faire voir les animaux. D'un naturel méfiant, Roger Fontaine quitte l'abri de la résidence pour s'informer du but de leur venue, mais en découvrant la présence de Simioni, il quitte son air bourru pour s'entretenir avec les deux hommes. Vers 20 heures, dans la soirée du 27 février, chacun regagne son domicile.

C'est la dernière fois que Roger Fontaine a été vu vivant.

Peu avant 1 heure, le lendemain, un passant aperçoit des flammes qui s'échappent de la résidence. Il donne l'alerte en frappant à la demeure de Rhéaume Bourdon, voisin des Fowley. Ce dernier communique avec l'homme d'affaires qui séjourne en Floride avant de transmettre la nouvelle au père de Roger Fontaine et à l'épouse de Jean-Guy Dubois. Adrien Dubois quitte son domicile, situé au sous-sol de la demeure de son aîné, à bord d'une camionnette. Une panne l'oblige toutefois à retenir les services

Maison où Roger Fontaine est mort



d'un chauffeur de taxi de Brossard qui accepte de le conduire sur les lieux de la tragédie.

À son arrivée, vers 4 heures du matin, la maison n'est désormais plus que cendres. Un policier s'informe de son identité, mais se désintéresse de son sort devant l'afflux de curieux, tous gens de la place que l'annonce de la conflagration a fait quitter le lit. Les premiers journalistes qui arrivent sur les lieux reconnaissent Adrien en dépit d'un bonnet de laine enfoncé sur sa tête ; personne n'ose toutefois s'informer du but de sa visite.

Le nom de Fontaine est sur toutes les lèvres. La découverte d'un premier cadavre aux premières heures de l'après-midi renforce la thèse de sa mort, prévue déjà depuis les premières escarmouches entre les gangs du sud-ouest. Reste encore l'identification formelle.

Le docteur Claude Pothel, pathologiste de l'Institut médico-légal, pratique l'autopsie du premier corps, celui d'un homme. En plus de deux balles de calibre 38, il trouve sur le crâne de la victime un morceau de silicone de la grosseur d'une pièce de monnaie. Ce fragment correspond en tous points à celui mis en place sous l'œil gauche de Fontaine à la suite d'une intervention chirurgi-

Les ruines du refuge de Roger Fontaine

photo : Allo police



gicale pratiquée par le docteur J.M. Little, à l'hôpital Notre-Dame, moins de quatre ans plus tôt<sup>25</sup>.

L'analyse d'une colonne vertébrale trouvée à proximité du cadavre de Fontaine permet au pathologiste d'affirmer qu'il s'agit d'une femme âgée de 20 à 30 ans. Une balle est logée à la hauteur de la septième vertèbre.

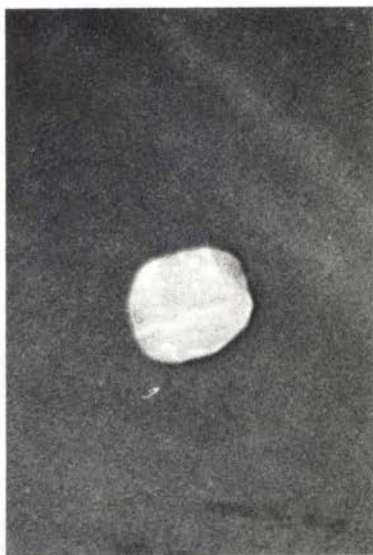
Le mystère le plus complet entoure ce double règlement de compte qui semble l'œuvre d'*amis* des victimes. Cette conviction s'appuie sur le choix de l'arme du crime ; l'emploi d'un revolver de calibre 38 exige du meurtrier qu'il opère à courte distance de sa cible et seul un compagnon de Roger Fontaine aurait pu s'approcher suffisamment sans risquer d'être à son tour pris pour cible. Étrangement, les chiens de la ferme n'ont pas aboyé à l'arrivée des visiteurs.

13 mars 1976

Parmi les alliés de la Famille, la liste des victimes s'allonge. Le 13 mars, deux autres hommes de main tombent sous les balles de tueurs professionnels à la dis-  
cotehèque l'Index située à proximité du Vieux Montréal.

---

25. Fontaine avait été battu par Réal Lépine à la demande d'un ami.



Le fragment de silicone



Gilles Leblanc, âgé de 29 ans, était considéré dans le milieu comme l'un des principaux collaborateurs de Claude Dubois, tandis que Michel Bernard, âgé de 23 ans, gravitait dans l'ombre d'Adrien.

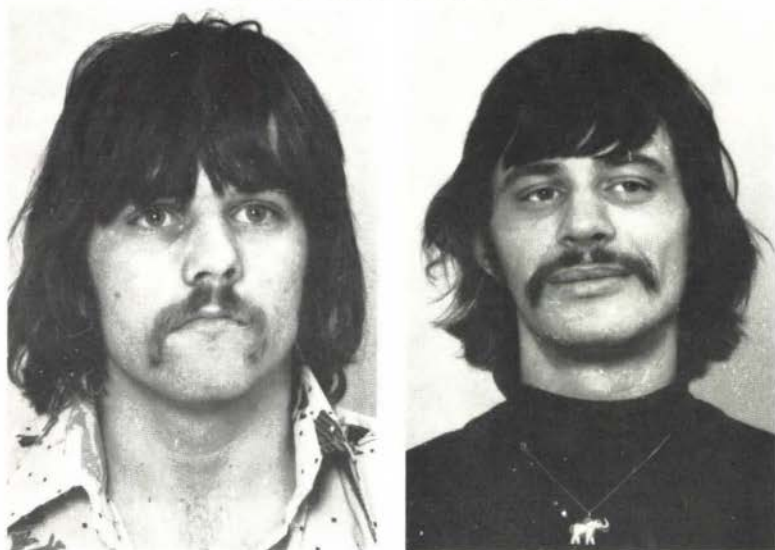
Le soir de leur assassinat, les deux hommes ont pris place à l'Index à deux endroits différents, à peu de distance l'un de l'autre. Une violente bagarre éclate sans qu'ils interviennent pour prêter main-forte à l'un ou l'autre des belligérants, mais un individu se dirige bientôt vers le bar où Michel Bernard est assis, inconscient de la menace qui pèse sur lui.

— Ne fais pas le fou, s'écrie Gilles Leblanc au suspect dont il guettait les moindres gestes.

Le bruit de la détonation couvre sa voix. Bernard s'écroule, tué d'une balle de calibre 12 qui l'a touché au dos. Son ami brandit un couteau dissimulé dans sa ceinture, mais le tueur, plus rapide, tourne son arme en sa direction. Des projectiles atteignent Leblanc à la figure, au cœur et à l'épaule gauche.

Tenant toujours en main le fusil à canon scié, le suspect fuit les lieux en compagnie d'un complice. Ils hèlent à la sortie un taxi en maraude, à bord duquel ils

Michel Bernard Gilles Leblanc





comptent semer leurs poursuivants. Le tueur a pris place sur la banquette arrière, mais son comparse a choisi de s'asseoir à l'avant pour surveiller le chauffeur. Ce dernier n'entretient aucun doute sur la personnalité de ses clients ; au risque de recevoir une balle, il quitte précipitamment son véhicule à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Denis pour donner l'alerte. Les suspects n'ont plus qu'à fuir seuls . . . sans témoin gênant.

Toutes ces morts violentes semblent toucher peu la Famille dont les forces sont encore intactes, en dépit de l'inquisition policière. Seule l'annonce de la décision de la Cour suprême du Canada qui reconnaît la constitutionnalité de la Commission d'enquête sur le crime organisé paraît ébranler un instant la confiance des aînés. S'ils refusent à nouveau de répondre aux questions des commissaires ou si leurs réponses sont jugées trop évasives, ils risquent une condamnation pour outrage au tribunal : six mois ou un an de prison. Nombreux sont ceux qui se réjouiraient de leur absence : les policiers en premier lieu qui affirment que l'emprisonnement des Dubois porterait un dur coup à leur emprise sur le *milieu* ; en second lieu, de jeunes gangs tenus en respect aux limites de leur *empire*.

Raymond Dubois comparaît le 25 mai devant la Commission. Il n'avoue aucune conspiration ni aucun délit criminel susceptible d'établir qu'il a pu vivre depuis près de vingt ans des profits provenant d'activités criminelles. Sans jamais faire montre d'arrogance, il rejette toutes les accusations des divers témoins à charge avant de s'expliquer sur les écarts existant entre son revenu réel et ses déclarations d'impôt.

— Je parie beaucoup aux courses ; grâce aux conseils d'un ami, j'ai pu réussir très souvent de beaux coups.

S'il n'a jamais cru bon de faire état de ses revenus, c'est tout simplement parce qu'il ignorait la loi. Jamais son avocat et son comptable ne lui ont parlé de cette obligation.

Quand il quitte la barre des témoins quelques minutes après, l'optimisme renaît dans la Famille. Par la

suite, la condamnation de Rolland et de Jean-Paul pour outrage au tribunal ne modifiera en rien ce climat.

Normand, Adrien et Claude Dubois qui attendent dans les coulisses en compagnie de quelques amis dont Yvon Belzil apprennent la nouvelle sans faire montre de la moindre émotion ; bien plus, ils parient entre eux sur les chances de chacun d'échapper à l'emprisonnement, un pari que tous gagneront.

Pourtant, les enquêteurs de la Commission d'enquête sur le crime organisé avaient bon espoir de mettre un terme à la carrière de Claude Dubois. Il était l'homme à abattre. En dépit des affirmations des témoins qui, à de nombreuses reprises, ont désigné Jean-Guy comme le chef de la Famille, aux yeux des commissaires Dutil, Dionne et Cordeau le plus important personnage demeure Claude, habile négociateur et stratège du clan.

Répondant aux questions de Me Jacques Dagenais qui s'intéresse à ses revenus, Claude Dubois, représenté par Me Léo-René Maranda, ne craint pas d'affirmer :

— Oui ! j'ai changé d'automobile chaque année ; j'ai même voulu louer récemment une Mercedes-Benz de \$22 000 pour connaître le plaisir de conduire une telle voiture. Pour cette bague, il s'agit de diamants ; cette montre-bracelet, qui m'a été donnée par un avocat, vaut à elle seule \$6 000. Et après ? ( . . . ) Je vis au jour le jour ; quand je n'aurai plus d'argent, eh bien ! je n'aurai plus d'argent, c'est aussi simple que cela. Quant aux témoins qui m'ont accusé ici de tout diriger, je vous réponds que tout cela est pure invention ; des mensonges ! D'ailleurs, c'est ici l'endroit par excellence pour se venger quand on déteste quelqu'un. Tout le monde nous accuse. Les coupables ? Ce sont toujours les Dubois ! Même vos policiers m'ont parlé de cela ! Moi, je ne dirige rien du tout. C'est clair, non !

Pour le bénéfice d'un témoin surprise, Claude Ellesen, le procureur de la commission fait entendre la conversation téléphonique interceptée le 12 juillet 1975 par les policiers où Jean-Guy Giguère informe son ami de l'existence d'un complot visant l'ex-président des *Devils's*

*Disciples* et son plus proche collaborateur, Pierre McDuff. Ellefsen, qui comparaît à la barre des témoins en faisant un clin d'œil à son « ennemi », nie tout !

— Je ne reconnais pas cette conversation téléphonique du 12 juillet 1975. Ce n'est pas possible. Claude Dubois était un de mes amis.

— Pourquoi alors avez-vous été vivre à Québec après l'assassinat de McDuff et celui de Giguère ?

— Montréal n'était plus vivable ; il y avait des microphones partout, dans tous les murs.

S'il avoue avoir vécu dans le passé des fruits du racket du prêt usuraire, Claude Dubois, bien que connaissant l'existence d'une conversation avec Ti-Rouge, interceptée le 22 avril 1974, au restaurant Miss Sainte-Catherine, nie formellement sa participation actuelle à une affaire du genre ou au racket de la protection.

— On a déjà utilisé mon nom dans le passé pour faire de la perception ; la chose est encore possible. Tout est possible ! Mais s'il fallait s'arrêter à tout ça, il faudrait que je me batte à longueur de semaine.

Ti-Rouge Doucet avait affirmé quelques minutes plus tôt :

— Quand j'ai perçu de l'argent, je le faisais pour mon compte personnel.

Le procureur Dagenais n'obtient guère plus de celui qui, aux yeux du public, prend figure de cerveau de l'organisation en versant en guise de preuve une troisième conversation où il est question de l'achat et de la vente de grandes quantités de drogue.

— Ce n'est pas ma voix. Je ne suis pas mêlé à tout ça . . . Je ne reconnais pas ma voix ; ce n'est pas moi !

→  
Jean-Guy Dubois et Jacques  
Ouimet photo : Allo police







## 5. « Coupables . . . »

Les délibérations du jury qui doit décider du sort de Jean-Guy Dubois et de Jacques Ouimet, accusés du meurtre de Guy Fournier, se prolongent. Depuis quatre jours déjà, fait exceptionnel, les jurés, cinq femmes et sept hommes, font l'examen des divers témoignages sans pouvoir conclure à la culpabilité ou à l'innocence des deux hommes.

Les preuves recueillies lors de l'enquête policière se réduisent à peu de choses. Le 23 octobre, des agents ont aperçu au cours de leur ronde une voiture de marque Lincoln Continental stationnée tous feux allumés, moteur et essuie-glace en marche, rue Saint Patrick. Ils se sont dispersés pour tenter de découvrir le propriétaire du véhicule. Ainsi, seul l'agent Paquin a entendu un bruit semblable à celui d'un objet jeté à l'eau, tandis que deux ombres se profilaient en bordure du canal Lachine. Les suspects ont été appréhendés quelques minutes plus tard ; sur leurs vêtements, dans l'automobile et à proximité de la voie d'eau, les policiers ont trouvé des taches de sang. La poursuite de l'enquête devait finalement conduire à la découverte du corps de Guy Fournier.

Durant le procès, deux hypothèses ont été émises pour expliquer la présence des deux hommes sur les lieux du drame. Selon la Couronne, les accusés auraient battu la victime avant de jeter son corps à l'eau pour faire disparaître toutes traces de leur méfait. Rejetant avec vigueur cette thèse, les avocats de la défense ont fourni une version toute différente de l'affaire.

Quelques heures avant sa mort, Guy Fournier aurait

rendu visite à l'hôtel Iroquois où il se serait enivré ; à la fermeture de l'établissement, Jean-Guy Dubois et Jacques Ouimet auraient reconduit l'individu à la porte de l'hôtel, mais ce dernier s'en serait pris aux deux hommes, allant même jusqu'à cracher à la figure de Dubois. L'injure lui aurait valu un coup de poing.

À la demande du gérant de l'Iroquois, un ami<sup>26</sup> se serait alors chargé de reconduire Fournier ; en cours de route toutefois, le blessé aurait quitté le véhicule pour une raison inconnue, en direction du canal Lachine. Jean-Guy Dubois et Jacques Ouimet, alertés, se seraient dirigés immédiatement vers le secteur pour se lancer sur les traces du disparu.

L'absence de témoin oculaire nuit à la Couronne, mais l'exposé de la défense ne paraît guère convaincre davantage les jurés. Pendant quatre jours, ils pèsent judicieusement les preuves versées au dossier, se remémorant les déclarations des nombreux témoins, cherchant à déceler, à travers le verbiage habile des avocats, la vérité, la vérité toute simple.

Au matin du 23 mai, après une longue nuit de repos, ils reprennent place dans la salle des délibérations.

Me Nikita Tomesco, procureur de Jacques Ouimet, est las ; depuis deux jours déjà, il ne parle pratiquement plus. L'avocat de Dubois, Me Sydney Leithman, marche de long en large dans le corridor du Palais de justice, s'asseyant à l'occasion aux côtés de Claude et d'Adrien Dubois. Les deux frères ont assisté à toutes les séances ; parfois, Raymond ou Normand se sont joints à eux pour s'informer des derniers développements. Ils se taisent ou causent à voix basse.

Les policiers chargés de l'affaire semblent avoir perdu toute confiance ; au fur et à mesure que se prolongent les délibérations du jury, leurs propos optimistes font place à des paroles amères, tant est grande leur crainte.

¶.

Pour la plupart des observateurs, un profond désaccord diviserait le jury ; l'annonce de la reprise des audiences, alors que vont bon train les rumeurs de toutes

---

26. Pierre Thibodeau.

sortes, jette la consternation parmi les acteurs du drame. Ils s'empressent de reprendre leur place dans la salle, tout en regrettant les heures d'incertitude. Maintenant, plus rien ne pourrait venir contrecarrer le cours de la justice.

Le juge Claire Barrette-Joncas s'adresse au président du jury pour connaître le verdict.

— Coupables !

Le greffier s'adresse au président du jury pour connaître le verdict.

— Est-ce que tous les membres du jury sont d'accord pour le même verdict ?

— Oui ! répond le septième juré.

— Quel est votre verdict ?

— Coupables de meurtre !

Le juge Claire Barrette-Joncas prend alors la parole.

— Vous avez travaillé au-delà des limites de l'endurance et toute la société vous en remercie. Malheureusement, en raison de votre verdict, je dois vous en demander un deuxième. Vous avez déclaré les accusés coupables de meurtre [...] et la loi exige que je prononce maintenant contre eux la peine d'emprisonnement à perpétuité. Désirez-vous faire une recommandation quant au nombre d'années qu'ils devront purger avant de devenir admissibles à la libération conditionnelle. Vous n'êtes pas tenus de faire une recommandation, mais si vous le faites, je tiendrai compte de votre avis.

[ . . . ]

Me Tomesco s'est penché à l'oreille de son confrère, Sydney Leithman, pour lui suggérer de faire appel au pointage du jury, procédure d'inspiration américaine qui permet aux avocats chargés de la défense d'exiger de chaque juré qu'il prononce à tour de rôle le verdict.

— Coupables, répètent les huit premières personnes interrogées.

— Juré n° 9 ? questionne le greffier.



Pendant 1 minute 32 secondes, le juré, un jeune homme dans la vingtaine, se tait. La salle est plongée dans l'expectative, guettant avidement sa réponse.

— Monsieur le jury n° 9 ? dit le juge Barrette-Joncas, quêtant une réponse.

— ...

— Monsieur, nous attendons votre réponse !

— ... j'aimerais mieux me retirer !

— Vous ne pouvez pas vous retirer, Monsieur. Vous avez promis de rendre un verdict et vous ne pouvez pas vous retirer, lui rappelle le juge.

— Votre Seigneurie, dit alors l'un des procureurs de la défense, il me semble que nous avons là un cas où l'unanimité n'est pas évidente.

— Le juré ne dit pas qu'il se dissocie du verdict, rétorque le juge, mais qu'il veut se retirer.

— S'ils sont coupables, lance le jury n° 9, ils ne le sont pas ...

— Monsieur, ce n'est pas le moment de délibérer ...

— Je suis sûr de ma réponse !

— C'est cela même que nous vous demandons !

— Dans ma conscience, ils ...

— Je pense que vous n'avez pas le choix votre Seigneurie, dit Me Tomesco. Vous devez déclarer nul le procès.

Et le juge se rend à cette demande.

23 août 1976

Trois mois plus tard, au matin du 23 août, ce neuvième juré, Jean-Pierre Renaud, comparaît en Cour des Sessions de la paix de Montréal pour entrave à la justice. L'enquête de la brigade antigang a démontré qu'il aurait été l'objet des attentions de Serge Genest : menaces, puis versement d'une récompense de \$1 700 pour le prononcé d'un verdict de non-culpabilité. Serge Genest, frère de l'épouse de Renaud, est tenu par la police de la Communauté urbaine de Montréal comme une connaissance de Claude et d'Adrien Dubois.

Jean-Pierre Renaud plaide coupable à cette accusation.

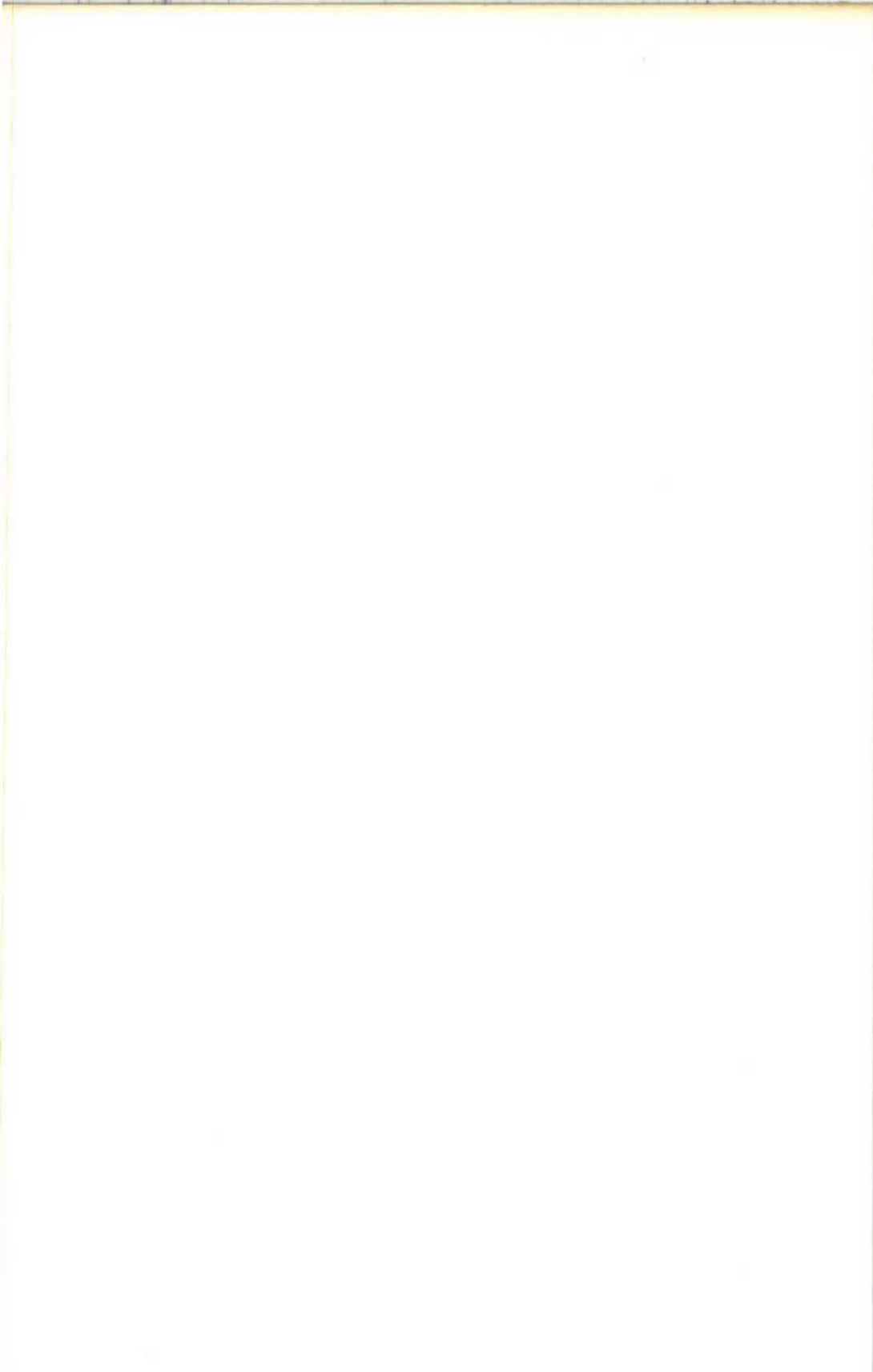


## *Remerciements*



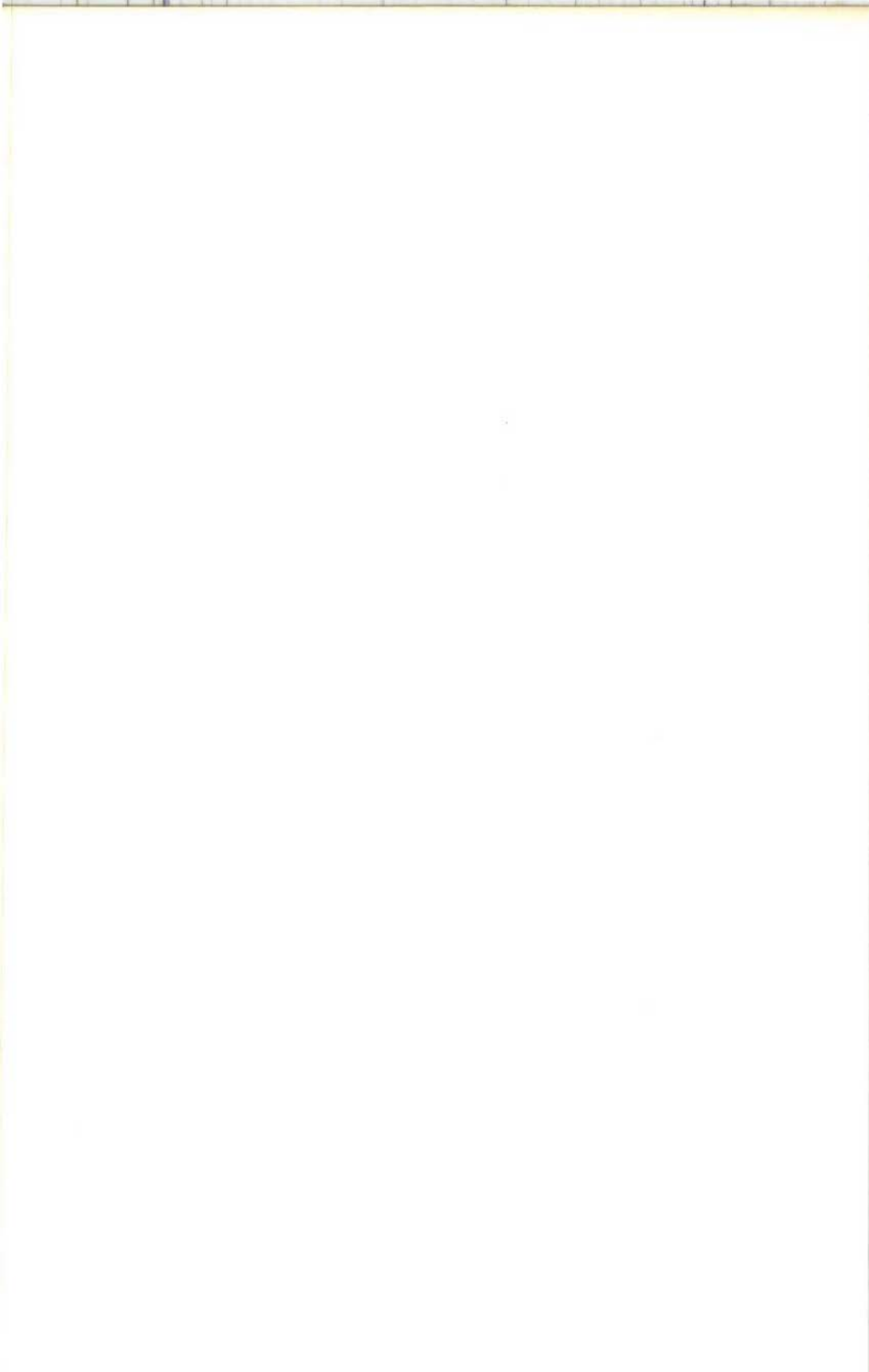
La reconstitution des événements cités dans cet ouvrage n'a été possible que grâce à la collaboration d'informateurs anonymes issus du *milieu*, de policiers de la Communauté urbaine de Montréal et de la Sûreté du Québec, et de journalistes spécialisés dans les affaires judiciaires. Nous tenons toutefois à remercier nominalement : à l'hebdomadaire *Allo Police*, le directeur, M. André Parent, le journaliste Bernard Tétreault et l'archiviste Gustave Gosselin ; au service de la police de la Communauté urbaine de Montréal, le capitaine Henri Marchessault et ses collaborateurs, ainsi que l'ex-policier Steve Olynik ; à la *Voix Populaire*, le directeur et éditorialiste Jean-Jacques Mercier.

Ont également apporté leur concours : les photographes Raymond Desmarais et Pierre Lasalle, Monique Bérubé, Simone Cusson et plusieurs amis.

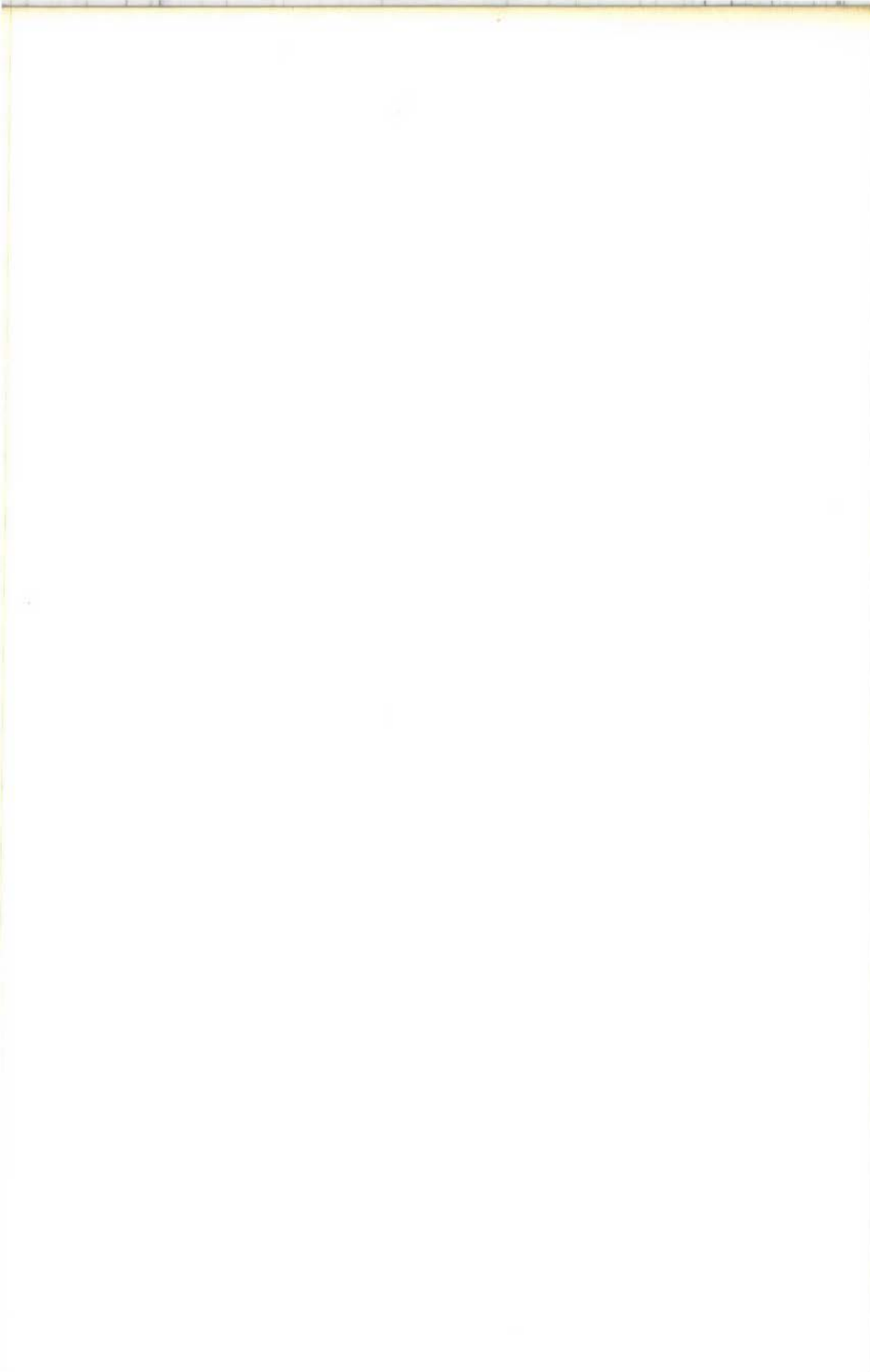




## *Annexe 1*



« . . .c'est les maîtres sur leur bord, puis ils s'éloignent un peu plus loin. Là ils commencent à s'éloigner, ils commencent à être pas mal forts. Ils sont forts. On pourrait dire qu'ils sont bien forts, mais ils ne sont pas forts énormément ; c'est parce qu'eux autres, ils ont bien de l'argent ( . . . ) ça marche par \$100 000 eux autres. Aujourd'hui, c'est gros : ils ont quasiment tout dans le Vieux Montréal, puis dans l'ouest. C'est quasiment tout à eux autres à cette heure . . . »





## *Annexe 2*



Texte intégral d'une conversation interceptée par la police le 12 juillet 1975. Les policiers ont identifié les interlocuteurs comme étant Claude Ellefsen et Jean-Guy Giguère à qui il téléphone. La lettre « E » signifie que c'est Ellefsen, tandis que la lettre « G » représente Giguère.

E — Ouais, en tout cas, que c'est qui est arrivé, vous avez eu un « meeting » avec le gros . . .

G — Ben oui, ah ! y pensait que j'étais dans ça, pis y dit Johnny Holliday va mourir, y va mourir cet homme-là, tu vas mourir. Je suis au bout avec lui.  
(. . .)

E — Comment ça se fait.

G — Je le sais pas.

E — Y a eu des messages d'en dedans je suppose.

G — Euh . . . ouais, avec Coco.

E — Coco Mercier.

G — C'est ça.

E — Ben ouais, . . . c'est officiel ça, c'est un crosseur au bout ça.

G — Mais qui c'est ça ce gars-là, y est ben solide, lui.  
(. . .)

E — Ouais, c'est pas ben grave, ça.

G — Y dit que mon nom . . . mon nom est dans « toutes » les pénitenciers, j'ai dit que c'est qui fait là mon hostie de nom moé.

- E — Ouais mais c'est pourquoi qui t'a fait venir toé.
- G — Ben y m'a fait demander, c'est parce que y sait que je me tiens au coin de Frontenac.
- E — Ouais.
- G — Y sait que Napo va là, pis y a dit que tout le monde disait que . . . qu'on était après se monter une « gang » toé . . . moé pis toé.
- E — Ah « c'est ça qui . . . y ont peur de ça là hein.
- G — C'est ça, y est après se monter une « gang » pis moé y dit faut que je prenne mes précautions, mais je dis pauvre vieux, je peux-tu te parler une minute, j'étais avec Marcel Godon. Que c'est que tu penses que je suis après faire, je suis pas Hitler, hostie, monter une « gang », monter une « gang », mais j'ai des troubles dans le moment, comment veux-tu que je monte une « gang ». Johnny je le connais comme . . . comme un . . . comme Marcel Godon, y est en arrière euh . . . de moé.
- E — Hum . . . hum . . .
- G — Toé je te connais pas, je t'ai jamais vu, je dis ça en parlant de lui.
- E — Ouais.
- G — Ah ! y dit c'est compréhensible, j'ai dit moé si ce gars-là est en guerre avec quelqu'un, moé c'est pas mes problèmes à moé, moé.
- E — C'est ça.
- G — Comme moé je suis en guerre avec quelqu'un c'est pas ses problèmes à lui ça.
- E — Ouais, ouais, mais ça lui il le sait ça, y est . . . y est . . . y le connaît très bien l'autre . . . y le sait.
- G — Ah ! y l'haït, y l'haït à part de ça, y l'haït à mort. Moé j'ai dit écoute ben, j'ai dit moé j'm'a te dire ben franchement, le gars qui a des problèmes qui s'arrange avec ses problèmes, moé j'ai les miens, je m'arrange avec les miens, comprends-tu ?  
(. . .)



- E — Et pis y s'imagine que moé pis . . . Ti-Mand pis . . . c'est ça qui pensait qu'on était pour prendre le contrôle pis leur donner la claque à eux autres.
- G — C'est ça, c'est en plein ça.
- E — Bon, christ . . .
- G — C'est en plein ça.
- E — . . . pas ça pantoute.
- G — Hein !
- E — Y as-tu expliqué que c'était pas ça pantoute.
- G — Ben ouais, j'y ai dit, écoute ben une minute euh . . . moé j'ai dit la première chose Johnny Holliday m'a jamais parlé de toé, y m'a jamais dit qui . . . qui . . . voulait te tuer, hostie.
- E — Ouais.
- G — Y m'a jamais . . . y m'a jamais dit euh . . . on monte avec une « gang » pis on s'en va tuer . . . Claude Dubois.
- E — Ouais, ouais.
- G — Ça . . . c'est jamais venu sur le plancher, je le sais pas ce que tu me sors là pantoute, pantoute, pantoute.
- E — Ouais.
- G — Je le sais pas, comprends-tu ? Ah ! y dit lui c'est un cochon pis un salaud, faut qui disparaisse, faut qui disparaisse, là y vient tout . . . à l'envers.
- E — Là sais-tu ce que c'est qui arrive là ?
- G — Hum . . . hum . . .
- E — L'autre y l'a pompé contre moé au bout là.
- G — Qui ?
- E — Claude . . . . . Coco . . . . . Coco Mercier.
- G — Ah ! c'est ça.
- E — . . . . . y lit les nouvelles lui pis y sait qu'on va tous

les tuer, que le gros Dubois est fort, fait que sur son bord.

G — Ah ! je comprends.  
— (. . .)

E — Ouais, oui, ça fait quatre d'eux autres qu'on tue tabarnac. Y a peur de se faire tuer en sortant lui.

G — Ah ! je comprends.

E — Fait que lui y conte toutes sortes « bit » (PH) là, pis probablement que c'est eux autres qui ont le contrat sur moé aussi tsé.

G — Comment . . . qui ça ?

E — Le gros Dubois.

G — Ouais.

E — Pis que c'est qui arrive euh . . . l'hostie de gros veut toutes sortes d'affaires pour essayer de me donner la claque sans que . . .

G — Ah ! je sais bien.

E — Tsé que c'est que je veux dire.

G — Ah ! ouais, ouais, ah ! y me dit à moé y dit euh . . . si vous le voyez dites-moé-le, ben je dis écoute ben une minute, moé j'ai dit je refuse peut-être cinquante, cent mille pour tuer un individu.

E — Hum . . . hum . . .

G — Encore ben moins pour rien pour dire qu'un individu est là.  
— (. . .)

E — Comme ça y t'a dit ça.

G — Ah ! ouais, ouais. Y a averti Bernard . . .

E — Ouais, je sais.

G — Pis André.

E — Ouais.

G — Tu diras au gros, gros Pierre McDuff, y est fait pour la vie, y est fini, y est fini.

- E — Ouais.
- G — Rit . . . j'ai . . . mon Pierre McDuff y est venu blanc comme du lait.
- E — Mais y sont forts tsé.
- G — Ah ! ah !
- E — Y sont forts, mais y ont pas d'affaire là-dedans.  
— ( . . . )
- G — J'ai dit c'est . . . c'est des affaires de drogue, du moins que c'est c'que j'ai su sur mon bord, que Napo pis Gilles voulaient avoir un certain territoire, pis l'autre a pas voulu, c'est . . . c'est une affaire de fou, j'ai dit j'm'a te dire ben franchement c'est une affaire de fou.
- E — Ouais.
- G — Ah ! y dit, ça fait assez longtemps que Johnny en fait du trouble, ça fait assez longtemps pis y criait.
- E — Ah oui, mais Mercier là y . . . c'est parce qui a toujours voulu avoir le coin tsé.
- G — Hum . . . hum . . .
- E — Y l'a pris l'hostie de coin, j'y ai dit prends-le j'en veux pas de ton hostie de coin, prends-le pis achale-moé pas avec ça.
- G — Ah ! ouais.
- E — Que c'est qui arrive aussi c'est qui . . . qui a un gars en dedans qui est ben « chum » avec Claude Dubeau, pis Claude Dubeau ben c'est son petit gars à Claude Dubois.
- G — Ah ! . . . . .
- E — Tu comprends l'affaire, c'est pas dur à . . .  
— ( . . . )
- E — Coco.
- E — Y va venir à toé une bonne journée.
- G — Hein !
- E — Y va venir à toé une journée.

- G — Comment y va venir à moé ?
- E — Y va venir à toé.
- G — Comment ça ?
- E — Si jamais moé je m'en va là.
- G — Ouais.
- E — Y va venir à toé.
- G — Comment ça ?
- E — Parce que . . . y sait que tu roules, hostie, pis y veut pas qui en ait d'autres qui roulent.  
— (. . .)
- G — Ah ! hen . . . tabarnac, mais moé j'y ai jamais rien fait, hostie.  
— (. . .)
- E — Un'autre affaire, le gros Dubois . . .
- G — Hum . . . hum . . .
- E — Y sait que j'faisais de l'argent avec la « dope » tsé.
- G — Ah ! c'est ça.
- E — Pis y voulait avoir mon affaire.
- G — Peut-être.
- E — Pis là ben, je l'ai pas bavé, j'ai décâlisé plutôt.
- G — C'est ça.
- E — Je me suis monté un'autre affaire ailleurs.
- G — Hum . . . hum . . .
- E — Tsé.
- G — Moé j'y ai dit à lui, ce gars-là là, j'ai dit écoute ben, moé je suis un gars qui donne pas personne, moé j'ai dit, Johnny Holliday, j'm'a le voir là au restaurant de l'autre bord de la rue, tu le sauras jamais de moé, comprends-tu.
- E — Ouais.
- G — Je dis l'autre bord c'est la même chose, de ma



nature j'y dis je donne pas personne, je veux pas faire tuer personne.

— (...)

E — Quand tu vas y aller, méfie-toé tout le temps pareil.

G — Ah ! ben c'est sûr.

E — Y en a une couple qui sont allés là . . .

G — Hum . . . hum . . .

E — De la même manière que toé, j'y ai été moé déjà.

G — Ouais, mais faut que tu comprennes là que . . .

E — Y sont jamais sortis de là.

— (...)

E — Jean-Guy, le gros Dubois, ça fait dix ans que je le connais, je connais sa tactique, je l'ai vu se monter.

G — Ah ! je le sais ben.

E — Je l'ai vu moé sur la « main » là . . .

G — Hum . . . hum . . .

E — Y était pas dans la rue.

G — Hum . . . hum . . .

E — Mais y avait son petit « shylock » ordinaire.

G — C'est ça.

E — Je l'ai vu monter Claude Dubeau pis les autres . . .

G — Hum . . . hum . . .

E — Pis çi, pis ça.

G — Ah ! oui, ah ! oui, je le sais ben.

E — Tsé . . . fait que.

G — Hum . . . hum . . .

E — Je sais comment est-ce qui opère.

G — Ah ! ouais.

E — Y est ben fort tsé.

— (...)

G — Pis donne pas à personne y où qui peuvent te rejoindre.

E — Non, non.

G — C'est pas compliqué.

E — Ouais.

G — Ciboire, j'en avais des « chums » moé . . . euh . . . j'avais confiance à mort aux autres, comprends-tu, pis je leur disais même pas où c'est que je restais.

E — C'est ça.

G — Parce que des fois pour . . . pour sauver leur vie . . .

E — Ouais.

G — Y peuvent te donner, tu me comprends-tu, que c'est que je veux dire.

— (. . .)

E — J'va paqueter mes affaires.

G — C'est ça.

E — Comprends-tu ?

G — Hum . . . hum . . .

E — Pis euh . . . j'va te dire un'affaire, j'va revenir dans six mois, peut-être un an.

G — C'est ça . . . bon là tu me fais plaisir.

E — Comprends-tu ?

G — Hum . . . hum . . .

E — Dans ce temps-là ben on . . . règlera . . .

G — C'est ça, pis avec le temps Johnny y a ben des affaires qui se passent.

E — . . . . . incompréhensible . . . . .

G — C'est tu vrai où si c'est pas vrai.

E — Mais j'm'a faire mon téléphone avant pareil.

G — C'est ça, y a ben des affaires qui se passent, Johnny.

E — Exactement.

- G — Rien qu'une affaire, moé moé euh . . . je . . . je suis pas tombé en amour avec toé.
- E — Ouais.
- G — Mais euh . . . je . . . tsé je t'ai toujours ben aimé, parce que j'ai . . . tou . . . j'ai toujours parlé comme il faut.
- E — Ouais.
- G — Je t'ai toujours . . . bon . . . bonjour, pis çi, pis ça, pis euh . . . réellement si y t'arrivait de quoi, ça me ferait . . . ça me ferait de quoi.
- E — Ouais, ouais.
- G — Comprends-tu, j'm'a te dire ben . . . ben franchement si je serais un révolté, si . . . si . . . si j'aurais pu une cenne, si je serais tanné.
- E — Ouais,
- G — Pis si je serais euh . . . si je viendrais fou, je dirais euh . . . toé, j'm'en va avec toé là, pis téléphone pis fais que c'est que je te dis, pis fais-le, pis aie pas peur.
- E — Non, non.
- G — Comprends-tu ?
- E — Écoute ben . . .
- G — Mais c'est parce que j'ai un petit peu d'argent en avant de moé.
- E — T'as pas d'affaire à ça non plus.
- G — Non, tu comprends pas. J'ai toujours crevé de faim, tabarnac d'hostie, pis ça fait un an, deux ans que j'ai des problèmes, pis j'en ai eu avant.
- E — Hum . . .
- G — Fait que tu viens que tu te dis à toi-même, si je peux lâcher mes problèmes, j'm'a tu être ben.
- E — C'est tannant ça hein.
- G — Non, mais c'est tu vrai Johnny ?

- E — Ben, je cré ben.
- G — C'est tu vrai ou si c'est pas vrai ?
- E — Ben, c'est ça qui . . . je pense comme toé, moé là hostie.
- G — C'est ça, fait que là euh . . . ciboire de câlisse euh . . . tu viens que tu . . . tu . . . tu capotes . . . tu . . . tu . . . viens fou . . .
- E — C'est justement.
- G — Tu dis, câlisse . . . on . . . on est pas capable de relaxer com . . . on est pu . . . j'aime mieux m'enrôler dans la guerre . . .
- E — Ben . . . . .
- G — Pis, au moins j'm'a avoir un permis câlisse.
- E — C'est ça.
- G — Non mais, j'm'a avoir un permis, Johnny.
- E — C'est ça.
- G — Tu comprends-tu ce que je veux dire ?
- E — C'est vrai.
- G — Fait que tsé que . . . le . . . le monde c'est méchant à mort, à mort, à mort, à mort, à mort, pis on sait pu à qui avoir confiance.
- E — Non, pis y a un'autre affaire.
- G — On sait pu avoir confiance.
- E — Si y se mêleraient de leurs affaires.
- G — Hein !
- E — Si y se mêleraient de leurs affaires.
- G — Ben oui, c'est . . . c'est pas rien que ça, dans notre entourage on sait pu avoir confiance.
- E — Non, non.
- G — Je te jure sur mon âme.
- E — T'es brûlé complètement.



- G — Comprends-tu, là j'ai dit à Ti-Gilles, tu vas dire ci, tu vas dire ça. Y dit oui, Jean-Guy.
- E — Ouais, ouais.
- G — J'y dit moé, faut que tu dises ça, comprends-tu ce que je veux dire ?
- E — Écoute, moé, moé j'ai pas d'affaire à lui là-dedans.
- G — Non, c'est ça, c'est ça, c'est ça, c'est ça, ouais, ouais . . . hum . . . hum . . .
- E — Mais euh . . . moé j'y en veux pas moé.
- G — Certain.
- E — Si y a quelqu'un qui y en veut, ben y s'arrangera avec.
- G — Hum . . . hum . . .
- E — Tsé.
- G — Ah ! ben y a pas rien fait de mal, tsé ce que je veux dire euh . . .
- E — Non, non mais tsé, je te dis ça là.
- G — Ouais, ouais, ouais.
- E — Mais, moé, tu y feras le message . . .
- G — Ouais, ouais, certain, ah ! oui.
- E — Moé j'ai fait que c'est que j'ai pu, j'y ai envoyé . . .
- G — C'est ça, ah ! j'y ai dit, j'y ai dit. Ah ! y dit, y dit je blâme pas lui y dit réellement, mais y dit y en a rien qu'un que je blâme y dit c'est Ti-Mand y dit je voulais pas avoir une cenne, y dit rien qu'un petit peu de cantine, parce qui dit, j'ai figuré que toé si tu serais mort Jean-Guy, y dit j'aurais jamais sorti, y dit j'aurais jamais eu de cantine.
- E — Ouais,
- G — Tant qu'à ça c'est vrai.
- E — Ben, tiens ben.
- G — Tu comprends-tu ?

- E — Oui.
- G — Pis le petit Jean-Paul Maturin, j'y ai parlé au téléphone, j'm'en va le voir lundi.
- E — Ouais.
- G — J'ai dit Jean-Paul, j'm'a te sortir.
- E — Ouais.
- G — Y dit tu vas me sortir hein, Jean-Guy. J'y ai dit demande-moé la lune, y dit le Pape, y dit m'a le faire.
- E — Ouais, hein !
- G — Fais-moé . . .
- E — Je le sais ça.
- G — Tu comprends-tu ?
- E — Y est mal pris lui là, là.
- G — Ouais, ouais, mais j'ai dit écoute ben là, j'y dis je te sors pas pour ça, c'est parce que je dis, avant que tu sois en dedans, je te demandais n'importe quoi pis tu le faisais.
- E — Ouais.
- G — J'ai . . . j'y dis c'est pour ça que je te sors.
- E — Ouais, mais euh . . . tu vas avoir de la misère.
- G — Hein ! non, non.
- E — Tu penses.
- G — Non, non pa . . . parce que, par . . . par le Code de la Loi 46, page 39, une . . . une par le juge du gouvernement là, qui . . . qui explique l'affaire du Casa Loma là.
- E — Ouais.
- G — Qui revient avec aucune preuve, oublie pas ça là, y ont aucune preuve.
- E — J'espère ben moé.
- G — Y ont un revolver, pas de balle, O.K. tu le sais.

- E — Ouais.
- G — Y ont un individu qui voit pas clair, y est soûl pis y était dans les toilettes avec Jean-Paul.
- E — Bon.
- G — Comment qui a fait pour voir ça.
- E — C'est ça.
- G — L'intimidation par . . . par les policiers qui a eu lui.
- E — Ouais, ouais.
- G — Tu me comprends-tu, ce que je veux dire ?
- E — C'est ça.
- G — Pis ces gars-là sont pas prouvés encore, fait que attention, moé, moé, de la manière que j'ai sorti Gilles moé, ça été ça la page 39 code 46, c'est parce que le juge y savait pas, que c'est mon frère qui a sorti le livre de la loi, pis y m'a marqué ça sur un papier, pis j'ai emporté ça à l'avocat, pis j'y dis marche comme ça.
- E — Ouais.
- G — Quand qui a présenté ça au juge, tabarnac, le juge les deux bras y ont tombé.
- E — Hum . . . hum . . .
- G — Tu me comprends-tu ?
- E — Ouais.
- G — Ben y dit, à ce moment-là y dit, on est au . . . on . . . y dit on . . . on est obligé de y donner une caution.
- E — C'est ça.
- G — Fait que si y a fait ça à lui, faut qui fasse ça aux autres pareil.
- E — Hum . . . hum . . .
- G — Parce que y ont pas voulu lire la déclaration du témoin principal de Yves Tremblay, c'est ça qui parle dans les journaux. Quand l'avocat y dit, ouais, l'avocat couronne y dit on a une déclaration, ben y

dit donnez-moé là. Le juge y est venu pour la prendre, l'avocat y a demandé tout de suite, encore par un code de loi, donnez-moé une copie, y a pas voulu. Le juge automatiquement y a pas le droit lui, une déclaration si l'avocat la . . . la lit pas.

E — Ouais, ouais, ouais.

G — C'est tu fort ça, fait que y vont . . . y vont présenter le même cas avec Michel Blass et pis Jean-Paul Maturin.

E — Ben c'est ça.

G — Tu comprends-tu ?

E — Mais Michel c'est moins pire.

G — Hein ?

E — Michel c'est moins pire.

G — Ouais, ouais, fait que de même y vont sortir, tu comprends-tu ? Fait que mais qui sortent, si tu veux les appeler, ben tu les appelleras, pis y s'arrangera.

E — Non, mais m'a les appeler pour euh . . . voir . . .

G — En tout cas, tu . . . tu . . . tu . . . fais euh . . . Fais que que . . . que c'est que tu penses le mieux.

E — Ben, moé comme je t'ai dit là.

G — Ouais.





Richard Desmarais, né à Granby, le 17 juillet 1950, est à l'emploi depuis 1972 de CKAC, principale station radio phonique du réseau Télémédia. Spécialisé dans les affaires criminelles et judiciaires, il s'est vu confier la tâche de présenter et commenter les témoignages, lors de la télédiffusion des audiences de la Commission d'enquête sur le crime organisé.

Qui aurait pu deviner, à la lecture d'un entrefilet consacré à l'arrestation de Jean Guy Dubois en 1951, ce que l'avenir réservait à ce jeune inconnu et aux membres de sa famille ? Dès lors, pourtant, le décor était en place ; les principaux personnages de l'épopée qui allait défrayer la première page des journaux faisaient leurs premières armes dans Saint-Henri, un quartier populaire de Montréal.

Leurs noms et surnoms semblent sortir tout droit de l'imagination furibonde d'un Dickens ou d'un Steinbeck : *Sardine* Champagne ; les « *Moineau* », le *Moineau* des frères Dubois et celui de la bande à Mc Sween ; *Ti-cul* Ratté, cet ex-boxeur sans victoire qui n'a connu que des déboires jusqu'à sa mort survenue dans des circonstances mystérieuses peu de temps après celle de Réal Lépine, dit *le Bonhomme*. Cet assassinat allait d'ailleurs déclencher ce que d'aucuns ont appelé *la guerre de l'ouest*, lutte farouche pour la mainmise des rackets de la drogue, du prêt usuraire, de la prostitution et de la protection dans les tavernes et les cabarets du sud-ouest de Montréal.